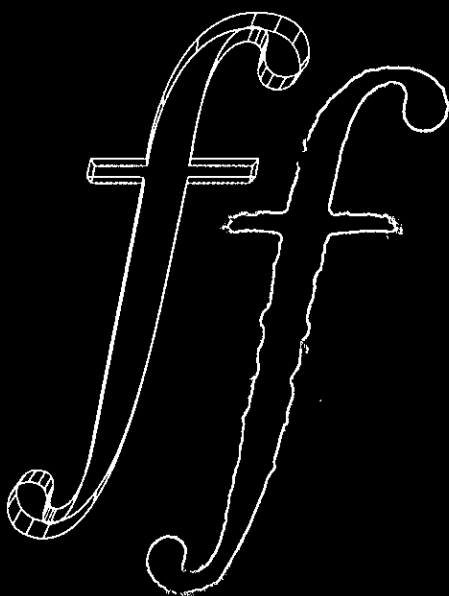


f r a n c e
o r u m

NOUVELLE SÉRIE • n° 24 10 €



ff

*L'immigration,
fruit de la
mondialisation*

S o m m a i r e

France-Forum • n° 24 • Nouvelle série • décembre 2006

Éditorial	3
-----------------	---

L'IMMIGRATION, FRUIT DE LA MONDIALISATION

Immigration et mondialisation - Interview de Boutros Boutros-Ghali PAR FRANCE-FORUM	4
Migrations, diaspora et pays d'origine L'expérience malienne PAR OUMAR H. DICKO	8
L'immigration : comment en parler PAR GÉRARD VANIER	22
Une alternative au « mur » de la Méditerranée PAR PIERRE DE CHARENTENAY	28
Quelques réflexions et données sur l'immigration en France PAR JACQUES DUPÂQUIER	31
L'Union européenne et l'immigration : les chiffres PAR JEAN-FRANÇOIS JAMET	34
Géopolitique et immigration : le grand bouleversement PAR CHRISTIAN SAVÈS	37
Le grand émoi PAR JEAN-PIERRE PRÉVOST	48
L'Afrique : avenir de l'Europe PAR CHARLES DELAMARE	53

DOSSIERS ET ÉTUDES

Lettre de la Mer Noire PAR JEAN-MARIE DAILLET	60
---	----

•
• •

La chronique des lettres PAR PHILIPPE SÉNART	70
--	----

MOTS ET HUMEURS

L'immigration et l'Afrique - Interview de Jean-François Probst PAR ALBERT KALAYDJIAN	75
Naître, c'est immigrer PAR JEAN-MARIE DAILLET	83
Le dictionnaire du sens interdit PAR ANDRÉ LE GALL	86

ARTS - MUSIQUE

Ravenne revisitée PAR JEAN-PIERRE PRÉVOST	87
Ravel, roman de Jean Echenoz PAR JEAN-MARIE DAILLET	89

NOTES DE LECTURE

Au nom du tiers état de François Bayrou PAR JEAN-PIERRE PRÉVOST	91
Napoléon : l'esclavage et les colonies de Pierre Branda et Thierry Lentz PAR ALBERT KALAYDJIAN	92
Les tourments de la mémoire (« Amnésie » de Sarah Vajda) PAR PHILIPPE DE SAINT ROBERT	94
La démocratie providentielle de Dominique Schnapper PAR GÉRARD VANIER	95
La faute de M. Monnet de Jean-Pierre Chevènement PAR RENÉ FOCH	96
Elèves sous influence de Barbara Lefebvre et Eve Bonnard PAR VINCENT LALOY	98
Dietrich Bonhoeffer, le martyr PAR JEAN CHÉLINI	99
Partir de Tahar Ben Jelloun PAR GEORGES LEROY	100

C'est le Liban qu'on assassine

Ils ont bien choisi la date, ceux qui ont tué le jeune et brillant ministre Pierre Gemayel : le 21 novembre, veille de la fête nationale commémorant l'indépendance, obtenue le 22 novembre 1943.

C'est une récidive : élu président de la République libanaise le 5 novembre 1989, René Moawad, 17 jours plus tard, explosait dans sa voiture piégée.

Une fois de plus, voici Beyrouth où, place des Martyrs, se rassemble le peuple en larmes. Il n'y a pas un an qu'était abattu Gibran Tueni, talentueux patron du quotidien *An-Nahar* – et c'était dix mois après l'attentat dont l'ancien Premier ministre Rafic Hariri et ses collaborateurs furent victimes.

Message aussi clair qu'anonyme à l'adresse de l'ONU, dont le Liban fut co-fondateur ; de l'Union européenne et de la FINUL ; et de la France, patrie de secours depuis des siècles : en éliminant, un à un, tous ceux qui, contre toute espérance, s'emploient à ranimer ce fusillé perpétuel qui s'acharne à vivre, il s'agit d'en finir avec le Liban.

C'est le Liban qu'on assassine. En plein jour. A la face du monde.

On aura particulièrement apprécié les condoléances de Damas. Celles de Jérusalem. Et celles de Washington...

France-Forum

L'immigration, fruit de la mondialisation

Migration est loi de nature. Les chasseurs le savent bien. Ce phénomène touche autant la race humaine que les autres espèces. L'anthropologie nous révèle que l'humanité n'a cessé d'être en marche depuis des milliers d'années à partir de son berceau africain. La révolution industrielle a peuplé d'Européens au cours du XIX^{ème} siècle la moitié de l'Asie, toute l'Océanie, toute l'Amérique, des territoires qui, alors, ne possédaient pas une forte densité de peuplement. Aujourd'hui ce scénario se poursuit avec d'autres acteurs et d'autres objectifs. Il ne s'agit plus d'occuper des terres mais d'accéder à une civilisation supérieure. L'explosion du capitalisme mondial attire vers les pays qui en ont bénéficié le plus les hommes que leurs gouvernements, les circonstances, leurs croyances religieuses privent des avantages de celui-ci, de la civilisation moderne. Ils entrent, souvent sans frapper, aux Etats-Unis, dans l'Union européenne, même en Inde quand il s'agit de Bengladais.

Ce phénomène est amplifié par le déséquilibre démographique. Alors que 17 des 27 pays de l'Union européenne ont un taux de fécondité de moins de 1,4 (le taux d'équilibre est de 2,1), la quasi-totalité des pays du continent africain a encore un taux supérieur à 5. Aucune économie au monde ne peut espérer dans ces conditions offrir un emploi à tous, ni trouver son équilibre.

Comme toujours, les premiers occupants se rebiffent. L'accélération du processus, lié à l'unification de la Terre, impose une prise de conscience, une compréhension des autres pour que les migrations des bipèdes soient traitées autrement que celles des palombes. Ne perdons pas le sens de l'Humanité à l'occasion de l'unification de celle-ci !

Echapper aux peurs, aux imprécations, aux haines, aborder les problèmes de l'immigration avec cœur et raison, telle est l'ambition de ce numéro.

Le comité de rédaction

Immigration et mondialisation

Interview de Boutros BOUTROS-GHALI

L'immigration est devenue un phénomène mondial, grossissant au même rythme que les échanges commerciaux. France-Forum remercie l'ancien Secrétaire général de l'ONU d'avoir répondu avec autant de pertinence à ses questions.

France-Forum - Quels commentaires vous inspire le problème de l'immigration en Europe ?

Boutros Boutros-Ghali - Il y a plusieurs formes d'immigration. En ce qui concerne l'Europe, on a essentiellement affaire à une immigration d'ordre économique. Les candidats à l'immigration sont, en effet, mus par l'espoir qu'ils vivront mieux chez eux. Cela pose nombre de problèmes complexes. Car il ne s'agit plus d'accueillir quelques dizaines de milliers d'immigrés ou de demandeurs d'asile, mais bien plutôt *quelques dizaines de millions*. Et on peut regretter, à cet égard, l'absence de politique globale d'immigration et de vision à long terme de la part des pays européens, tant en ce qui concerne l'accueil des immigrés que leur intégration. Certains gouvernements encouragent l'intégration à travers le métissage, métissage que ne recherchent d'ailleurs pas tous les immigrés. A l'inverse, d'autres gouvernements réprouvent ce métissage. Cela étant, il faut reconnaître qu'il y a des différences de comportement selon les ethnies, ce que l'on mentionne rarement de crainte d'être taxé de racisme. Il faut pourtant bien reconnaître que selon leur origine, certains immigrés s'intègrent mieux que d'autres et même s'y emploient. D'autres refusent l'« assimilation » jusqu'à former des communautés refermées sur elles-mêmes à l'intérieur du pays d'accueil. Et l'on voit bien tous les problèmes que cette « ghettoïsation » volontaire peut engendrer.

Je reste persuadé que l'immigration en provenance de pays de l'Est ou du Sud va constituer l'un des problèmes majeurs de ce XXI^e siècle. Je reconnais, dans le même temps, qu'il est très difficile d'adopter une politique européen-

ne commune en la matière, étant donné la diversité des immigrés, la diversité des besoins des pays d'accueil, mais également l'impact de la globalisation sur la problématique de l'immigration.

FF. - Peut-on parler d'immigration africaine ou d'immigrés africains ? Ces termes ne sont-ils pas trop généraux et imprécis ?

B. B-G - Je vous l'accorde, notamment parce que dans l'esprit des pays d'accueil on dissocie de cette immigration africaine les ressortissants nord-africains, c'est-à-dire les Egyptiens, les Tunisiens, les Algériens, les Marocains que l'on classe dans la catégorie des « immigrés arabes ».

FF. - Devant la force du flux qui pousse de nombreux Africains à émigrer, une politique de l'émigration est-elle possible de la part des Etats européens comme de la part des pays africains ?

B. B-G - En octobre 2006, le Président de la République française a appelé ses partenaires européens à coordonner leurs initiatives en matière de politique d'immigration, en particulier sur le sujet épineux des régularisations. « Si chaque pays est libre de définir sa propre politique d'immigration, il doit aussi comprendre que dans son espace Schengen, ses conséquences ont des répercussions sur ses partenaires de l'Union européenne » a déclaré le président Jacques Chirac. Si les Etats de l'Union européenne ont des difficultés à adopter une politique commune en matière d'immigration, les Etats africains auront infiniment plus de difficultés. Pays anglophones, francophones, lusophones, arabophones, on est en présence de pays très différents les uns des autres. Malgré la création de l'OUA à Addis Abéba en 1963, les Etats africains n'ont jamais réussi à établir une politique commune dans le domaine social et économique. Bien plus, l'immigration africaine est une source importante de revenu pour les pays africains et ils sont dans une certaine mesure en concurrence. Il faut, en outre, mentionner les problèmes de l'immigration inter africaine, ce qui rend difficile l'adoption d'une politique commune à l'échelle régionale comme à l'échelle continentale.

Cela dit, le déséquilibre démographique entre l'Europe occidentale et le reste du monde va générer *une véritable lame de fond migratoire* que l'Europe aura beaucoup de mal à maîtriser. D'où la nécessité de trouver une solution à l'échelle continentale, quelles que soient les difficultés et les réticences rencontrées au niveau national.

FF. - Dans leur majorité, les Africains qui émigrent envisagent-ils leur départ

comme définitif pour s'établir et devenir les Européens de l'avenir ou préféreront-ils pouvoir revenir au pays ?

B. B-G - S'ils réussissent, s'ils deviennent des citoyens à part entière, ils préféreront s'établir en Europe et même faire venir leur famille, voire leur tribu. En revanche, s'ils ne sont pas intégrés, ils seront tentés de revenir dans leur pays d'origine. Mais là encore, il est impossible de généraliser.

F.F. - Qu'attendent les émigrés africains et leurs gouvernements des gouvernements européens ? Qu'attendent-ils de l'Union européenne ?

B. B-G - La réponse à cette question doit s'inscrire dans le cadre des relations entre le Sud et le Nord. Nous sommes en présence d'un double enjeu : *combattre la disparité et valoriser la diversité*. Il faut tout à la fois assurer une meilleure coordination de l'aide du Nord au Sud et assurer un meilleur flux des concepts, des traditions, des images des cultures du Sud vers le Nord. *Comment convaincre l'Europe de s'intéresser davantage aux problèmes de l'Afrique ?* Le moment est venu de repenser l'aide, de la reformuler, de la réhabiliter. Le foisonnement et le chevauchement des aides bilatérales européennes, et de l'aide de l'Union européenne sont souvent contreproductifs dans la mesure où il devient très compliqué pour l'Etat africain, receveur, de s'y retrouver. Le coût excessif des charges administratives et des frais de fonctionnement liés à l'octroi de l'aide font qu'une part importante de l'aide revient indirectement au donateur. Le problème le plus grave est la lassitude des donateurs. Le journal *Le Monde* en date du 21 septembre 2006 a publié un sondage fort intéressant quant à la perception qu'ont les Français de l'aide au développement. 42% des personnes interrogées pensent que l'aide est assez efficace ; 41% pensent le contraire. C'est dire que la moitié des sondés ont le sentiment que cela ne sert à rien. Et du constat d'inefficacité au désengagement, il n'y a parfois qu'un pas.

Le Commissaire européen au développement et à l'aide humanitaire Louis Michel a plaidé, fin octobre, en faveur d'un dialogue plus étroit entre les pays africains et les pays concernés de l'Union européenne pour lutter contre l'immigration clandestine et il a conclu « qu'une accentuation de l'aide sur le plan économique est nécessaire pour lutter durablement contre ce drame ».

F.F. - Quel rôle joue la Francophonie dans le phénomène migratoire entre l'Afrique et la France ?

B. B-G - La Francophonie encourage indirectement l'immigration africaine,

mais elle permet aussi à l'Afrique de diffuser ses savoirs, ses cultures, ses civilisations, elle favorise la mise en marché des produits télévisuels et cinématographiques, et par là même la connaissance des pays africains. Elle permet, en outre, de renforcer le dialogue franco-africain, et peut contribuer ainsi à trouver des solutions à certains problèmes liés à l'immigration.

F.F. - Doit-on redouter un partage des rôles entre l'Europe surfant sur la haute technologie et une Afrique exploitant ses atouts dans les industries classiques ?

Il est très difficile de répondre à cette question dans la mesure où tous les continents sont confrontés à la mondialisation. Il faudra aussi tenir compte du rôle de l'Asie qui a la capacité d'exploiter la haute technologie aussi bien que les industries classiques. *Le véritable danger c'est la marginalisation de l'Afrique* du fait de la concurrence asiatique et de l'aggravation de la fracture entre le Nord et le Sud.

F.F. - Le facteur religieux entre-t-il en ligne de compte dans la question de l'immigration africaine vers l'Europe ?

B. B-G - Certainement dans la mesure où l'Afrique est plus islamique que chrétienne. Il faut aussi mentionner l'immigration islamique turque en Allemagne et l'immigration islamique asiatique en Grande-Bretagne qui ont un impact sur l'immigration islamique africaine et sur l'intégration des Africains dans les différents pays européens.

Je voudrais conclure en disant qu'il est difficile d'aborder le problème de l'immigration africaine en France et en Europe sans aborder les problèmes soulevés par l'immigration asiatique et mentionner l'immigration de l'ancienne Europe soviétique. Le problème de l'immigration est devenu un problème global dans la mesure où les véritables problèmes qui engagent l'avenir de la planète sont devenus l'affaire de tous et ne pourront plus être résolus à l'échelle de l'Etat Nation, ou à l'échelle d'un continent.

Boutros BOUTROS-GHALI

Migrations, diaspora et pays d'origine

L'expérience malienne

par Oumar H. DICKO

L'émigration bénéficiera autant au pays d'origine qu'au pays d'accueil si elle est organisée avec détermination. Le Mali nous en donne un exemple remarquable, comme nous l'explique son ministre de l'Extérieur et de l'intégration africaine. C'est la meilleure réponse aux peurs irrationnelles des Européens et la promesse d'un processus harmonieux.

La migration qui est à la une de l'actualité ces dernières années n'est l'apanage ni d'un pays particulier, ni d'une civilisation particulière. Toutes les Nations du Monde l'ont connue et la connaissent à des degrés divers d'intensité. A titre d'exemple, pendant tout le XIXe siècle et la première moitié du XXe siècle plus de 60 millions d'Européens ont émigré vers les Amériques et notamment vers les Etats-Unis qui constituent l'illustration la plus parfaite des bienfaits de la migration.

Les migrations font partie de façon intrinsèque de la nature humaine

Depuis la nuit des temps, l'homme s'est toujours déplacé à la recherche d'une vie meilleure. Les migrations sont pour lui, une manière courageuse de surmonter l'adversité. D'essence donc humaine, le phénomène s'est toutefois amplifié de nos jours avec son cortège de morts sur les routes migratoires (terre, mer, air...) notamment dans le cas de la migration clandestine ou illégale.

Les questions de migrations et de mobilité de façon générale constituent une des principales questions urgentes et d'intérêt public de notre temps, l'un des principaux défis du millénaire. Au cours des 10 dernières années, l'intensification des mouvements de capitaux, des biens et des services, stimulée par une croissance sans précédent des transports et des nouvelles technologies de la communication a accéléré la mobilité des populations et généré de nou-

velles tendances. La pauvreté, les conflits politiques et les guerres continuent à alimenter et à influencer de façon significative les flux migratoires.

Selon le rapport final de la Commission Mondiale sur les Migrations Internationales (CMMI) remis au Secrétaire Général des Nations Unies le 05 octobre 2005, la distribution géographique inégale des opportunités socio-économiques, les problèmes de gouvernance et de respect des droits humains qui sont généralement à l'origine des flux migratoires feront que le nombre de personnes cherchant à migrer augmentera sensiblement durant les prochaines années. Il est passé par exemple de 75 millions en 1965 à quelques 200 millions en 2005 ; ce qui fait qu'aujourd'hui, les migrants sont présents dans toutes les régions du monde avec tout ce que cela comporte comme problèmes à résoudre, mais aussi comme opportunités à saisir de la part des Etats d'origine, de transit et de destination.

L'examen du fait migratoire à l'échelle mondiale d'après les Nations Unies montre que le nombre de personnes nées dans un pays étranger a augmenté partout et qu'une (1) personne sur 35 dans le monde est un immigrant. Le phénomène est perceptible notamment en Afrique où la migration est extrêmement variée et fluide et où les projections annoncent que d'ici 2025, un (1) africain sur 10 vivra et travaillera en dehors de son pays d'origine si les tendances actuelles se maintiennent.

Pour de multiples raisons, l'Afrique a été vidée d'une partie non négligeable de ses forces vives ce qui constitue indubitablement un frein à son développement. On estime qu'à l'heure actuelle, **quelque 80 000 personnes qualifiées quittent le Continent chaque année dont environ 23 000 cadres ou professionnels**. La fuite des cerveaux constitue **le coût le plus significatif de la migration pour les pays africains** compte tenu du stock limité de personnel qualifié dans ces pays.

Selon l'Organisation Internationale pour les Migrations (OIM), 40 % des pays africains ont 35 % ou plus de leurs diplômés universitaires qui résident à l'étranger.

Le phénomène migratoire n'a cependant pas que des effets négatifs. Les migrants savent aussi être **des ferments de développement et des facilitateurs de co-développement pour leur pays d'origine**, ce qui est salutaire. A preuve, avec des transferts de fonds qui, d'après les estimations auraient atteint les 167 milliards de dollars en 2005, les migrants originaires des pays en développement envoient à leurs familles des sommes d'argent dont le total dépasse celui de l'ensemble de l'aide internationale. Or ces sommes sont loin d'être

les seuls apports des migrants qui mettent aussi à profit leurs compétences et leur savoir-faire pour transférer des technologies, des capitaux et des savoirs institutionnels. Les migrants introduisent de nouveaux modes de réflexion sur les questions sociales et politiques. Ils forment un lien humain dynamique entre les cultures, les économies et les sociétés. Grâce à leur action, nous sommes aujourd'hui un peu mieux armés pour faire face aux problèmes que posent les migrations et tirer parti des possibilités que celles-ci nous offrent

L'Afrique pour réussir son développement véritable a besoin de l'apport de tous ses fils (ceux de l'intérieur comme ceux de l'extérieur). L'ampleur et l'importance du fait migratoire commandent aux pays concernés par la question, de faire de la migration un thème prioritaire de leur politique de développement. C'est ce que le Mali expérimente actuellement.

1. Le fait migratoire au Mali : quelques données générales

Pays charnière situé au cœur de l'Afrique de l'Ouest, le Mali depuis la nuit des temps, a été à la fois un **pays d'immigration** c'est-à-dire une terre de rencontres, de brassages d'ethnies, de religions et de cultures (ce qui lui a valu l'appellation de carrefour de civilisations) mais aussi, un **pays d'émigration** avéré c'est-à-dire de départ d'une partie non négligeable de sa population vers d'autres cieux ; un pays de transit à cause de sa position centrale en Afrique de l'Ouest pour certains migrants clandestins.

a) - Un pays d'immigration attesté par l'histoire et conforté par le présent

L'histoire du Mali nous enseigne en effet que très tôt, des conditions humaines et physiques particulièrement favorables ont facilité la naissance et l'essor des plus grands empires de l'Afrique Subsaharienne (l'Empire du Ghana du IX^e au XI^e siècle ; l'Empire du Mali du XII^e au XVI^e siècle et l'Empire Songhoï du XV^e au XVII^e siècle).

Ainsi, pendant des siècles, le Mali a été un véritable creuset, une terre de convergence de peuples, un carrefour des civilisations.

L'ancrage démocratique actuel du pays et sa relative stabilité politique lui valent d'être aujourd'hui encore une destination prisée par beaucoup d'étrangers. On y compte par exemple pas moins de 20 communautés africaines provenant de toutes les régions du continent en général et de la sous-région en particulier.

b) - Un pays de transit

A cause de sa position centrale en Afrique de l'Ouest, certains migrants clandestins désireux de tenter l'aventure européenne via les côtes sénégalaises ou le désert du Sahara transitent par le Mali. Ils viennent généralement

d'Afrique Centrale et particulièrement des deux Congo et du Cameroun.

c) - Un pays de forte tradition d'émigration

Force est de constater aujourd'hui que la période de splendeur ci-dessus évoquée appartient désormais au passé. Les vicissitudes de l'histoire et les conjonctures politico-économiques ont fini par faire progressivement du Mali, jadis pays de résidence, un grand pays d'émigration et ce, notamment à partir de la deuxième moitié du 19^{ème} siècle. Les principaux mobiles de départ à l'époque étaient le commerce et la recherche du travail dans les plantations des pays côtiers ou dans les zones arachidières du Sénégal (navetanes). Après les indépendances, le phénomène migratoire s'est accentué et les Maliens se sont retrouvés pratiquement partout dans le monde entier.

1) *Régions ou zones de départ* : Toutes les régions du Mali constituent des zones d'émigration. Toutefois celle de Kayes dans l'Ouest du pays, frontalière de la Guinée, du Sénégal et de la Mauritanie, est et demeure la zone où il y a le plus grand nombre de candidats pour le départ à l'étranger.

2) *Principales destinations* : Contrairement aux idées reçues, aux suspicions et à la « peur des invasions barbares » éprouvée Outre-Mer, la migration malienne a somme toute une dimension majoritairement intra africaine, l'Europe par exemple n'abritant que 3% de notre Diaspora.

3) *Importance numérique de la Diaspora malienne* : Les Maliens établis à l'extérieur sont estimés à 4.000.000 de personnes dont plus de 3,5 millions en Afrique sur lesquelles plus de deux (2) millions vivent dans la seule Côte d'Ivoire. La diaspora malienne représente environ le 1/4 de la population totale du pays. Son organisation et sa gestion sont assurées à la fois par les pouvoirs publics et les migrants eux-mêmes.

II. L'organisation et la gestion des Maliens de l'Extérieur : le dispositif en place (nature, objectifs, exemples d'activités réalisées)

a) - Le dispositif étatique

Face à cette masse critique de migrants dont l'importance numérique est avérée et le poids économique virtuel dans le développement du pays, notable, les hautes autorités du pays ont décidé de créer successivement la Délégation Générale des Maliens de l'Extérieur (DGME) puis un Département ministériel tout entier dédié à l'organisation et à la gestion de sa Diaspora dénommé aujourd'hui **ministère des Maliens de l'Extérieur et de l'Intégration Africaine** qui fait aujourd'hui référence en Afrique de part les sollicitations dont elle fait régulièrement l'objet.

Rappelons que ce dispositif étatique comprend également les **Missions**

diplomatiques et consulaires (MDC) qui relèvent du Ministère des Affaires Etrangères et de la Coopération Internationale (MAECI) et servent de relais à notre Département dans le cadre de ses relations avec son public cible.

b) - Le dispositif communautaire

Il est représenté par le **Haut Conseil des Maliens de l'Extérieur (HCME)** dont la création remonte au 11 novembre 1991 et qui est un organe central à caractère consultatif et apolitique regroupant tous les migrants maliens.

c) - Objectifs poursuivis par le Département et le HCME

Au nombre des objectifs fondamentaux assignés au **Département**, figurent en bonne place :

- la protection des Maliens établis à l'étranger et la défense de leurs intérêts ;
- la définition et la mise en œuvre, (en rapport avec les Ministères concernés) des politiques tendant à assurer la participation des Maliens de l'Extérieur aux actions de développement et à faciliter leur réinsertion socio-économique lors de leur retour ;
- la coordination des actions des Maliens de l'Extérieur en faveur du développement du Mali ;
- la mise en œuvre, en liaison avec les Ministères concernés, de la politique nationale d'intégration africaine.

Le **Haut Conseil des Maliens de l'Extérieur** se fixe entre autres objectifs de :

- rassembler tous les Maliens établis à l'extérieur sans distinction de sexe, d'origine sociale, d'ethnie, de région, de confession ou de profession ;
- amener les ressortissants maliens établis à l'extérieur à s'impliquer davantage dans la dynamique de développement du pays ;
- représenter les Maliens de l'Extérieur auprès des Instances et Institutions nationales ;
- faire mieux connaître et faire respecter les conventions, lois et règlements des pays de résidence et favoriser l'intégration des Maliens de l'Extérieur dans leur pays de résidence ;
- promouvoir une image de marque du Mali en appui aux efforts déployés dans ce sens par le Gouvernement à travers les Missions Diplomatiques et Consulaires ;
- œuvrer à la création et/ou au maintien d'une bonne collaboration entre ses démembrés et les Missions Diplomatiques et Consulaires ;
- promouvoir la paix et l'intégration entre les peuples...

d) - Exemples d'activités de raffermissement ou de consolidation du dispositif menées par les deux structures

Au nombre des activités d'envergure réalisées, on pourrait noter entre autres :

Le Forum de la Diaspora organisé en octobre 2003 et qui a été un grand moment de retrouvailles, d'inventaire et d'examen des problèmes auxquels nos compatriotes sont confrontés.

La Conférence extraordinaire et l'Atelier de relecture des textes régissant les Maliens de l'Extérieur de décembre 2004 qui a abouti à l'élaboration et à l'adoption de statuts et règlement intérieur actualisés et consensuels.

Le renouvellement de l'ensemble des Conseils des Maliens de l'Extérieur (organes de base du HCME) en cours de réalisation ...

III. Le rôle des Maliens de l'Extérieur dans le processus de développement du pays

En soi, il est bon pour l'Afrique en général et le Mali pour le cas présent, qu'une Diaspora de qualité manifeste à travers le Monde le talent du pays. Parallèlement toutefois à ces manifestations de talent qui ne peuvent que renforcer l'image de marque du pays, il est tout aussi souhaitable et demandé que les Maliens de l'Extérieur s'impliquent ou continuent de s'impliquer dans le processus de développement de leur pays d'origine sur la base des atouts dont ils disposent mais aussi des incitatifs que le pays d'origine peut leur offrir. C'est l'une des principales mentions de la carte de visite de la Diaspora malienne. L'implication revêt plusieurs formes ou modes au nombre desquels :

- L'implication à distance ;
- Le retour (ou le séjour) temporaire ;
- Le retour définitif.

1. L'implication à distance

L'implication à distance est multiforme (économique, sociale, culturelle...) et est à la fois structurelle (c'est-à-dire permanente) et conjoncturelle (c'est-à-dire ponctuelle).

La dimension **structurelle** de l'implication va du traditionnel et permanent envoi de fonds de soutien au titre de la subsistance des familles restées au pays à des réalisations d'envergure au plan de l'investissement privé, notamment dans l'industrie, les transports, le commerce, l'habitat et au plan du développement communautaire par la construction au niveau villageois d'écoles, de centres de santé, de routes, de pistes agricoles, de petits barrages de retenue d'eau, de puits, de périmètre irrigués, de ponts, de lieux de culte etc., le tout à partir de fonds provenant de cotisations et du « démarchage »

des institutions de coopération décentralisée des pays d'accueil.

La région de Kayes qui constitue l'un des plus grands foyers d'émigration du pays (à cause entre autres de ses conditions climatiques plutôt sévères, et des pesanteurs culturelles), est également le plus grand bénéficiaire de ce type d'intervention. Chaque année, selon l'étude sur la valorisation de l'épargne des migrants maliens en France, menée en 2004, la seule Diaspora malienne installée dans ce pays injecte dans l'économie du pays d'origine en moyenne 120 milliards de francs CFA. Quant aux établissements bancaires du pays, ils font état de plus de 100 000 comptes appartenant à nos expatriés, ce qui renforce l'assise financière desdits établissements du Mali en France.

De façon **conjoncturelle**, la Diaspora malienne s'est montrée solidaire du pays natal, chaque fois que ce dernier s'est senti en danger comme ce fut le cas pendant l'invasion acridienne de 2004 où elle a contribué à hauteur de plus de 140 millions de francs CFA envoyés en un temps record. Le même réflexe patriotique a été enregistré quand l'honneur du pays était en jeu comme ce fut le cas lors des préparatifs de la CAN 2002 où elle a grandement contribué à la réalisation des infrastructures devant abriter l'événement comme pour donner tort à ceux qui doutaient de la réussite de celui-ci compte tenu de la pauvreté du pays.

2. - Le retour (ou le séjour) temporaire (Exemple du Programme TOKTEN)

2.1. - Genèse et justification du programme : Il est de notoriété publique que certains professionnels qui sont parmi les plus reconnus au monde, sont natifs des pays en développement. Cependant, il a été constaté que la majeure partie de ces professionnels réside à l'étranger. Ainsi, le plus souvent, leurs pays d'origine ne bénéficient pas de leurs compétences. Ce phénomène, communément appelé « fuite des cerveaux » a affecté considérablement la quantité et la qualité du capital humain disponible pour leurs pays d'origine qui s'efforcent d'atteindre un développement durable.

Pour faire bénéficier aux pays en développement de leurs experts nationaux expatriés, le Programme des Nations Unies pour le Développement (PNUD) a mis en œuvre, depuis 1977, un important programme nommé TOKTEN (Transfer Of Knowledge Through Expatriate Nationals ou « Transfert des connaissances par l'intermédiaire des nationaux expatriés ») destiné à pallier dans le cas présent, la pénurie criarde de professeurs dans l'enseignement supérieur des pays d'origine.

2.2. - Réalisations : Le Programme TOKTEN (qui bénéficie également du financement de la France), a suscité un formidable élan de patriotisme et de solidarité auprès des nationaux expatriés en direction de notre Université.

Ainsi, le répertoire enregistre, à ce jour, 276 candidats potentiels et 381 missions d'enseignement et de recherche ont déjà été effectuées par quelques 150 Maliens de l'extérieur. Ces missions ont permis de répondre à des besoins pressants au niveau des structures universitaires dans des domaines aussi variés que les cours magistraux, les conférences scientifiques, l'encadrement de thèses de doctorat, DEA et DESS, l'organisation d'ateliers de réflexion (regroupant formateurs et utilisateurs) sur les filières de formation scientifiques, techniques et professionnalisés, la formation continue du personnel enseignant, l'appui technique et administratif, etc.

2.3 - Avantages / Perspectives : En définitive, l'intervention de nos partenaires au développement dans ce Programme et notamment du PNUD (principale source de financement) a eu un rôle catalytique, en servant d'exemple à d'autres pays africains comme le Bénin et le Sénégal qui ont été inspirés par le modèle malien de « renforcement des capacités à travers les nationaux expatriés » afin de **transformer tant soit peu la « fuite des cerveaux » en un « gain de cerveaux » et susciter chez certains expatriés, le désir légitime d'un retour définitif au pays.** Sur la base des acquis indéniables du programme et pour maintenir intact le formidable élan de patriotisme et de solidarité, suscitée par l'expérience auprès des enseignants et des chercheurs, nous envisageons de négocier avec nos partenaires au développement de son extension à d'autres secteurs comme la santé et l'agriculture.

3. - Le retour définitif

Une des plus grandes illustrations du retour définitif nous est fournie par les initiatives prises en matière de **coopération décentralisée** et de **codéveloppement**.

3.1.- La coopération décentralisée : Dans le cas de la coopération décentralisée, **l'expérience du PADDY** (Programme d'Appui au Développement Durable de Yélimané) qui a démarré en 2005 dans le cercle du même nom et qui implique la ville de Montreuil, en France, le village de Hai-Duong au Vietnam et la FAO est très édifiante. Ce projet vise principalement l'accroissement de l'autosuffisance alimentaire et des revenus, l'amélioration de la gestion des ressources naturelles, la maîtrise de l'eau, la création d'emplois pour réduire l'exode rural et l'émigration ; le retour des immigrés qui désirent revenir au pays. Il est planifié pour 4 à 5 ans. Son coût total a été évalué à près de 11.000.000 euros dont 1 milliard de F. CFA représentant la quote-part de la partie Malienne. La politique de jumelage entre villes maliennes et villes des pays de résidence des Maliens de l'Extérieur entre également dans le cadre de cette coopération décentralisée.

3.2 - Le programme de Codéveloppement : C'est un programme majeur conçu et élaboré par le comité Franco-Malien sur les migrations. Sa signature

remonte au 21 décembre 2000 et son opérationnalisation à partir de 2002 avec la signature de la convention de financement du Fonds de Solidarité Prioritaire (FSP) Codéveloppement / Mali.

3.2.1.- *Définition* : Le Codéveloppement est la valorisation de l'apport économique, social et culturel des Maliens de l'Extérieur à leur pays d'origine et à leur pays d'accueil. Il est destiné à appuyer de manière concertée entre la France et le Mali les initiatives de la diaspora, le développement de la zone d'émigration et l'intégration des jeunes issus de l'immigration en France. Il propose un cadre conceptuel facilitant les échanges entre la diaspora malienne en France et le pays d'origine.

3.2.2.- *Objectifs* : L'objectif principal poursuivi par le Programme est de valoriser l'apport des migrants comme financeurs de projets pour le développement du Mali et comme moteurs de transformation sociale.

Les objectifs spécifiques s'énoncent comme suit :

- appuyer les dynamiques associatives ;
- faciliter la mobilisation des transferts de fonds des migrants au profit du système productif ;
- renforcer les liens entre les jeunes issus de l'immigration et leur pays d'origine.

3.2.3.- *Champ d'expérimentation et contenu* : Le programme se déroule surtout dans la région de Kayes qui est la plus grande zone d'émigration du pays. Il recouvre divers domaines d'intervention comme le développement régional et local, l'appui au secteur privé, l'insertion et l'intégration. Il porte sur la réinsertion des migrants maliens désireux de rentrer au pays et / ou d'y intervenir et contribue en partie au financement du Programme TOKTEN. Il a trois principales composantes :

- **la composante développement local et régional** : cofinancement de projets de développement local appuyés par des associations de migrants et leurs partenaires ;
- **la composante entreprise** : développement de l'appareil productif et notamment des petites entreprises ;
- **la composante jeunesse et codéveloppement** : développement des échanges sociaux et culturels entre la France et le Mali, initiation de projets portés par des jeunes issus de l'immigration.

3.2.4.- *Perspectives* : Malgré quelques griefs relatifs entre autres au montant jugé peu élevé de la subvention octroyée aux candidats au retour (entre 4000 et 7000 euros) on peut dire que le Programme de Codéveloppement qui a démarré en décembre 2002 a donné une nouvelle dimension à la politique franco-malienne de coopération par son contenu très concret. Il est considéré

ré comme une politique de développement partagé provoquant moins de tensions internationales, moins de populations déracinées qui errent d'eldorados illusoires en paradis introuvables, et plus d'échanges économiques entre partenaires également dignes et solidaires.

Au regard des résultats obtenus, il serait souhaitable de :

- l'étendre à d'autres régions du pays (dans le cadre de la réinsertion/investissement) et à d'autres secteurs d'activités (santé humaine et animale, agriculture etc.) dans le cadre du TOKTEN ;
- conclure des accords porteurs de ce type avec d'autres pays de résidence des Maliens de l'Extérieur (Espagne, Italie, Portugal, pays nordiques, Etats-Unis, Canada, pays arabes et asiatiques, etc.).

d) - Eléments de politique à mener pour renforcer le rôle des Maliens de l'Extérieur dans le processus de développement du pays

Pour renforcer le rôle des Maliens de l'Extérieur dans le processus de développement du pays, pour tirer pleinement parti du fait migratoire et en faire un véritable levier de développement, il importe de créer les conditions d'une participation accrue des migrants à ce processus. En cela, notre Gouvernement a des responsabilités à assumer tant individuellement que collectivement et ce, dans le cadre d'un partenariat dynamique avec les pays d'accueil. Une implication à distance, un retour temporaire ou un retour définitif éventuel de nos migrants suppose en amont, de la part de notre Gouvernement :

1. - De façon générale

La création d'un environnement politique, social, économique et fiscal attrayant et rassurant qui tient compte des besoins de nos migrants et de ceux du pays d'origine.

2.- De façon spécifique :

- la révision à la baisse du taux d'imposition de l'argent qui entre dans le pays ;
- l'amélioration de la gouvernance, des conditions de travail et de la croissance économique afin de créer davantage d'opportunités d'emplois satisfaisantes et de rémunérer suffisamment la main-d'œuvre qualifiée afin de la motiver ;
- la création de débouchés dans le secteur privé et d'un climat propice aux investissements pour attirer l'investissement direct étranger susceptible de transférer le savoir et de créer des emplois ;
- la pleine exploitation des opportunités offertes par exemple par les nouvelles technologies de l'information et de la communication en vue de fournir des emplois locaux aux travailleurs qualifiés ;

- l'intermédiation au déficit de compétences locales par la nomination à de hauts postes de responsabilités (ne serait- ce que de façon provisoire) des membres de la diaspora qui le désireraient et qui seraient disponibles ;
- la simplification des procédures administratives et de l'environnement réglementaire en réduisant les obstacles et autres tracasseries bureaucratiques afin de favoriser les transferts de fonds et toutes autres démarches porteuses des migrants en direction du pays d'origine comme les contributions philanthropiques par exemple ;
- la communication régulière d'informations sur le Mali et les opportunités d'affaires et d'emplois qui s'y trouvent ;
- la création d'un climat d'investissement plus favorable ;
- l'offre aux migrants d'un taux de change plus favorable de leur argent et un mécanisme permettant d'utiliser les envois de fonds pour acheter des parcelles de terre.

IV. Relations entre pays et avec les organisations s'occupant de migrations internationales

Le phénomène migratoire étant quasi planétaire et difficilement compréhensible, une plus grande concertation, cohérence et coopération s'avère nécessaire d'une part, entre les pays concernés par le phénomène quelque soient leurs statuts (pays de départ, de transit ou de destination) et d'autre part, entre ces pays et les organisations internationales s'occupant de la question comme l'Union Africaine, l'Union Européenne, les Nations Unies et l'Organisation Internationale pour les Migrations (OIM).

Notons qu'avec cette dernière, nous comptons initier un important projet centré sur la Diaspora scientifique et technique dénommé Projet MIDA/MALI (Migration pour le Développement en Afrique : le cas du Mali) et dont le but est de maximiser le plus possible l'apport de cette frange de la Diaspora au développement du pays.

Notre Département continuera à s'investir dans l'établissement de ces liens de coopération pour une gouvernance plus efficace du fait migratoire au niveau national, sous régional, régional et mondial afin de **faire de la fuite des cerveaux si dommageable au continent un gain de cerveaux** ; afin d'**endiguer l'émigration clandestine par le biais d'une forte information/sensibilisation.**

Conclusion générale

Les Maliens de l'Extérieur représentent une chance pour le Mali. Ils constituent en quelque sorte sa 9^{ème} Région administrative, économique, sociale et culturelle. A travers eux, se profile l'image du Mali, sa culture, sa civilisation.

Il y a lieu de faire en sorte qu'ils en prennent conscience afin d'enrichir notre pays de ce qui y a de mieux ailleurs.

Réguler les départs par le truchement de la lutte contre l'immigration clandestine ou irrégulière, sécuriser le transit et le séjour de nos compatriotes à l'extérieur, combattre cette image négative du malien expulsé ou rapatrié de force, rendre le retour plus attractif, faire participer nos expatriés au développement économique et social du pays, tels sont les quelques exemples de défis majeurs que notre Département se propose de relever avec l'aide de tous les Départements partenaires* présents au Gouvernement, des partenaires bilatéraux et multilatéraux du Mali et du Haut Conseil des Maliens de l'Extérieur (HCME).

Pour éviter la posture du mendiant sommeillant sur une montagne d'or, (la formule est du Président Julius Nyeréré), le Mali se doit de gérer de la façon la plus judicieuse possible la question de la migration en sa qualité de pays à la fois de départ, de transit et de destination.

Nous ne dirons jamais assez qu'il nous faut tirer au maximum profit de cette richesse « latente » que constituent les migrants au plan du savoir, du savoir-faire, de l'expérience accumulée et de la richesse potentielle pour accélérer le développement de notre pays, Cette œuvre est une des principales raisons d'être du Département.

La volonté récente d'un certain nombre d'Etats, d'Institutions et d'acteurs non gouvernementaux de lancer des initiatives mondiales sur les migrations internationales est bienvenue.

Le Dialogue de Haut Niveau sur les Migrations Internationales et le Développement organisé par les Nations Unies à New-York du 14 au 15 septembre 2006 a ouvert à tous les Etats membres de cette Organisation quelque soit leur statut (pays de départ, de transit, et de destination) des perspectives intéressantes pour une gestion concertée et partagée du fait migratoire. Le Mali s'inscrit pleinement dans cette dynamique.

La construction de la Maison des Maliens de l'Extérieur à vocation multifonctionnelle et de la Banque des Maliens de l'Extérieur que nous appelons de tous nos vœux, de même que notre politique de diversification en matière

*On pourrait citer à ce niveau, à titre d'exemples : le Ministère des Affaires Etrangères et de la Coopération Internationale (à travers ses Missions Diplomatiques et Consulaires) ; le Ministère de la Sécurité Intérieure et de la Protection Civile ; le Ministère en charge de la Solidarité, le Ministère de l'Administration Territoriale et des Collectivités Locales, le Ministre de l'Economie et des finances, le Ministère de l'Education etc.

de codéveloppement et de coopération décentralisée permettront sans nul doute de faire de la migration une **Opportunité** pour **Tous** et non une **Menace** pour **Chacun**.

Pour bien fixer les enjeux du débat côté malien, nous avons jugé utile à la fin de cette conclusion de livrer à la réflexion de vos lecteurs, le rappel de quelques certitudes, positions et recommandations du Ministre en matière de Migration.

1) La migration qui est à la une de l'actualité ces dernières années, n'est l'apanage ni d'un pays particulier, ni d'une civilisation particulière. Toutes les nations du monde l'ont connue et la connaissent à des degrés divers d'intensité.

2) La migration est présentée par certains comme un crime alors qu'il y a des crimes autrement plus scandaleux qu'elle, comme les programmes d'ajustement structurel, la mal gouvernance des Etats, les effets pervers de la globalisation, les subventions à l'agriculture que font certains pays développés (et qui tuent à toute fin pratique le paysan africain qui n'arrive plus à vendre son produit (exemple le coton) à un prix à la hauteur des sacrifices consentis dans la production) ; l'exploitation éhontée de l'immigré clandestin, le trafic des êtres humains par des organisations maffieuses, les médias envahissants et acculturants qui font miroiter à longueur de journée l'Eldorado occidental à des millions de jeunes africains.

3) Contrairement à certaines idées reçues, la migration africaine en général et malienne en particulier est intrinsèquement intra-africaine car sur les 4 millions de Maliens vivant à travers le monde, 3,5 millions vivent sur le continent africain contre seulement 200 000 en Europe soit à peine 3 % de la diaspora malienne. Quant à l'immigration clandestine (qu'il faut combattre par ailleurs), elle représente à peine 1 % du phénomène migratoire. Il n'y a donc pas de quoi s'émouvoir, bien au contraire.

4) La migration n'a pas que des effets négatifs puisque les migrants font des transferts de fonds au bénéfice de leur pays jugés supérieurs à l'aide publique au développement.

5) En matière de prévention et de lutte contre la migration irrégulière et les réseaux maffieux, le tout sécuritaire n'est pas la solution, de la même façon, le tout humanitaire n'est pas réaliste. Il faut trouver une solution qui combine les deux.

6) Puisque tous les pays du monde connaissent le phénomène dépendamment de leur statut, nous avons intérêt à le gérer de façon concertée et partagée afin de faire de la migration une opportunité pour tous et non une menace pour chacun. Des solutions pour ce faire sont proposées :

- trouver des réponses adéquates et urgentes à l'échange inégal, à la détérioration des termes de l'échange, aux subventions des pays développés qui tuent l'agriculture africaine ;
- moduler et adapter les titres de séjour en fonction d'un certain nombre de critères, objectifs tels que :
 - la durée de séjour sur le territoire d'accueil ;
 - la situation matrimoniale du demandeur ;
 - la situation des enfants et leur scolarisation ;
 - la situation de l'emploi du requérant, sa santé, son casier judiciaire, son degré d'intégration dans le pays d'accueil, etc.

- renforcer les pistes en voie d'exploration comme :
 - le co-développement qui est un puissant instrument de coopération pour le développement, apte à fixer les éventuels candidats au départ ;
 - la gestion efficace des flux financiers ;
 - la forte implication de la Diaspora scientifique, technique, économique, culturelle et artistique dans le processus de développement de leurs pays d'origine ;
 - le renforcement de la coopération décentralisée ;
 - le renforcement de l'intégration régionale en Afrique ;
 - la création de pôles d'excellence en Afrique pour faire face à la fuite des cerveaux ;
 - la lutte sans merci contre les filières clandestines et maffieuses de l'immigration ;
 - l'inclusion des questions migratoires dans les Documents Stratégiques de Réduction de la Pauvreté (DSRP) ;
 - le renforcement de la coopération en matière de migration circulaire et de migration de la main-d'œuvre ;
 - la protection des droits des migrants ;
 - une vaste campagne d'information et de sensibilisation à l'échelle locale, régionale, continentale et internationale sur la migration et ses différents impacts.

Oumar H. DICKO

L'immigration : comment en parler

par Gérard VANIER

De quoi parle-t-on ? Au lieu de vociférer, il importe de faire le point sur les différents aspects du problème, en sachant qu'il s'agit d'hommes et non pas d'abstractions.

L'immigration est un problème majeur de notre société, par lui-même et par les sous-entendus qu'il suscite. Il doit donc faire l'objet d'un débat politique, pas seulement dans les enceintes parlementaires mais dans l'opinion. Qui dit débat dit question de langage. Or, il faut constater que dans les prises de position sur le sujet, avant même que ne s'ouvre la discussion, les mots se voient armés d'une charge explosive qui, d'emblée, empêche le débat. Ces mots ne sont pas revêtus de leur signification sémantique, celle qui est partagée par une compréhension commune, condition nécessaire au dialogue. Ils pèchent par des généralisations hâtives, des amalgames, des approximations, des contradictions. Dans un débat, la qualité première est l'écoute. *S'agissant de l'immigration, ce qui ressort, c'est la crispation donc la fermeture.*

Qu'est-ce qu'un immigré ?

En premier lieu, de quoi, de qui parle-t-on ? *Qu'est-ce qu'un immigré ?* Pour Littré, qui parle d'ailleurs d'« émigrant », c'est quelqu'un qui « vient s'établir dans un pays qui n'est pas le sien ». Pour le *petit Robert*, c'est « celui qui est venu de l'étranger par rapport au pays qui l'accueille » ou, dans une acception plus spécialisée, « qui est venu d'un pays peu développé pour travailler dans un pays industrialisé ». Mais en pratique, le terme est utilisé sans précaution, d'une façon qui occasionne mélanges, confusions et malentendus. Dans trop de cas, on place sous ce vocable des citoyens français : Antillais, Guyanais, Réunionnais, Africains originaires des anciennes colonies, ex-harkis ou leurs familles. Qu'est-ce qu'un « Français de souche » sachant que nous avons à peu près tous un ou plusieurs ancêtres proches originaires d'un pays étranger ? *Faudra-t-il exiger des « quartiers de souche »* comme on exigeait des quartiers de noblesse ?

Autre source d'amalgame et de confusion : dans bien des analyses, on parle des « immigrés » alors qu'on ne vise en fait qu'une catégorie d'entre eux, par exemple ceux seulement qui sont en situation irrégulière. Dans d'autres cas, l'on assimile les immigrés aux « communautés à problèmes », ce qui laisse entendre que tous les membres de ces communautés sont causes de difficultés et que le seul fait d'en faire partie constitue un motif de suspicion, mais on parle ensuite de l'immigration en général sans préciser si la démonstration s'applique ou non aux seules « communautés à problèmes ».

Un autre glissement dans le raisonnement, et finalement dans la résonance du langage, consiste à lier immigration et pauvreté, puis immigration-pauvreté à Afrique, puis immigration-pauvreté Afrique à Islam, Islam à difficulté d'adaptation et ainsi de suite.

Un autre enchaînement encore associe immigration à banlieues, puis à quartiers difficiles, puis à violences, puis à incivisme, puis à dégradation des mœurs.

Dans le domaine du travail, l'enchaînement est : immigré = chômeur = assisté. Il ne faut pas non plus passer sous silence les clichés véhiculés par l'autre bord : immigré = victime = titulaire de droits absolus = exempt de devoirs = icône au-dessus de la loi.

Les conclusions tirées de ces stéréotypes sont évidemment faussées. Fondées sur des imprécisions, pour ne pas dire des préjugés, elles ne peuvent que déboucher sur des conclusions erronées qui ne fournissent pas au problème, certes difficile, d'utiles éléments de solution. Assimiler l'immigré à un délinquant potentiel est doublement injuste. D'abord, dans les délinquants que l'on fustige quelle est la part des citoyens français ? D'autre part, on ne dénonce qu'un type de délinquance mais on passe sous silence celle d'autres catégories sociales qui, disposant du pouvoir, sont les premières à s'affranchir de la discipline civique en pratiquant sans états d'âme les passe-droits, les abus de biens sociaux et autres profits de la délinquance en cols blancs. Dans ces catégories-là, on trouve moins d'immigrés.

S'agissant de la dégradation des mœurs, l'interprétation, parfois laxiste il est vrai, des valeurs morales dans notre société occidentale est-elle d'abord le fait des fidèles du vendredi dans les mosquées ou celui de ce qu'il y a de plus en pointe dans nos élites : les philosophes de l'individualisme sans contrainte, ceux de la déconstruction érigée en panacée ou ceux du seul principe du plaisir ? La violence et la pornographie qui en diffuse complaisamment les images si ce n'est ce qu'il y a de plus occidental dans notre système culturel : les grands groupes américains et leurs séries télévisées ou bien un certain microcosme artistique et littéraire un peu trop obsédé par le sexe ? Stanley Kubrick et ses héros d'« Orange mécanique » sont-ils originaires d'un pays du tiers-monde ? A qui vont les profits des jeux vidéo

où il s'agit de tuer le plus de monde possible ?

Quant à fustiger les immigrés chômeurs, il conviendrait, avant, de se poser la question : qui refuse les centaines de milliers d'offres d'emploi laissées sans réponse sur notre marché du travail ? Est-ce les courageux qui ont risqué leur vie pour traverser la Méditerranée et sont prêts à accepter salaires de misère et conditions de travail pénibles, mais que l'on refuse pour cause de faciès ou est-ce les Français bien de souche qui restent chez leurs parents, avec éventuellement une allocation piochée dans l'arsenal des prestations sociales, parce que les emplois proposés les soumettent à la discipline du travail ?

Choisir

La problématique du langage de l'immigration peut également être illustrée par les réactions à la formule de « l'immigration choisie et non subie ». Les voix qui, aussitôt, se sont élevées à son encontre ont-elles mesuré les implications de leur contestation ? Le verbe choisi reçoit plusieurs définitions : « Prendre de préférence parmi d'autres », « Etre difficile dans le choix », « Préférer avec discernement », « Prendre une décision entre plusieurs possibles » ; « Se déterminer à faire quelque chose », « Se décider pour ». Choisir s'oppose à subir, verbe dont les définitions sont, elles aussi, riches : « Etre l'objet sur lequel s'exerce une action », « Accepter, se résigner, écoper, trinquer », « Endurer, éprouver ». En toute logique, si l'on ne choisit pas l'on subit. C'est donc ce que demandent les opposants à l'immigration choisie : les pouvoirs publics reçoivent injonction de ne rien faire (qui a dit que gouverner c'était choisir ?) et les malheureux candidats à l'émigration doivent de leur côté continuer à subir la contrainte d'une expatriation d'abord dangereuse puis inconfortable. L'illogisme d'une telle prise de position apparaît aussitôt dans l'embarras puis les contradictions de ceux qui l'ont formulée.

Le programme du Parti Socialiste propose une « immigration partagée ». Partager : « Avoir quelque chose en même temps que d'autres », « Répartir ». Comment parvenir à répartir si l'on ne choisit pas ? Ségolène Royal s'enfonce encore dans la contradiction. Elle envisage une « régulation régulière (sic) en fonction des besoins de l'économie » et « la régionalisation de l'examen des dossiers de demande par rapport aux besoins des entreprises pour éviter le travail clandestin ». Si ce n'est pas là une définition de l'immigration choisie, il nous faudra demander à la candidate à l'élection présidentielle dans quel dictionnaire elle a appris le français.

Une pensée irrésistible

Nicolas Sarkozy, de son côté, hésite. Il parle maintenant d'« émigration concertée ». De deux choses l'une : ou la concertation reste à l'état de conversation sans

suite et ce n'est pas la peine d'en parler, ou bien elle débouche sur des décisions et donc sur des choix.

Avec tout le respect qu'on lui doit, on citera le rédacteur en chef de la revue « Etudes », le Père de Charentenay. Dans son éditorial de juin 2006 : « Débattre de l'immigration », il écrit : « Or en parlant d'immigration choisie, le projet du ministre de l'Intérieur laisse supposer qu'il est possible de contrôler un tel phénomène ». On peut retourner la phrase : en laissant supposer qu'il est impossible de contrôler l'immigration, on en vient, en fin de compte, à dénier au gouvernement tout motif et donc tout droit à intervenir. Ce n'est évidemment pas ce que souhaite le Père de Charentenay qui poursuit : « Il est normal que le gouvernement prenne des options », et il ajoute : « Plutôt que d'organiser et d'encadrer ce phénomène naturel au lieu de détruire des vies, il importe d'y mettre des règles à l'intérieur desquelles la liberté peut s'exercer ». Qu'est-ce que prendre des options si ce n'est choisir ? Qu'est-ce que mettre des règles sinon organiser ?

Puisque « Etudes » a été cité, on ira jusqu'à en extraire une autre citation, tirée du numéro de décembre 2003. Dans un article de Monsieur Laurain, magistrat, et qui contient une critique souvent fondée du premier projet de loi Sarkozy, on lit : « Rien, pourtant, dans la situation actuelle, ne semble justifier un recul des droits de la personne, sinon la volonté « d'avoir une politique » et de renforcer l'exigence d'intégration des étrangers en situation régulière » ; la phrase est tout de même étonnante. Elle fait au projet de loi le reproche de rechercher l'intégration des étrangers en situation régulière et à un ministre de vouloir exercer ce pourquoi un gouvernement, aux termes de la Constitution, est nommé : « déterminer la politique de la nation ».

Ne jouons pas, nous non plus, avec les mots. En parlant de phénomène naturel, le Père de Charentenay pose le vrai problème : au temps de la mondialisation et du déséquilibre démographique entre l'occident et le reste du monde (et, en Europe, entre l'Est et l'Ouest), il est évident que l'immigration obéit à une poussée de fond et va se poursuivre à un rythme élevé et, selon toute probabilité, accru. Il est donc vain d'avoir l'air de penser que les pays occidentaux peuvent s'y opposer. Doivent-ils pour autant renoncer à l'encadrer ? Faut-il considérer comme égoïste toute mesure qui tente de fixer des règles ? Le fait, pour un gouvernement de vouloir « avoir une politique » n'est pas un scandale mais une obligation constitutionnelle démocratique.

Le propos du présent article n'est pas de traiter la vaste question de l'immigration dans son ensemble ni même d'esquisser des solutions. Ce serait prétentieux et inutile car, en la matière, aucune mesure n'est en elle-même complètement bonne

ou mauvaise. Le succès dépend d'un contexte et de l'honnêteté avec laquelle les mesures sont envisagées puis mises en œuvre. C'est pour cela que les questions de langage sont si importantes. Ce que l'on voudrait ici, c'est simplement appeler l'attention sur le fait que toute tentative pour aborder ce phénomène majeur de notre époque qu'est l'immigration doit commencer *par une restauration du langage*. Il est nécessaire de connaître, pour le partager, pour ne pas en avoir peur, pour qu'il reste un outil de dialogue, le sens des mots.

Le problème est celui de notre société

La clarté retrouvée, on s'apercevra sans doute que, dans notre occident, *le problème n'est pas celui de l'immigration, c'est celui de notre propre société*. C'est parce qu'elle doute d'elle-même qu'elle se cherche un bouc émissaire et, traditionnellement, l'étranger se présente à point pour fournir la victime. Les immigrés menacent notre identité ? Mais pourquoi est-elle si évanescence, si peu attractive, si tournée vers le négatif et la repentance ? Le choc des cultures n'est pas une conversation de boudoir, c'est aussi un rapport de forces. Les immigrés ou supposés tels menacent notre sécurité ? Mais pourquoi nos élites quand ce ne sont pas nos parlementaires, s'acharment-ils à déconstruire chacune des bases de la vie sociale ; la famille, l'école, les procédures démocratiques, le respect de la loi ? Les coupables de l'explosion des banlieues sont-ils des enfants non pas mal mais pas élevés du tout, ou les erreurs de nos politiques d'urbanisation ? Quand créera-t-on un service civique obligatoire pour tous qui donnera aux futurs citoyens le sens de la mixité sociale, de la solidarité familiale, du travail en équipe ? Les immigrés sont chômeurs et travaillent au noir ? Mais alors, pourquoi tant d'offres d'emploi sans réponses ? Si les comptes de la Sécurité Sociale sont en déficit, est-ce parce que les immigrés sont des adeptes de l'assistanat ou parce que le travail clandestin plombe les comptes et que par ailleurs les bons Français de souche refusent toute réforme des remboursements et toute réorganisation des hôpitaux ?

Dans tous ces domaines, la franchise ne ferait-elle pas avancer le dialogue social ? Chacun des problèmes de l'immigration est un reflet de nos propres faiblesses.

Il faut restaurer notre langage de l'immigration. Quelques pistes peuvent y conduire. Ne pas avoir peur d'en parler, c'est accepter d'étudier le phénomène non à travers le prisme des fantasmes mais sans réaction épidermique, sur le fondement de recherches objectives menées par des professionnels habitués à une certaine déontologie : chercheurs, historiens, démographes, statisticiens. Encore, faut-il ne pas les censurer. La prudence est, certes, nécessaire en la matière car il est vrai que, derrière les mots, certaines réalités sont explosives. A terme, pourtant, *la vérité présente moins de dangers que le voile*, car la censure par les gendarmes de la

bonne conscience alimente aujourd'hui les fantasmes. Avec les précautions nécessaires, nous avons besoin de débrider la liberté des scientifiques. Nous avons besoin de définitions reconnues permettant les comparaisons, de mises en perspective remontant dans le temps et survolant les continents, de chiffres significatifs calculés par des scientifiques, d'analyses contrastées substituées aux crispations. Ces analyses pourront déboucher sur des conclusions qui ne nous feront pas forcément plaisir, mais que nous discuterons en argumentant avec l'adversaire au lieu de manipuler des approximations à l'appui de présupposés idéologiques.

L'école peut jouer un grand rôle dans le fond et dans la forme. *Dans le fond*, en intégrant dans l'histoire de la France celle de toutes les communautés qui l'ont formée, parfois contraintes et forcées, et qui se sentiront solidaires de cette œuvre collective que constitue la formation d'une nation. « Pas d'amalgame entre l'histoire et la politique ». Le président de la République du Congo, Denis Sassou-Nguesso, au moment d'accueillir à Brazzaville les restes du colonisateur Savorgnan de Brazza, nous donne une leçon : « ...Cette confusion des genres... est souvent néfaste. La colonisation est le trait qui a uni nos pays et nos peuples à la France. Nous aurions souhaité que notre rencontre avec la France se fît autrement que par ce biais. Car la colonisation est loin d'avoir été cette grande œuvre civilisatrice que certains affirment. Mais elle est un fait indéniable dans lequel la France a joué un rôle que les historiens apprécieront avec plus de détachement et d'objectivité. Je préfère leur en laisser le soin ». Dans la forme comme dans le fond, cette déclaration rapportée par le « Figaro Magazine » est magistrale. Nous pourrions nous en inspirer pour l'élaboration des chapitres de notre histoire consacrés à nos relations avec l'Afrique.

Dans la forme, l'école devrait se montrer rigoureuse sur la maîtrise du français, langue réputée pour sa clarté, c'est-à-dire pour son aptitude à faire dialoguer.

Faites-moi de la bonne France, vous aurez de bons immigrés !

Gérard VANIER

Une alternative au “mur” de la Méditerranée

par Pierre de CHARENTENAY

Une réalité nouvelle bouleverse notre quiétude, c'est-à-dire qu'elle inquiète... Le rédacteur en chef de la revue Etudes a tenu à nuancer les propos de l'article précédent

Les Etats-Unis veulent construire un mur de plus de 1000 km entre leur territoire et le Mexique. Pourquoi n'ont-ils jamais eu la même intention avec le Canada ? C'est inutile avec leurs voisins du Nord, mais c'est une des solutions pour arrêter l'immigration avec le voisin du Sud. Cette construction du mur nord-américain est l'illustration parfaite du problème de l'immigration. Elle est due à l'inégalité entre deux pays. Par un système de vases communiquant naturels, les plus pauvres tendent à rentrer dans les pays les plus riches. Plus l'écart est grand, plus la pression est forte. Comparons le revenu moyen par habitant dans les pays du Nord par rapport à celui de l'Africain : en 1900, il était de 1 à 5 ou 6. En 1970, à la fin des Trente glorieuses il est monté de 1 à 30, aujourd'hui nous sommes à un écart de 1 à 90. Dans le même temps, la télévision a envahi l'Afrique, inondant tous les Africains des images de mode de vie européen ou américain créant une aspiration à l'immigration irrésistible alors que le niveau de vie en Afrique ne cesse de se dégrader pour la majorité des habitants. D'où les arrivées en masse sur les Canaries et la multitude des bateaux vers les côtes espagnoles. Faudra-t-il construire un mur de la Méditerranée pour empêcher l'immigration par la mer ? On sait qu'un tel mur n'empêchera pas l'arrivée des clandestins, qui atterrissent en Europe comme touristes ou qui y parviennent par les voies terrestres. Une telle construction manifesterait en outre notre impuissance devant les inégalités et notre refus de considérer l'autre, celui d'Afrique, comme un frère en humanité.

Deux alternatives au mur se présentent à nous : la première est elle du co-développement. C'est la plus importante, la plus immédiate, la plus riche d'avenir et de potentialités. Mais on en parle toujours comme un recours à long terme, comme une vision idéaliste, comme une politique irréalisable parce que jamais vraiment engagée malgré toutes les promesses faites dans le passé. Or, c'est le seul moyen de parer aux inégalités entre nos continents, et d'éteindre le désir d'immigration. Les Irlandais, devenus prospères, n'émigrent plus. Dans quelques années, les Polonais n'auront plus besoin de venir à l'Ouest. Malheureusement, au lieu de se combler, le fossé se creuse de plus en plus avec l'Afrique. L'Europe devrait faire un effort majeur pour le développement africain.

La deuxième alternative au mur est une véritable politique d'immigration au niveau continental européen. Il importe d'abord que nous nous mettions d'accord sur des règles communes pour éviter les différences nationales qui rendent impossible la gestion d'un tel problème. Cet accord devra se faire sur des règles concernant un droit absolu de regroupement familial pour tout immigrant ayant un statut légal en Europe, sur les critères d'entrée sur le territoire, sur les systèmes de contrôle aux frontières, sur le retour des clandestins, au cas par cas, et sur l'accueil sans discrimination de tous les réfugiés politiques. La dialectique du choisir contre le subir est une manipulation commode et facile qui évite de regarder la réalité en face comme si l'on pouvait maîtriser totalement ce phénomène essentiellement naturel et vivant qu'est l'immigration. Il n'est pas bon de le subir, il n'est pas possible de le choisir. On ne peut que se donner quelques règles essentielles pour lui donner un cadre, comme on donne un cadre à la liberté sans chercher à lui imposer ses mouvements. C'est pour cela qu'au-delà de ce cadre de la politique d'immigration, il importe tant de travailler avec vigueur et ténacité à l'extinction des motivations de l'immigration, c'est-à-dire à réduire les inégalités entre l'Afrique et l'Europe. En l'absence de cet effort primordial, tout autre politique est à la fois hypocrite et vouée à l'échec. Cela dit, la réponse européenne à l'immigration ne se résout pas dans un simple face-à-face de l'Afrique avec l'Europe. Nous ne sommes plus au XIX^e siècle mais au XXI^e, dans une période de mondialisation où la circulation est générale. Les Européens circulent de plus en plus d'un pays à l'autre dans leur propre continent, les Bretons se disent envahis par les Anglais, et les Espagnols par les Français. Latino-américains, Chinois, ou Indiens circulent tout autant. Notre identité locale et nationale est de toute façon bouleversée par la mondialisation. A cela s'ajoute l'arrivée des réfugiés économiques qui veulent partager les richesses des pays du Nord.

Contrairement à ce que dit Gérard Vanier dans son article, la question de l'immigration n'est pas simplement due à une mauvaise gouvernance nationale : une bonne France ferait de bons immigrés. Cette affirmation me paraît fausse, car il existe effectivement un problème exogène, une réalité nouvelle qui nous vient de l'extérieur, de manière tout à fait spécifique depuis les années 60 et plus encore depuis les années 2000. Cette intervention extérieure bouleverse notre quiétude. La République y répond avec une politique d'intégration de moins en moins réussie, parce que ses efforts ne correspondent pas à l'amplitude du problème.

Pierre de CHARENTENAY

JEAN DE LA FONTAINE

« Du palais d'un jeune lapin
Dame belette, un beau matin
S'empara : c'est une rusée.
Le maître étant absent, ce fut chose aisée... »
« Après qu'il eut brouté, trotté, fait tous ses tours
Jeannot Lapin retourne aux souterrains séjours.
La belette avait mis le nez à la fenêtre
« O dieux hospitaliers ! que vois-je ici paraître ?
Dit l'animal chassé du paternel logis... »
« La dame au nez pointu répondit que la terre
Était au premier occupant
C'était un beau sujet de guerre,
Qu'un logis où lui-même il n'entrait qu'en rampant
Et quand ce serait un royaume
Je voudrais bien savoir, dit-elle, quelle loi
En a pour toujours fait l'octroi
A Jean, fils ou neveu de Pierre ou de Guillaume,
Plutôt qu'à Paul, plutôt qu'à moi »
Jean lapin alléqua la coutume et l'usage...

« Le chat, la belette et le petit lapin »
Fable XII

Quelques réflexions et données sur l'immigration en France

par Jacques DUPÂQUIER

L'intégration pourra-t-elle s'opérer au même rythme que l'immigration, alors que celle-ci va grand train ?

En France, l'immigration fait figure de sujet tabou. Il n'est pas politiquement correct d'en parler. Les statistiques officielles sont contradictoires, incomplètes et souvent peu fiables. Pourtant les médias les avalent toutes crues. L'opinion est méfiante, mais elle ne dispose d'aucun moyen d'approcher de la vérité. Les chiffres qui suivent sont, pour l'essentiel, tirés des deux sources statistiques les plus fiables : celles de la Direction de la Population et des Migrations au ministère de la Santé et des Solidarités, celles de l'Institut National d'Etudes Démographiques et notamment les travaux de Xavier Thierry.

Cette situation n'est pas particulière à la France. Il est en effet très difficile de comptabiliser l'immigration, en raison de l'importance des flux et de l'incertitude des définitions. Pour l'ensemble de la planète, le nombre de migrants est de l'ordre de 200 millions par an, alors qu'il ne dépassait pas 75 millions il y a 40 ans. En outre selon le H.C.R., le nombre des personnes déplacées serait de l'ordre de 6 600 000, dont 2 millions pour la seule Colombie. Il est donc très difficile de mesurer les flux migratoires. En principe il suffirait de compter les entrants et les sortants au passage des frontières, mais la plupart de ces passages ne sont pas des migrations à proprement parler. En France par exemple, il y a plus de 70 millions de franchissements de frontières par an ; la plupart à l'occasion de voyages d'affaires ou de tourisme.

Les services officiels français considèrent comme immigrantes les personnes nées étrangères à l'étranger et venues s'établir sur le territoire national pour un an au moins. Les Nations unies préconisent une définition plus large : elles proposent de dénommer « migrante » toute personne fixant sa

résidence habituelle dans un pays autre que celui où elle séjournait auparavant. Si l'on admet cette définition, qui inclut les étudiants et les réfugiés, on peut estimer à 210 000 le nombre des étrangers admis légalement en France en 2004. Sur ce nombre, 40 000 environ sont des citoyens de l'Union européenne bénéficiaires de la liberté de circulation. Parmi les autres, 39% viennent du Maghreb, 21% d'autres pays africains, 18% d'Asie, 13% d'Europe hors UE, et 9% d'Amérique. Bien entendu, les originaires des DOM ne figurent pas dans cette statistique.

Depuis la Seconde Guerre mondiale, l'immigration a radicalement changé d'importance, de nature et d'origine : son volume n'a cessé de grossir, en dépit de son arrêt officiel en 1974 ; et désormais, les flux principaux ne viennent plus d'Europe, mais d'Afrique et de Turquie. L'immigration a changé la composition de la population française. Les spécialistes estiment qu'en 1999 son apport direct et indirect s'élevait à 13 482 000 personnes, dont 4 307 000 immigrés récents, 5 531 000 descendants d'immigrés à la première génération et 3 644 000 à la deuxième génération ; mais cette statistique s'est beaucoup gonflée depuis. On peut considérer qu'environ le quart de la population française est constituée de descendants d'immigrés, principalement d'origine européenne (car les plus anciens).

Apparemment le nombre des étrangers n'augmente guère (2 621 000 au recensement de 1968, 3 263 00 à celui de 1999), mais cette stagnation résulte d'une compensation approximative entre le nombre des entrées physiques (173 100 en 2003) et celui des sorties juridiques par francisation (144 640 cette même année). Quant aux sorties physiques, elles ne sont pas comptabilisées, sauf les retours assistés (environ 8000 par an) et celui des expulsions réellement exécutées (18 120 en 2005).

Généralement, la fécondité des étrangères est plus basse que celle de leurs compatriotes restées au pays natal. Cependant l'indice de fécondité des femmes originaires d'Afrique et de Turquie dépasse largement celui des Françaises de naissance : il est d'environ 1,70 pour ces dernières, alors qu'il atteint 3,5 pour les Africaines, 3,3 pour les Turques, 2,9 pour les Marocaines, et 2,5 pour les Algériennes. C'est ce qui explique que l'indice global de fécondité de la France atteigne maintenant 1,91, niveau record en Europe occidentale, et continue d'augmenter. Sur 761 464 naissances enregistrées en 2003 sur le territoire métropolitain, 673 789 (88%) étaient de mère française, et 87 675 de mère étrangère ; parmi celles-ci, 31 564 maghrébines et 20 013 autres africaines. En fait, compte tenu des francisations, bientôt près de 20% des naissances seront d'origine africaine ou turque.

Le flux annuel des clandestins serait de l'ordre de 140 000 selon le ministère des Affaires étrangères, de 150 à 200 000 selon celui de l'Intérieur. La plupart arrivent non par l'intermédiaire de passeurs, mais en obtenant un visa d'entrée provisoire et en ne repartant pas lorsqu'il est expiré. Le nombre total des clandestins est impossible à préciser ; il est probablement compris entre 300 et 500 000. Un certain nombre d'entre eux a bénéficié des opérations de régularisation des « sans-papiers » : 132 000 en 1982, 100 000 environ en 1999, 92 000 entre 1999 et 2004. Sur 140 000 visas permanents délivrés en l'an 2000 (hors enfants mineurs et étudiants), 6 740 l'ont été pour travail, 25 420 au titre du regroupement familial, et 61 625 au titre de membres de familles de Français, le reste l'ayant été à des titres divers.

Dans la population active, la part des immigrés ayant effectivement un emploi est relativement réduite (8,5% des hommes et 6,8% des femmes). En effet, leur taux de chômage est très élevé : 24,3% chez les Algériens et 31% chez les Algériennes ; 22,6% chez les Marocains, 22,2% chez les Turcs, etc.

La population étrangère en France (3 263 000 en 1999) est concentrée principalement dans trois régions : « Ile-de-France (1 301 000), Rhône-Alpes (361 000) et Provence-Alpes-Côte d'Azur (282 600). Aujourd'hui environ la moitié des immigrants se fixe en Ile-de-France, surtout dans la Seine-Saint-Denis, où désormais plus de la moitié de la population est d'origine étrangère.

L'irrésistible mouvement qui entraîne les populations du Sud (principalement d'Afrique et de Turquie) vers l'Europe s'explique en grande partie par les différences de croissance démographique : la Division de la Population des Nations unies annonce qu'au milieu du siècle, le nombre d'habitants de l'Afrique passerait de 800 millions à 1 880 millions, alors que celle de l'Europe tomberait de 728 à 664 millions. Comme l'explique Maxime Tandonnet (*Migrations, La nouvelle vague*, L'Harmattan, 2003) « la réalité migratoire est désormais dominée par des mouvements de désespoir, d'aventure ou de fuite, qui consistent, pour les jeunes générations du tiers-monde, à vouloir quitter à tout prix et de manière définitive, un environnement considéré comme invivable, insupportable, parfois indigne ».

Pour les pays d'accueil, tout le problème est de savoir si l'intégration pourra s'opérer au même rythme que l'immigration. Malheureusement, les immigrants venus du tiers-monde n'ont que très rarement les qualifications correspondant aux besoins des pays d'accueil, et, quand ils les ont, leur départ réduit beaucoup les chances de développement de leur pays d'origine (fuite des cerveaux).

Jacques DUPÂQUIER
de l'Institut

L'Union européenne et l'immigration : les chiffres

par Jean-François JAMET

Les statistiques remettent en cause l'idée d'une Europe forteresse. En réalité l'Union européenne reste la région du monde qui accueille le plus grand nombre d'immigrés et de demandeurs d'asile. Dans un contexte de ralentissement de l'accroissement naturel et de vieillissement de la population, l'immigration est devenue le principal moteur de la croissance démographique dans l'Union, comme le démontre ces extraits d'une note récente de la Fondation Robert Schuman.

La croissance démographique de l'Union européenne a fortement ralenti de 1960 à la fin des années 1980 : la croissance annuelle de la population a été divisée par trois en valeur absolue dans cet intervalle. Au cours de cette période, le solde migratoire est resté légèrement positif, voire négatif certaines années : la croissance de la population de l'UE était essentiellement liée à l'accroissement naturel de la population. Depuis la fin des années 1980, le solde migratoire est, en revanche, devenu le premier moteur de la croissance démographique en Europe, contribuant même à un fort redressement de la croissance de la population de l'UE. En 2004, le solde migratoire était quatre fois plus important que l'accroissement naturel de la population.

Le solde migratoire de l'UE s'est accru au point d'être supérieur à celui des Etats-Unis en moyenne annuelle entre 2000 et 2005, tandis que l'Inde et la Chine présentaient un solde négatif au cours de cette période.

Si le solde migratoire de l'UE s'est fortement accru en valeur absolue, il reste proportionnellement plus faible (2,6 pour mille habitants en moyenne annuelle entre 2000 et 2005) qu'aux Etats-Unis (4) ou au Canada (6,7). Les situations varient également fortement entre Etats membres. L'Estonie, la Lettonie, la Lituanie et la Pologne comptent plus d'émigrants que d'immigrés, tandis que le taux de solde migratoire moyen entre 2000 et 2005 dépasse 9 pour mille en Espagne et en Irlande.

Certains Etats membres ont connu un retournement complet de situation entre les années 1950 et les années 1990. L'Italie, l'Espagne et le Royaume-Uni figuraient parmi les principaux pays d'émigration, ils sont désormais parmi les pays qui ont le solde migratoire le plus élevé dans le monde. L'ampleur de ce retournement est particulièrement frappante et a sans aucun doute représenté un choc culturel pour ces pays.

Principaux pays d'immigration et d'émigration dans le monde décennies 1950 et 1990

RANG MONDIAL ▼	PAYS ▼	1950 ▼	RANG MONDIAL ▼	PAYS ▼	1990 ▼
PAYS DONT LE SOLDE MIGRATOIRE EST POSITIF (EN MILLIERS)					
1	ETATS-UNIS	2908	1	ETATS-UNIS	11400
2	KAZAKHSTAN	1640	2	RUSSIE	4158
3	CANADA	1120	3	ALLEMAGNE	3822
4	ALLEMAGNE	996	4	CANADA	1375
5	FRANCE	955	5	ESPAGNE	1176
6	AUSTRALIE	793	6	ITALIE	1173
7	BRÉSIL	549	7	ROYAUME-UNI	955
8	CORÉE DU SUD	539	8	AUSTRALIE	900
9	ISRAËL	454	9	GRÈCE	770
10	ARGENTINE	450	10	FRANCE	643
PAYS DONT LE SOLDE MIGRATOIRE EN NÉGATIF (EN MILLIERS)					
1	RUSSIE	-1328	1	MEXIQUE	-3800
2	ITALIE	-1010	2	CHINE	-3231
3	CORÉE DU NORD	-891	3	KAZAKHSTAN	-2830
4	ESPAGNE	-777	4	INDE	-2807
5	ALGÉRIE	-722	5	PAKISTAN	-2651
6	CHINE	-713	6	IRAN	-1968
7	PORTUGAL	-631	7	PHILIPPINES	-1800
8	BIÉLORUSSIE	-564	8	INDONÉSIE	-1625
9	ROYAUME-UNI	-540	9	SOMALIE	-1298
10	PORTO-RICO	-470	10	EGYPTE	-1100

Source : United Nations, World Population Prospects: The 2004 Revision

La population immigrée représente une fraction plus faible de la population totale dans l'UE (8,6%) qu'aux Etats-Unis (12,9%). Au sein de l'UE, les situations divergent fortement entre les Etats membres. En particulier, la plupart des pays d'Europe centrale comptent une population d'immigrés relativement réduite.

L'Union européenne compte désormais plus d'immigrés (41 millions) que les Etats-Unis (38 millions). En 2005, l'Allemagne est l'Etat membre qui compte le plus d'immigrés (10 millions), devant la France (6,5), le Royaume-Uni (5,4) et l'Espagne (4,8).

L'Union européenne demeure la principale destination des demandeurs d'asile. Elle réunit à elle seule plus de la moitié des demandes d'asile déposées dans le monde, soit près de 9 fois plus que les Etats-Unis. Cependant, seule une demande sur cinq est acceptée. Parmi les Etats membres, la France et le Royaume-Uni restent les principales destinations des demandeurs d'asile. Les principaux pays d'origine des demandeurs d'asile dans l'Union européenne sont soit des pays voisins (Russie, Serbie, Turquie), soit des pays connaissant des troubles politiques graves (Afghanistan, Irak).

Les immigrés accueillis par l'UE sont moins nombreux en proportion à avoir fait des études supérieures que ceux accueillis par les Etats-Unis ou le Canada. Au sein de l'UE, l'Irlande et le Royaume-Uni se distinguent en accueillant une plus grande proportion d'immigrés très qualifiés. Cette situation est à rapprocher des différentes stratégies de sélection des immigrés mises en place par ces Etats dans le contexte de la compétition pour les travailleurs hautement qualifiés.

L'Union européenne reste la région du monde qui accueille le plus grand nombre d'immigrés et de demandeurs d'asile. Certains pays ont même connu un retournement en devenant des pays d'immigration après avoir été pendant longtemps des pays d'émigration. Il est probable que les pays d'Europe centrale connaîtront la même évolution, d'autant que le différentiel de revenu est important avec les pays voisins et que la Russie est le premier pays d'origine des demandeurs d'asile dans l'UE. Pour les pays européens du pourtour méditerranéen, la pression migratoire continuera à être importante du fait de la forte croissance de la population dans les pays voisins et sur le continent africain.

En même temps, l'immigration est de plus en plus déterminante pour l'évolution de la démographie européenne dans un contexte de ralentissement de l'accroissement naturel et de vieillissement de la population. Elle est également au cœur de la compétition pour les travailleurs très qualifiés. Tout cela en fait un enjeu de premier plan pour l'Union européenne qui rend nécessaire la définition d'orientations prenant en compte la diversité des situations dans les Etats membres et l'importance croissante de la population immigrée en Europe.

Jean-François JAMET

Géopolitique et immigration : le grand bouleversement

par Christian SAVÈS

*L'immigration est un phénomène durable. Il apprête à bouleverser
la physionomie de toutes les nations et à modifier leurs puissances respectives.*

La géopolitique, ce n'est pas seulement un rapport à l'espace et à la puissance, c'est également un rapport physique au sol, plus exactement au territoire, sachant que la Terre est un lieu de territoires différenciés. En outre, la géopolitique c'est aussi (et surtout, serions-nous tentés d'ajouter) le rapport aux hommes occupant ces territoires, cet espace. Plus précisément, elle intègre l'action des hommes et prend en compte les conséquences concrètes de celle-ci. Ceci étant, la relative impopularité et le discrédit dont elle a pu pâtir, de par le passé, viennent aussi de ce qu'elle a été souvent décrite comme une discipline visant à légitimer rétrospectivement des événements historiques ou des décisions politiques. Par là même, affirment ses détracteurs, elle n'aurait été qu'une construction artificielle, fondée sur des interprétations « *ex-eventu* » et jouissant de surcroît d'une réputation sulfureuse en raison de l'engagement personnel de ses initiateurs.

Pour Aymeric Chauprade, la géopolitique trouve ses sources philosophiques à la fin du XIX^e siècle et au début du XX^e, dans le positivisme et le scientisme¹. Le suédois Rudolf Kjellen (1846-1922) a donné une définition de la géopolitique : elle serait « la science de l'Etat en tant qu'organisme géographique, tel qu'il se manifeste dans l'espace ». Pour cet auteur, la géopolitique est donc une branche de la science politique distincte de la géographie politique. Alors que la première a pour objet l'Etat unifié, la seconde observe la planète dans son ensemble et en tant qu'habitat des populations humaines. Or, cette distinction n'a plus cours ou, en tout cas, elle est beaucoup moins pertinente que de par

¹ Aymeric Chauprade est l'un des principaux spécialistes français de géopolitique. Il est l'auteur d'un important « Dictionnaire de géopolitique » (Etat, concepts, auteurs) ; Paris, *Ellipses*, 1999. Il a également publié : « Géopolitique : constantes et changements dans l'Histoire » (Paris, *Ellipses*, 2001).

le passé. Le processus de mondialisation aidant, dans une société de plus en plus globalisée, il devient quelque peu hasardeux de faire une distinction entre géopolitique et géographie politique. Il est risqué de le faire d'une part parce que l'on assiste, depuis quelques décennies, au déclin voire à l'effacement de l'Etat ; d'autre part, et en pratique, les deux disciplines se trouvent de plus en plus étroitement imbriquées.

La question de l'immigration et des flux migratoires en général en apporte aujourd'hui une éclatante illustration. C'est qu'en effet, les phénomènes migratoires ignorent de plus en plus délibérément les Etats et les frontières : ils sont en train de tracer les lignes de force d'une nouvelle géopolitique dont la seule frontière universellement reconnue sera celle qui sépare la pauvreté de la prospérité. Aussi la géopolitique sera-t-elle de plus en plus tributaire de la démographie, des flux migratoires... mais aussi de l'économie et du développement. D'où le défi que ces flux posent avec une acuité toujours plus grande à la géopolitique planétaire. De surcroît, l'immigration est un phénomène géopolitique appelé à s'inscrire dans la durée car il ne sera pas efficacement endigué, pour différentes raisons. Enfin, et c'est la conséquence somme toute assez logique de ce qui précède, l'immigration est une réalité appelée à modifier en profondeur la physionomie de la géopolitique planétaire. C'est là une autre façon d'affirmer, en paraphrasant Malraux, que le XXI^e siècle sera migratoire ou ne sera pas...

L'immigration Sud-Nord : un phénomène en forme de défi pour la géopolitique

L'immigration à laquelle se trouve confronté l'Occident est jusqu'ici, et pour l'essentiel, une immigration de pauvreté et de regroupement familial (l'une n'étant pas exclusive de l'autre, bien au contraire). C'est d'ailleurs pour cette raison qu'elle a principalement pour origine les pays du continent africain (Maghreb et Afrique Noire). Depuis de nombreuses années, les populations en provenance de ces contrées se sont solidement installées dans une logique d'entrisme démographique : c'est un phénomène de colonisation à fronts renversés ou, si l'on préfère, à rebrousse-poil. Désormais, c'est le Sud qui est en passe de coloniser le Nord. Pour faire face à l'ampleur qu'est en train de prendre le phénomène, d'aucuns n'hésitent plus à écrire, quelle que soit du reste leur couleur politique, que ces flux migratoires ont fini par être tout à fait abusifs et par relever d'une véritable logique d'invasion démographique. C'est dire à quel point le sujet n'est plus tabou, à présent, et qu'il transcende les clivages politiques traditionnels. De fait, tout le monde est à peu près d'accord, peu ou prou, sur le diagnostic. Selon une étude récente, en 2005, près de 200 millions de personnes auraient quitté leur pays dans l'espoir d'un avenir meilleur, soit 3 % de la population mondiale. Parmi eux, entre 2,5

et 4 millions de personnes l'on fait clandestinement. Aujourd'hui, la vieille Europe (Russie incluse) abriterait quelque 56 millions de migrants. Sur ce chiffre, 10 % seraient en situation irrégulière. La France, pour sa part, compte plusieurs centaines de milliers de clandestins. Ces chiffres suffisent à situer l'ampleur du phénomène, à donner une idée de l'enjeu géopolitique qu'il représente, pour les décennies à venir. Les événements, parfois dramatiques, qui se sont produits dans les enclaves espagnoles de Ceuta et Mellila, extrêmement médiatisés par les occidentaux, ont montré (si besoin était), que l'Europe est désormais assiégée, sur sa frontière Sud.

Avec son inconscience coutumière, l'Occident feint de ne pas comprendre qu'il a à faire face à une guerre d'un genre nouveau : la guerre démographique. Cette guerre-là, c'est le Sud qui la livre et, pour l'instant, ce dernier accumule les victoires tactiques. Ses effets à long terme promettent d'être dévastateurs pour un Nord engoncé dans son confort matériel et ses certitudes morales, qui refuse catégoriquement de s'en rendre compte. Non seulement l'Occident refuse de voir qu'il est en guerre, mais en plus il refuse d'assumer et de mener comme telle cette guerre démographique. Les populations du Sud, éprouvant de plus en plus de difficultés à vivre là où elles sont nées, sont à la recherche de leur espace vital. C'est au Nord qu'elles le trouvent, ce Nord opulent et synonyme de prospérité. C'est que les immigrés pénétrant par les enclaves espagnoles ne sont pas totalement naïfs ; ils sont même plutôt bien informés. Contrairement à ce qu'a pu écrire une certaine presse, ce ne sont pas de « pauvres bougres » ou des « miséreux », comme elle a pu le suggérer. Un certain nombre d'entre eux sont des diplômés de l'enseignement supérieur (selon certaines sources, 38 % auraient le bac et 24 % auraient suivi des études supérieures) et ils ont disposé d'économies suffisantes pour payer une somme exorbitante à des passeurs qui sont les autres acteurs de cette traite d'êtres humains consentants. Le drame humain est double : il est d'abord personnel, pour tous ces individus qui ne trouvent pas à s'insérer et à vivre décemment dans leur pays d'origine. Il est ensuite collectif puisqu'il renvoie au continent africain l'image de son propre échec, si ce n'est de son naufrage. Est-il envisageable que ce continent, qui n'est jamais parvenu à sortir réellement du sous-développement, puisse un jour le faire en se passant d'une telle ressource humaine, constituée de gens à la fois jeunes et diplômés ? C'est là un douloureux problème, qui n'a à ce jour pas trouvé de solution définitive, signe qu'elle n'est peut-être pas aussi évidente que cela.

Pour autant, il faut se garder de tout sentimentalisme et de tout angélisme, nécessairement réducteurs l'un et l'autre. Les immigrés clandestins qui pénètrent en Europe par les enclaves du Sud, les clandestins du Maroc savoir par-

faitement à quoi s'en tenir et quel est le but ultime de leur voyage. Ils savent parfaitement qu'à partir du moment où ils ont mis un pied en Europe, ils ont virtuellement et pratiquement gagné la partie. Ils comprennent qu'à partir de ce moment-là, ils sont parvenus à créer un rapport de forces ; alors, ils imposent la situation de fait qui va avec ce rapport de forces, c'est-à-dire qu'ils imposent durablement (définitivement ?) leur présence sur le sol européen. C'est ainsi que, si l'on n'y prend garde, l'Occident risque un jour d'être submergé démographiquement et de succomber. Ce rapport de forces, ce bras de fer qui se joue en ce moment sur nos frontières sud est au coeur des problèmes de géopolitique que va connaître le XXI^e siècle... et qu'il a, déjà, commencé à connaître. En effet, ces phénomènes migratoires se doublent d'un autre phénomène particulièrement inquiétant : ce que le démographe Philippe Bourcier de Carbon a appelé le « crash démographique de l'Union européenne ». À l'exception de l'Irlande et de la France, pays qui enregistrent des taux de natalité satisfaisants, d'autres pays tels que l'Allemagne, l'Italie ou l'Espagne, se retrouvent avec des taux de natalité inférieurs à 1,5 enfant par femme. Les chiffres suffisent à donner la mesure de ce déséquilibre : les quelques 15 millions de naissances annuelles d'un monde occidental mais entré en implosion font face aux 125 millions de naissances dans le reste du monde, dont 50 millions dans les mondes africain et musulman. Pour la vieille Europe, la situation promet de devenir intenable, dans les deux ou trois décennies qui viennent. C'est que le crash démographique décrit par Bourcier de Carbon va impliquer des conséquences géopolitiques majeures. Il y a plusieurs décennies, l'économiste et démographe Alfred Sauvy avait écrit : « Si décisifs sont les problèmes de populations qu'ils tirent de terribles et souvent fatales revanches sur les sociétés qui s'obstinent à les ignorer. L'Europe s'est obstinée à les ignorer et sa prophétie est aujourd'hui en train de se réaliser, malheureusement pour nous. Le XXI^e siècle risque d'être marqué par l'« euthanasie physique » de la population européenne, victime d'une démographie ressemblant de plus en plus à cette « houle de l'Histoire » qu'évoquait l'historien Fernand Braudel. Elle risque de l'emporter, et d'emporter avec elle sa culture et ses valeurs.

Au plan géopolitique, c'est là l'autre aspect du problème : cette immigration est avant tout d'origine arabo-musulmane, quand elle ne vient pas d'Afrique Noire (selon certaines sources, c'est en 2003 que le nombre de subsahariens aurait dépassé le nombre des maghrébins dans le franchissement des frontières de Ceuta et Melilla). Or, cette immigration n'est pas forcément assimilable par la vieille Europe, car trop différente par l'histoire, la culture, la religion et les modes de vie. Il n'est qu'à voir les difficultés persistantes et durables auxquelles est confrontée une nation comme la France, à tel point

qu'elle préfère transformer le sujet en tabou pour ne pas avoir à l'évoquer, donc à reconnaître ouvertement les difficultés insurmontables auxquelles elle est confrontée (ce en quoi elle se trompe, fait fausse route, ses banlieues étant en train de le lui signifier). La démocratie de type occidental est un système politique qui n'a pas vocation à intégrer toutes les différences ; elle ne peut intégrer qu'un certain niveau de différence. Lorsque celle-ci est radicale et existentielle, elle montre nécessairement ses limites, sauf à se renier elle-même c'est-à-dire sauf à remettre en question l'héritage dont elle est le dépositaire. Cette inquiétante dynamique démographique est susceptible, à terme, de remettre en cause, à l'extérieur, les situations relatives des peuples et des nations, ainsi que leurs acquis, mais également d'affecter profondément, de l'intérieur (cette fois-ci), le fonctionnement même des sociétés occidentales. Ainsi, les « trente piteuses » (1975-2005) vont aboutir, finalement, à une nouvelle donne géostratégique et politique avec un Occident qui promet de basculer, démographiquement, à long terme. Car nous ne nous leurrerons pas : l'immigration est un phénomène géopolitique appelé à durer, au XXI^e siècle (voire au-delà), d'autant plus qu'il ne sera pas efficacement combattu.

L'immigration : un phénomène géopolitique appelé à durer, au XXI^e siècle, car il ne sera pas efficacement endigué

Les tensions culturelles, religieuses et politiques qui jalonnent d'ores et déjà la vie politique de l'Occident, en cette aube du XXI^e siècle, autorisent à porter un regard intime et réaliste sur l'avenir et, notamment, sur les chances d'une authentique politique de l'immigration au niveau de l'Union européenne. Cette dernière a d'ailleurs été bien mal engagée, si l'on considère, d'une part, que les responsables politiques des Etats membres de l'Union ont continué à observer en silence, avec impavidité et insouciance, l'effondrement de la fécondité européenne en se refusant d'entreprendre une politique familiale digne de ce nom et que, de l'autre, ils ont délibérément fermé les yeux sur les réalités de l'immigration. En témoignent les incidents susvisés dans les enclaves espagnoles de Ceuta et de Melilla. C'est qu'à l'origine des assauts migratoires contre les positions espagnoles, il y a la décision prise par le gouvernement espagnol de Zapatero de régulariser d'un trait de plume, sans concertation avec les partenaires européens, plus de 600 000 clandestins (!). Or, en vertu des accords et traités en vigueur, c'est-à-dire en vertu du droit communautaire, ils sont désormais autorisés à séjourner partout au sein de l'Union européenne. De nombreux experts ont estimé que cette décision avait eu un « effet d'appel » sur des milliers de clandestins en attente, au sud de la Méditerranée, d'où les assauts répétés contre les positions espagnoles. L'on sait pourtant que chaque opération de régularisation en Europe constitue un encouragement donné à tous les clandestins de prendre certains

risques pour passer au Nord. Il est donc permis d'écrire que la gestion du dossier de l'immigration par les pays européens souffre, depuis des années, à la fois d'un aveuglement pathétique et d'une générosité exacerbée qui a souvent réduit à néant tout effort ou, en tout cas, tout commencement de coopération. L'Europe ne sait pas encore parler d'une seule et même voix, sur ce dossier. D'autre part, les contradictions sont trop nombreuses entre les textes officiels et la pratique, au quotidien, de certains pays.

Dans ce contexte de forte permissivité démographique et migratoire, il y a a priori peu de chances pour que les choses évoluent favorablement et rapidement. Les pays occidentaux sont et resteront, selon toute vraisemblance, totalement inhibés voire tétanisés dans la gestion de ce dossier. Si tel est le cas, c'est bien parce que la vieille Europe reste plus que jamais victime d'un sentiment de mauvaise conscience, d'un complexe de culpabilité hérité d'un passé colonial... qui ne passe pas (ce que, jadis, Pascal Bruckner appela « le long sanglot de l'homme blanc ») et cultive à partir de là des tendances sado-masochistes, voire une volonté d'expiation que d'aucuns jugent de plus en plus suicidaire. Mais, il y a peut-être plus grave encore : dans les pays européens, des voix s'élèvent, de plus en plus, pour dire qu'il faut tolérer cette immigration clandestine, qu'il faut laisser entrer ces gens-là, voire encourager leur venue s'ils sont malheureux dans leur pays d'origine. De véritables groupes de pression se constituent, à l'occasion, parfois avec l'aide d'anciens ressortissants africains issus de l'immigration légale ou clandestine, pour s'opposer aux mesures énergiques de reconduite à la frontière. Or, dans la mesure où ces voix et ces groupes de pression sont de plus en plus nombreux et efficaces, la logique démocratique tend naturellement à leur faire une place et à leur prêter une oreille attentive, quand elle ne prend pas purement et simplement en compte tout ou partie de leurs revendications. Malheureusement, les effets géopolitiques à long terme de ce genre d'attitude promettent d'être stupéfiants. Historiquement, c'est la transition démographique de l'Europe, au XIX^e siècle, qui a permis de peupler l'Amérique du Nord. C'est elle qui a permis à l'Europe de dominer le monde au XIX^e siècle et au début du XX^e. À présent, c'est le décalage des transitions démographiques entre le Nord et le Sud qui élargit le fossé. Plus précisément, c'est la transition démographique du Sud qui est en train de peupler le Nord et qui risque d'avoir raison de lui, à long terme. Les mouvements migratoires en direction de l'Union européenne vont, petit à petit, lentement mais sûrement, déplacer le centre de gravité des sociétés occidentales. En d'autres termes, celles-ci vont connaître un phénomène de basculement et de subversion démographique, sociologique, culturelle et religieuse. Cela va représenter un bouleversement général tel qu'il fera perdre à l'Occident, graduellement, la maîtrise de son destin. Dans

certains pays comme la France, la présence d'une forte communauté arabo-musulmane commence à modifier en profondeur l'identité culturelle nationale. Ainsi que l'a vu Jean-Paul Gourevitch ², c'est un véritable processus d'africanisation de la société qui est à l'oeuvre, avec tout ce que cela suppose, dans plusieurs pays européens, et notamment en France. Il est même permis de se demander si ce processus d'africanisation n'est pas déjà irréversible. Mais il y a pire : l'africanisation de l'Occident risque de se doubler d'un processus de tiers-mondisation, dans la mesure où il se trouvera confronté à une immigration de pauvreté qui lui coûtera plus que ce qu'elle lui apportera et qui, de ce fait, risque de le tirer davantage vers le bas que vers le haut. Ce, d'autant que le vieillissement différentiel des populations est appelé à conditionner encore plus que par le passé, les rapports géopolitiques des puissances (européennes et extra-européennes) entre elles, au cours du XXI^e siècle. Il est donc plus évident que jamais que la démographie et les flux migratoires vont redessiner les contours de la géopolitique planétaire, au XXI^e siècle. Malheureusement pour lui, l'Occident (et en particulier l'Union européenne) est en train de réunir toutes les conditions pour faire les frais de ce redécoupage géopolitique. Pour nous autres européens, il est peut-être plus urgent que jamais de lire (ou de relire) le discours de la servitude volontaire, cher à La Boétie. Nul doute que cette lecture ne nous aide à comprendre ce qui risque de nous arriver, dans la mesure où nous avons déjà commencé à intégrer les termes mêmes d'un tel discours... Un éditorial de Jean Daniel (« Le siècle des immigrés ») illustre peut-être la perfection ce discours-là : « Il faut, et j'ai mis longtemps à le faire, se délivrer de toute nostalgie conservatrice et observer ce qui se passe aux États-Unis. Il faut se faire à l'idée que les Nations ne seront plus ce qu'elles sont aujourd'hui mais ce que les immigrés, progressivement, contribueront à en faire, en bien ou en mal ». C'est là un discours qui paraît être un petit peu trop résigné et fataliste pour être parfaitement honnête...

Aussi, faute d'un véritable front commun, d'une attitude unie et soudée des Occidentaux, bref faute d'une politique de lutte contre l'immigration (notamment clandestine) digne de ce nom, les flux migratoires vont vraisemblablement se poursuivre et même s'amplifier, au XXI^e siècle. Dans ces conditions, ils seront appelés à modifier en profondeur la physionomie de la géopolitique planétaire.

L'immigration Sud-Nord : une réalité appelée à modifier en profondeur la physionomie de la géopolitique planétaire

Toutes tendances confondues, ils sont de moins en moins nombreux celles et ceux qui contestent l'idée que l'immigration va redéfinir les contours de la

² Jean-Paul Gourevitch *La France Africaine*, éd. le Pré aux Clercs, 2001.

géopolitique planétaire, dans les décennies qui viennent. Au demeurant, une telle évidence s'inscrit déjà dans le présent, dans la réalité sociopolitique quotidienne. Au moins deux phénomènes inédits viennent donner consistance et crédibilité à cette analyse. D'une part, il apparaît depuis peu que des pays qui étaient, traditionnellement, des pays d'émigration (comme c'était le cas des pays du Maghreb) sont en train de devenir eux-mêmes des pays d'immigration. Là-bas, on commence à parler des immigrés, des clandestins et des sans-papiers, exactement comme on en parle chez nous depuis un certain temps. Le problème commence alors à relever de la gageure. Car si les pays riches, faisant face à un problème général de vieillissement, ont parfois suscité et encouragé l'immigration, le problème se pose en des termes sensiblement différents pour les pays du Maghreb, dont la population est jeune et elle-même désireuse de s'expatrier. C'est que, les clandestins qui se font refouler à la frontière espagnole tendent à résider au Maroc. Du coup, des manifestations xénophobes commencent à se faire jour dans les pays du Maghreb et qui se trouvent en première ligne, face à l'immigration d'origine subsaharienne. Des milliers de clandestins originaires d'Afrique Noire résident au Maroc. Ils déambulent dans les villes du royaume chérifien où ils défraient la chronique, à l'occasion. Durant l'été 2005, une vive polémique a d'ailleurs soulevé une partie de la presse et des intellectuels marocains contre le racisme facile de leurs compatriotes qui incriminaient ces « criquets noirs ». Mais le Maroc n'est pas seul dans ce cas : l'Algérie se trouve elle aussi dans une situation à peu près comparable. A Maghnia, près de la frontière marocaine, ils sont des milliers en attente de transit. D'autres sont également présents en Tunisie ou en Libye et cherchent à passer en Sicile. L'offensive des clandestins est donc générale. Ils font feu de tout bois, n'hésitant pas à faire preuve d'audace et de témérité, à tenter de nouvelles filières, de nouveaux passages, voire à les forcer. En Algérie, le sous-préfet de Tamanrasset, dans le Hoggar, doit faire face à un afflux incessant de clandestins traversant le désert et venant de tous les pays d'Afrique Noire riverains (Mali, Niger, Tchad...). C'est que, dans l'immense Sahara, les techniques d'endiguement et de rejet sont aussi difficiles à réaliser qu'aux frontières entre le Mexique et les États-Unis. Par contre-coup, la xénophobie se développe également chez les Algériens qui commencent à exiger de leurs autorités qu'ils regroupent ces « envahisseurs » ou les placent en camp de rétention, en attendant leur refoulement. Il n'est plus rare d'entendre, de la bouche même des hommes politiques ou des hauts fonctionnaires maghrébins, des propos et des raisonnements qu'ils seraient les premiers à juger xénophobes si les Européens les prononçaient à leur rencontre.

Le deuxième phénomène est encore plus inquiétant que le premier, en ce sens qu'il porte ou en tout cas qu'il met en jeu des masses démographiques

incomparablement supérieures, sans commune mesure avec celles du Maghreb ou d'Afrique Noire. Il faut ici évoquer le cas de ces deux grandes puissances démographiques, appelées à dominer le XXI^e siècle, que sont la Chine et l'Inde. Jusqu'ici, l'Occident a été relativement bien préservé de l'immigration en provenance de ces Etats-continentaux, au regard des masses humaines immenses qu'ils représentent. Mais qu'est-ce qui nous garantit qu'il en sera toujours ainsi ? La Chine compte aujourd'hui plus d'un milliard deux cent millions d'hommes et de femmes ; l'Inde, pour sa part compte plus d'un milliard d'habitants. Selon certaines projections démographiques dignes de foi, la population de l'Inde aura dépassé celle de la Chine avant 2050 (voire avant 2030). Inévitablement, un jour ou l'autre, les trop pleins démographiques de ces pays-là seront amenés à se déverser (au moins partiellement) en Occident. Celui-ci sera alors complètement dépassé par les événements et l'on ne voit pas a priori comment il pourra faire face à la situation, en forme de défi insurmontable. Nul n'aura les moyens de résister à des flux migratoires d'une telle ampleur, incommensurablement supérieurs à ceux que le monde a connus, jusque-là.

À titre anecdotique, signalons que la Chine, qui est en train d'envahir la planète avec ses produits bon marché, a d'ailleurs commencé à l'envahir démographiquement. Depuis quelques années, un pays comme la France connaît une recrudescence de l'immigration d'origine asiatique. Plus symboliquement encore, un pays comme l'Algérie commence à son tour à être confronté à ce phénomène de manière originale. En effet, les autorités algériennes, face au déficit chronique de logements et en dépit d'un taux de chômage endémique, ont décidé de faire appel à la main-d'oeuvre chinoise, capable de construire des centaines de logements en des temps record et à des coûts imbattables. C'est ainsi que plus de 10 000 ouvriers chinois travaillent en Algérie. Près de Constantine, la cité Ali Mendjeli est en partie édifiée par une main-d'oeuvre asiatique. À Alger, des dizaines de commerçants chinois se sont installés au cours de ces dernières années. Ironie de l'histoire, ou juste retour des choses, l'Algérie qui a, pendant des décennies, envoyé chaque année en France un contingent d'immigrés (d'abord dans le cadre de l'immigration de main-d'oeuvre puis, à partir de 1974/75, dans le cadre du regroupement familial) est en train de devenir la cible d'une double immigration : au Sud et à l'Ouest, elle est infiltrée par une immigration clandestine subsaharienne ; dans ses grandes villes, elle commence à voir arriver une immigration de main-d'oeuvre et d'établissement commercial.

On le constate, de nouvelles lignes de front apparaissent, sur le terrain de l'immigration. D'autres encore, que l'on ne soupçonne pas pour l'instant,

apparaîtront dans les années et les décennies qui viennent. Ce sont elles qui, par touches successives et sur le long terme, vont redessiner sans coup férir les contours de la géopolitique planétaire. D'ici un siècle, sa physionomie s'en trouvera radicalement changée. Mais, il est à craindre que les différences culturelles et religieuses, considérables entre peuples, finissent par créer un fossé incommensurable d'incompréhension entre eux, lequel alimentera à son tour le racisme et la xénophobie, bref toutes ces « haines au teint livide » qu'évoquait jadis le théologien Nicolas de Cuse. Le scénario est hélas bien rodé : il tient même de la mécanique quasi parfaite. Le risque majeur, sous-jacent à ces phénomènes migratoires, c'est celui du malaise identitaire, des tensions inter-ethniques et des revendications communautaires. Si le scénario le plus pessimiste se confirmait, les conflits qui en découleraient ne manqueraient pas de s'exacerber. La situation qui en résulterait alors finirait par poser un problème existentiel à des systèmes politiques démocratiques habitués à fonctionner sur le consensus ou supposant, en tout cas, un certain niveau de consensualité, de non-conflictualité. La perspective du conflit direct, immédiat et permanent, de surcroît « intra-muros » bref de la violence, leur posera un véritable défi. Ils ne pourront s'y adapter qu'en changeant leur manière d'être et d'agir, c'est-à-dire en se remettant en question et en embrayant sur de nouvelles pratiques. En un mot, il leur faudra évoluer vers une nouvelle idiosyncrasie politique. Mais alors, pourront-ils rester démocratiques ? C'est peut-être bien la seule interrogation qui vaille, aujourd'hui, la plus angoissante aussi.

Au final, et comme pour tirer un ultime enseignement, une conclusion opérationnelle à tout ce qui vient d'être dit, le moment est venu d'émettre une idée peut-être bien salutaire et qui, à ce titre, mériterait de faire son chemin dans les esprits. Au XXI^e siècle, la place et le rayonnement d'un pays, son poids et son influence dans le monde, en un mot sa puissance, seront largement dépendants de sa capacité à se préserver du mieux possible des flux migratoires les plus problématiques, c'est-à-dire ceux qui proviennent du Tiers-monde, qui sont provoqués par la pauvreté. Il s'agira, pour les pays qui aspireront à la puissance, d'éviter soigneusement l'immigration qui appauvrit et d'attirer au contraire l'immigration qui enrichit, celle qui drainera de la matière grise et des savoir-faire immédiatement exploitables, de nature à enrichir sur le champ le pays d'accueil, à lui apporter de la valeur ajoutée. À ce jeu-là, certains pays (dont la France) partent d'ores et déjà avec un handicap non négligeable, par rapport à d'autres. Dans ce contexte, la démographie et les flux migratoires vont profondément et durablement modifier la nature des rapports de forces sur la scène internationale. Ils vont changer la physionomie de la puissance et, peut-être bien, jusqu'au regard qui sera porté sur

elle. C'est donc une géopolitique entièrement reconfigurée et, à bien des égards, totalement inédite qui devrait naître du grand bouleversement qui s'annonce, à l'échelle planétaire. Léon Trotsky avait dit un jour : « Celui qui aspire à une vie paisible s'est trompé en naissant au XX^e siècle ». Il y a fort à parier que la maxime sera encore plus valable pour celles et ceux qui naîtront au XXI^e siècle...

Christian SAVÈS

**EXTRAIT DE LA RÉSOLUTION SUR LA POLITIQUE COMMUNE D'INTÉGRATION
ADOPTÉE ET VOTÉE AU PARLEMENT EUROPÉEN LE 28 SEPTEMBRE 2006**

Le Parlement européen constate qu'en l'absence de politique européenne commune dans le domaine de l'immigration, les États membres abordent différemment le problème des centaines de milliers d'immigrants clandestins qui travaillent illégalement et sans protection sociale; estime, toutefois, que la régularisation en masse des immigrants clandestins n'est pas une solution à long terme car elle ne résout pas les problèmes qui sont à l'origine de cette situation;

- souligne que même lorsqu'elles sont prises en coopération avec des pays tiers, les mesures de lutte contre l'immigration clandestine et de renforcement des contrôles aux frontières extérieures doivent respecter les garanties et les droits fondamentaux de la personne tels qu'ils sont définis dans la Charte des droits fondamentaux de l'Union européenne et la Convention européenne de sauvegarde des droits de l'homme et des libertés fondamentales, et notamment le droit d'asile et le droit de non-refoulement;

- met en garde contre les dangers de l'externalisation de la gestion des frontières extérieures de l'Union et souhaite une meilleure coopération avec les pays d'origine et de transit, qui soit avant tout fondée sur le respect des droits fondamentaux, notamment des droits d'asile et de non-refoulement, et sur les intérêts partagés de l'Union et des pays d'origine et de transit,

- considère que l'Union doit avoir une approche transversale et que sa politique d'immigration doit prévoir non seulement le partenariat avec les pays tiers, le renforcement des frontières extérieures pour lutter contre la traite des êtres humains et une politique de retour équitable, mais doit en même temps ouvrir des canaux pour l'immigration légale, encourager l'intégration des migrants dans les sociétés d'accueil et permettre le co-développement des pays d'origine afin de répondre aux causes profondes des migrations;

- prie instamment la Commission de prendre, dans les plus brefs délais, une initiative afin qu'il soit procédé à la révision du règlement (CE) n° 343/2003, dit "Dublin II", en remettant en question le principe même de ce dernier, selon lequel l'État membre responsable de l'examen d'une demande d'asile est le premier État membre atteint par le demandeur, principe qui impose une charge intolérable aux pays du sud et de l'est de l'Union, et en instaurant un mécanisme équitable de partage des responsabilités entre les États membres;

- charge son Président de transmettre la présente résolution au Conseil et à la Commission, ainsi qu'aux gouvernements et aux parlements des États membres.

Le grand émoi

par Jean-Pierre PRÉVOST

N'ayez pas peur ! Engagez une politique d'approche fondée sur le respect, clé de l'intégration réussie.

Dans ce XXI^{ème} siècle angoissant qui s'est ouvert avec l'effondrement du World Trade Center, tout est sujet d'inquiétude : le terrorisme bien sûr, le réchauffement climatique dont on commence à mesurer les conséquences catastrophiques pour l'économie mondiale, la mal gouvernance de notre pays si lourdement endetté et la mondialisation perçue davantage comme une menace que comme une chance.

Face à un tel avenir, il n'est pas étonnant que les immigrés soient fatalement désignés comme les boucs émissaires d'une société si profondément déstabilisée. L'afflux des populations des pays pauvres vers les pays riches est un phénomène constant de l'histoire de l'humanité, constant et non maîtrisable ! L'Empire romain n'y a pas survécu. A contrario, les Etats-Unis d'Amérique ne seraient pas devenus la première puissance mondiale sans cet afflux d'immigrés affamés qui n'est pas encore tari à ce jour.

L'immigration est en effet un mouvement multiforme. Dangereuse s'il s'agit d'une invasion belliqueuse surtout si elle est le fait, comme au début de notre ère, de populations disposant d'une avance technique en matière d'armement, elle est bénéfique lorsqu'elle sert de réservoir de main-d'œuvre à des économies en voie d'expansion qui ne trouvent plus de bras pour les tâches les plus modestes. Bénéfique encore lorsqu'il s'agit d'une élite persécutée dans son pays d'origine, les protestants français après la révocation de l'édit de Nantes, les juifs allemands sous le nazisme, ou en quête d'excellence, les informaticiens indiens par exemple dans la Silicon Valley.

Comment expliquer dès lors cet émoi quasi général qui se manifeste actuellement dans notre pays, ce mouvement de rejet violent au moins verbalement venant même de personnes qui se réclament de familles d'esprit humanistes voire humanitaires ?

Honni soit l'étranger

Dans un pays centralisé, fermé sur lui-même, sur sa langue et sur sa culture, arrogant dit-on à l'extérieur, compact en quelque sorte, l'étranger a toujours eu mauvaise presse. La différence n'y est pas appréciée du plus grand nombre. On oppose aujourd'hui la façon dont naguère, Italiens, Polonais, Espagnols ont été accueillis et assimilés à la situation des nouveaux arrivants et on l'explique par le fait que ceux-là venaient de pays partageant notre belle civilisation judéo-chrétienne.

C'est oublier un peu rapidement à quel point les immigrés d'hier ont été mal reçus. Les descendants des « ritals » (titre d'un livre célèbre de Cavanna qui mérite la relecture), des « polaks » et de bien d'autres en ont souvent gardé, soigneusement enfouie, la mémoire. On oublie, plus proche encore le mauvais accueil réservé aux rapatriés d'Afrique du Nord (voire le numéro spécial de la revue *Autrement* à ce sujet). C'est oublier aussi que, depuis longtemps, les immigrés des anciennes colonies sont venus nombreux dans notre pays et que presque tous se sont « assimilés » aussi aisément que les autres, beaucoup d'entre eux occupant, malgré les discriminations tenant à la couleur de leur peau, des postes de responsabilité dans l'administration, les professions libérales ou les entreprises.

Plus encore, il a fallu pratiquement le succès du film « Indigènes » pour que la mémoire collective se réveille et que l'on reconnaisse que parmi le million et demi de soldats français morts pendant la guerre de 14-18, il y avait des centaines de milliers d'Africains et qu'il y en eut d'autres pendant la Seconde Guerre mondiale, et qui donnèrent leur vie pour la libération du sol national.

L'amalgame

Mais les faits ne résistent pas à l'irrationnel, semble-t-il, d'autant plus que le discours anti-immigrés est fortement structuré. Il amalgame, comme toujours lorsqu'il s'agit de propos racistes, car il s'agit bien de cela, même si c'est inconscient, lorsqu'on désigne le bouc émissaire selon la couleur de sa peau ou son origine ethnique (remarquez d'ailleurs que ceux qui tiennent ce discours en viennent toujours à dire à un moment donné : « mais je ne suis pas raciste » !), les arguments économiques, sociaux, culturels et les facteurs émotionnels.

Le fait que le terrorisme le plus menaçant actuellement soit celui d'organisations se réclamant d'un islamisme dévoyé rend désormais suspect aux yeux de beaucoup toute personne de religion musulmane. Et lorsque qu'il s'agit d'hommes ou de femmes de confession musulmane qui dénoncent les terroristes et les intégristes, comme on l'a vu récemment en Hollande, leur voisinage les repousse de peur de dommages collatéraux s'ils étaient la cible d'attentats !

Il a suffi que le Pape cite maladroitement les propos plus ou moins apocryphes d'un Empereur byzantin dont on oublie de dire qu'il était non seulement assiégé à Constantinople mais également, aussi bizarre que cela puisse paraître, le vassal du Sultan pour ses autres possessions et qu'il devait se rendre à ses convocations, pour que l'on y trouve la confirmation que la violence et la guerre étaient intrinsèques à l'Islam.

Et lorsque les banlieues s'enflamment, c'est bien entendu la faute aux immigrés (même si les jeunes interpellés sont français et souvent leurs parents aussi mais à partir de combien de générations les descendants de ces immigrés-là ne le seront-ils plus ?), comme si c'étaient eux qui étaient maîtres de l'urbanisme, de l'enseignement, de l'emploi et responsables de toutes les pratiques discriminatoires dont ils sont victimes.

Alors le discours vient nourrir cette peur, ce grand émoi qui se répand dans toute l'Europe avec des arguments rationnels. L'immigration devient par exemple responsable du chômage mais comment expliquer qu'en Grande-Bretagne, pays qui ouvre grande ses portes aux étrangers, le chômage soit moitié moindre que chez nous ? Et les Etats-Unis ont bien compris le profit à en tirer. Onze à douze millions de clandestins y résident et peuvent y travailler, exploités qu'ils sont par des employeurs sans scrupule.

Ou encore, on dira que les délinquants d'origine immigrée sont les plus nombreux dans les prisons. C'est vrai mais ce sont en règle générale des petits délinquants, rarement des assassins, des pédophiles ou des condamnés pour inceste qui font l'ordinaire des Cours d'assises de province. Et qu'est-ce que cela prouve sinon l'impéritie de notre politique. Quand vous entassez des populations pauvres, d'origines ethniques d'ailleurs variées, dans des cités-dortoirs mal sécurisées, mal desservies, aux établissements scolaires en forme de dépotoirs et surtout sous administrées à tous points de vue (comparez le pourcentage d'agents publics, toutes catégories confondues, par habitant dans les communes incriminées avec celui du 16ème arrondissement de Paris ou de Neuilly-sur-Seine, vous serez édifiés !), comment s'étonner que le pourcentage de délinquants soit ce qu'il est, surtout si l'on substitue à la police de proximité qui assiste autant qu'elle

réprime des « rambos » à qui on réclame du rendement et pour qui le délit de faciès est redevenu la règle !

De toute façon, tout groupe social à faibles revenus, à niveau éducatif peu élevé, sans emploi et composé surtout de jeunes est fatalement plus criminogène (en ce qui concerne au moins les petits délits) que la population d'un quartier de centre-ville ou d'une banlieue cossue où dominent les personnes âgées à hauts revenus. Il n'est pas besoin de grandes enquêtes sociologiques pour le comprendre !

Et enfin, l'argument religieux vient renforcer la démonstration. Il se décline en trois temps :

- les personnes qui ne viennent pas du monde judéo-chrétien ne partagent pas nos valeurs et ne sont donc pas facilement assimilables ;

- l'Islam est une religion de haine et de violence, on trouvera sans mal les citations qui conviennent dans le Coran qui, comme la Bible, est un fourre-tout de prescriptions contradictoires, et cela même si les grands empires musulmans en Europe et ailleurs se sont toujours montrés plus tolérants que les Etats chrétiens à l'égard des autres religions, croisades comprises et on passe sous silence le fait que le pays où s'est commis le plus grand crime contre l'humanité, l'extermination des juifs, était l'un des plus chrétiens d'Europe.

- Enfin, depuis les attentats du 11 septembre 2001, tout musulman est un terroriste qui s'ignore. Il doit à ce titre être suspecté, lui et sa descendance.

La boucle est ainsi bouclée et justifiée toute politique anti-immigrés. On ne sait pas d'ailleurs quelle politique mener, ce qui ajoute au désarroi et convient à nos démagogues. Les immigrés sont trop nombreux pour que l'on puisse les jeter à la mer et finalement déjà trop « intégrés » pour que l'on puisse aisément distinguer les bons et les mauvais d'autant plus que le flux des entrants allant en se réduisant et les naturalisations se multipliant, il s'agit statistiquement d'une espèce en voie d'extinction puisque les clandestins sont par nature non quantifiables !!

Le respect plutôt que la peur

Bien sûr, ce discours n'est pratiquement jamais, sauf à l'extrême droite, développé tel quel mais il s'infiltré sournoisement dans bien des propos y compris dans cette revue elle-même qui tient à rester aussi ouverte que possible. Il suffit de lire entre les lignes. Il est d'autant plus répandu qu'encore une fois personne ne dispose de solution toute faite. On sait bien qu'aucune muraille de Chine (l'histoire montre d'ailleurs que celle-ci a toujours été perméable aux invasions), nulle ligne Maginot n'empêchera des jeunes de pays pauvres en quête de travail d'escalader les barrières y compris au risque de leur vie. On voit bien également que la répression ne fait qu'augmenter la violence et que le conflit israélo-pales-

tinien continuera d'alimenter l'agitation tant qu'une solution durable qui passe par la reconnaissance de l'Etat palestinien ne sera pas trouvée.

Mais à partir du moment où la peur domine, comment fonder une politique raisonnable et juste. Car celle-ci commence par le respect de l'autre, de ce qu'il est, d'où il vient, de ce qu'il cherche. Le respect de la personne humaine, de toute personne humaine n'est-il pas au fondement de toutes les valeurs de notre civilisation ? A-t-on assez réfléchi en quoi consiste le respect face aux immigrés ? Ne suppose-t-il pas le refus de tout préjugé, de tout parti pris, de toute discrimination et ne commence-t-il pas tout simplement par la main tendue à l'autre ? On en est loin.

Si nous commençons par respecter l'étranger qui entre dans notre pays régulièrement : l'étudiant venu de loin mais livré à lui-même, qui doit pour commencer faire la queue dès le petit jour et pendant des heures aux portes des commissariats ou des préfectures pour obtenir le récépissé qui lui ouvrira les portes des administrations et lui évitera une garde à vue humiliante ; les personnes arrivées au titre du regroupement familial et qui ne sont pas guidées dans un monde qui leur est étranger et dont elles ne parlent pas la langue.

Si, jetant enfin un regard sur elles, nous tentions pour les aider à s'insérer dans notre société de comprendre d'où elles viennent, d'étudier leur histoire, leur civilisation, de découvrir par la même occasion de quelle richesse peut être leur apport à notre société.

Si l'administration, les services publics, l'éducation nationale surtout leur faisait une place. Sait-on que l'agrégation d'arabe a failli être supprimée sous la pression du corps enseignant malgré son ancienneté et la tradition française en la matière, le ministère tentant de se défausser sur les pays d'origine pour l'enseignement de leurs langues ?

Le respect, c'est la considération de l'autre, c'est la reconnaissance de sa valeur propre. Il suffit de dire cela pour condamner quasi-totalement près d'un demi-siècle de coopération avec l'Afrique, malgré toutes les bonnes volontés qui s'y sont dévouées. Sans aucun doute toute politique cohérente et équilibrée en matière d'immigration passe par des accords avec les pays d'origine, par une concertation d'égal à égal et non par une aide octroyée qui est presque toujours une aide gaspillée.

Le respect, c'est la réponse à la peur. Il est grand temps que les hommes et les femmes de bonne volonté se lèvent et, dénonçant ceux qui exploitent et nourrissent la peur rendent sa dignité à notre société tout entière.

Jean-Pierre PRÉVOST

L'Afrique, avenir de l'Europe

par Charles DELAMARE

L'Afrique va entrer profondément dans l'Europe. Cette dernière n'a pas d'autre choix que "d'européaniser les Africains".

Dans le rude et tonique brassage de la globalisation, un continent paraît oublié : l'Afrique. Pourtant ce n'est pas le moindre. Il couvre 23% des terres émergées. Sa population a longtemps stagné, avec une densité de sept personnes au kilomètre carré, pour des raisons climatiques, géographiques, sociologiques, historiques. Ce retard dans le peuplement est en voie d'être gaillardement rattrapé, en dépit du sida, de la désorganisation des Etats, de la piètre éducation des enfants.

L'Europe, séparée de ce continent par la Méditerranée depuis l'ère secondaire et par l'Islam depuis un peu plus d'un millénaire, a pourtant joué un rôle décisif dans l'évolution récente de celui-ci. Au cours de la conférence de Berlin (novembre 1884 à février 1885), quatorze Etats européens, démangés alors par le prurit colonial, déclarèrent que « le devoir des nations civilisées est d'intervenir dans le monde entier pour y promouvoir la défense des droits élémentaires de la personne humaine (déjà !) et hâter l'acheminement vers la civilisation des peuples primitifs ». Bonnes paroles, formulées de manière trop condescendantes pour être honnêtes ! Elles aboutirent, comme c'est souvent le cas à la suite d'aussi ronflantes déclarations, à des résultats pour le moins mitigés ! Chaque gouvernement européen, partant de son établissement sur la côte, déterminé par le hasard des embarquements d'esclaves en direction de l'Amérique, par les courants contraires, par les récifs meurtriers fut ainsi encouragé à remonter vers le centre sans se soucier des ethnies, des langues, des cultures, des sociétés. Que ne gémirions-nous pas si quelques bataillons de l'Empire du Mali s'étaient taillés un domaine propre sur la moitié de la Hollande, le quart de la Belgique, le Nord de la France, la Sarre et le Kent, en

imposant uniformément les lois de Kango Moussa et le mandingue, si harmonieux à l'avis des conquérants !

Responsabilité européenne

La responsabilité de l'Europe vis-à-vis de l'Afrique est indéniable. Son immixtion n'a pas eu que des conséquences négatives, mais même ce qu'il y a eu de plus positif, comme les apports de la médecine, entraînant l'explosion démographique, rend l'intervention des Blancs culpabilisante. L'erreur majeure vient de la Conférence de Berlin. A cette époque, l'Europe savait parler d'une seule voix ! Bien davantage que l'exercice assidu de la traite esclavagiste par les Arabes pendant mille ans, et par les Européens pendant cent ans, ce qui a entravé le développement du continent, c'est le découpage des peuples africains par des bouchers en redingote. Ils croyaient travailler une matière morte, objet passif de leurs rivalités dangereuses. D'autant plus nuisible fut leur action que leurs héritiers, à l'heure de l'indépendance, se coulèrent dans les structures administratives créées par les Blancs pour parfaire le dépeçage de leurs vieilles sociétés, en prétendant imiter le modèle de la nation occidentale. La contradiction entre la réalité sociologique et l'artificialité bureaucratique aboutit, la plupart du temps, à la domination d'une ethnie sur les autres, à la tyrannie, à la corruption clanique, au gaspillage économique. Après des efforts intéressés, comme celui de la chiraquienne « Françafric », après cinquante années de déceptions (et de corruptions interethniques), l'Europe se détourne de ses voisins d'Outre-Mer, surtout de ceux d'outre-Sahara. Elle va chercher du pétrole à 2000 mètres sous l'océan plutôt que de rentrer dans les infinies palabres sous les baobabs et dans les arcanes des banques suisses. Qu'ils croupissent dans leurs truandages tropicaux, entend-on dire ! On n'investira plus chez eux, on n'essaiera plus de comprendre les multiples rébellions et les encore plus sauvages répressions qui se déroulent du Soudan à la Côte d'Ivoire en passant par le Congo et le Nigéria ! Quitte à s'indigner vertueusement, comme on le fait depuis peu de temps, lorsque les Chinois viennent occuper les places libres en promettant de se conduire de manière moins hautaine que leurs blanchâtres prédécesseurs. Et les exportations de l'Afrique vers la Chine sont passées de 3 milliards de dollars en 1995 à 32 milliards en 2005 ! La jalousie qui pointe n'entraîne pas une modification des intentions à l'égard des hommes envers lesquels la confiance a disparu. Riant sous cape, on souhaite bien du plaisir aux stratèges de Beijing !

L'Afrique, malgré son discrédit, ne se laissera pas oublier pour autant, quoiqu'on dise et quoiqu'on fasse. La globalisation qui laisserait de côté un quart du globe ne serait qu'une baudruche. Les habitants de ce continent, comme

ceux d'autres rivages, ont absorbé dans leurs têtes les rêves de la mondialisation. Ils traverseront la mer par tous les moyens. Pour limiter les effets d'un tsunami humain, il faudra bien amener l'Afrique à s'engager dans les joies et les douleurs de la vie moderne.

Menace

Cela signifie que l'Union européenne ne pourra pas se cantonner longtemps dans son indifférence. Sa passivité à l'égard de l'immigration du Sud, contrastant avec la sévérité de ses Etats contre celle de l'Est, son incapacité à définir (sans encore parler d'adopter) une attitude commune dans des nations, qui, dans la Communauté, se sont donné mutuellement les clés de leurs portes, confine à la bêtise. La dissemblance, dans cet espace unifié, entre les réglementations n'échappe pas aux aspirants clandestins, aux trafiquants de viande humaine, aux fanatiques religieux ou aux terroristes bricoleurs. Si les imbrications mafieuses prospèrent - et elles prospéreront -, il est indispensable de traiter les problèmes (c'est un petit mot) qui étouffent le continent le plus largement voisin du nôtre. En vue de mettre en place des solutions grâce auxquelles l'avenir des Africains ne sera plus menaçant ni pour eux, ni pour nous.

Menaçant ? Oui, car la démographie est la première cause d'une immigration forcée et forcenée vers l'Union européenne. Elle n'en est qu'à ses débuts. D'ici vingt ans les 750 millions d'hommes de l'autre côté de la Méditerranée auront doublé leur nombre, pas leur richesse, qui n'est pourtant pas insolente ! Les bonnes âmes, chez nous, qui ont encouragé la francophonie dans le secret dessein de se faire aussi grosse que le bœuf allemand ou que l'éléphant américain seront les premières à répudier leur engagement quand elles verront les « favelas » à la brésilienne s'installer, puis s'élargir à Saint-Cloud, à Sceaux, à Lille, à Bordeaux, etc., pour abriter six à huit millions de Bambaras, de Congolais, de Chaouias ou de Maliens, qui vont tout naturellement se fixer dans un pays dont la République s'est donné tant de mal à leur apprendre la langue. « Que ne leur a-t-on enseigné l'anglais ! » s'exclameront alors les « francophones » (peut-être).

Le flux de l'immigration africaine ne se calmera pas de lui-même à la différence de celui de l'Europe orientale, qui est actuellement plus puissant. Ce dernier n'est pas soutenu par la pression démographique, d'une part, et l'entrée dans l'Union produira un rapprochement sensible avec le niveau de vie de celle-ci, d'autre part. Ce sera le contraire pour l'Afrique. Vis-à-vis de cette dernière, le dilemme est le suivant. Ou bien l'Union ne prend aucune initiative et laisse le destin s'accomplir. Ou bien elle applique une politique de bon

voisinage, assez musclée pour être efficace. Elle prend alors les moyens qui seront substantiels pour ancrer le continent dans la modernité, tout en respectant son identité propre.

Si l'on suit la première voie, si l'on continue de se détourner de l'Afrique, ses maux se multiplieront. Leurs suites se répercuteront sur notre rivage : épidémies, terrorisme, fuites éperdues hors de ce foyer de malheurs. L'immigration des Africains, qu'ils soient blancs ou noirs, se déroulera aussi irrésistiblement que l'a été la conquête de l'Ouest. Poussés par les mêmes motivations, des jeunes hommes intrépides débarquent aujourd'hui aux Canaries ou à Lampedusa. Au même moment, à l'autre extrémité de la terre, 200 millions de paysans de l'intérieur foncent vers les provinces littorales de la Chine. Ces malheureux « mingongs », mal nourris, mal payés, mal considérés, surexploités, apportent leur force de travail aux industries exportatrices. Grâce à cette armée de réserve du capitalisme rouge, les exportateurs jaunes écrasent leurs concurrents blancs. Leurs prix sont imbattables, parce qu'ils sont établis sur les salaires de ces « mingongs ». Les masses africaines apporteront le même atout stratégique aux producteurs européens, comme le font les Mexicains aux Etats-Unis. C'est pourquoi les mesures de préférence nationales sont mal accueillies. C'est pourquoi l'Europe est si molle. Demandez à Franco Frattini, le Commissaire chargé de la justice à Bruxelles, de quels moyens il dispose pour faire face à l'invasion que subissent ses compatriotes de Lampedusa. Il vous répondra qu'il faut « améliorer l'échange et la coordination des formations disponibles ». Qu'ensuite, « il faut générer plus de solidarité entre Etats membres ». « Combien cela coûte-t-il », rétorquent alors les payeurs, l'Allemagne, les Pays-Bas, les Scandinaves. Ces stricts gérants des finances publiques ne comprennent pas, à la différence des jeunes aventuriers du Sénégal ou du Mali, que le clandestin qui a posé le pied sur une plage perdue de la Communauté se fait fort de circuler du Cap Matapan au Cap Nord, avec autant d'aisance qu'une cigogne. Quand un pays aussi organisé que les Etats-Unis tente de ralentir l'irruption des Mexicains, il se croit obligé d'édifier un mur de 1200 kilomètres ! Comment l'Union européenne, incapable d'adopter des réglementations simples, incapable même de faire prendre conscience des dangers de l'hostilité aux étrangers, à tous ses membres, pourra-t-elle endiguer le flot des populations démunies ? Les clandestins deviendront de plus en plus visibles, poussés en cela par leurs manipulateurs trotskystes, tandis que les bénéfices de leur exploitation resteront dissimulés dans les bilans de leurs employeurs ? Les travailleurs à bas coût stimulent la consommation, en abaissant les prix de revient. Mais ils s'incrument, ces damnés de la terre ! Ils colonisent des quartiers, des villes, des provinces. Leur établissement modifie les us et coutumes. A plus long terme, l'irrésistible métissage biologique perpétuera dans les gènes la modification culturelle.

Le modèle brésilien : la France de demain

D'ici vingt ans, la France ressemblera de plus en plus au Brésil et à sa société multiraciale... si tout se passe bien. Parce que les invasions de tribus, venues d'ailleurs, provoquent, selon l'expérience historique, des réactions qui sont loin d'être douces : massacres, exclusion, racisme, guerres civiles sont inscrites au programme. Le capitalisme international n'est pas armé pour maîtriser ces possibles soubresauts. Pour lui, le salut est dans la fuite. D'autres instances auront à traiter les conséquences humaines de l'évolution économique, qui est globalement positive. On mesurera alors la nocivité du référendum français, instauré pour ravigoter un pouvoir présidentiel branlant, et qui aboutit aujourd'hui à priver de moyens d'action 450 et bientôt 480 millions d'Européens ! Malgré ce lourd handicap, il faudra bien que l'Union européenne brise avec les réflexes millénaires de l'Afrique, qu'elle encourage les nations qui la constituent à se débarrasser de leurs haines tribales, de leurs relents nationalistes¹. Elle se doit d'initier, sans faiblesse, une autre approche des misères et tourments de l'immigration. Au lieu de détourner son attention des drames africains, elle adoptera envers eux l'attitude rationnelle et humaine qui prend sa source dans son inspiration fondamentale. Elle saisira à bras le corps le futur de l'Afrique, comme elle s'est employée à dissiper les rancœurs franco-allemandes, les remords espagnols ou demain les complexes des nations de l'Est. Elle fera alors également face aux peurs et aux périls de la globalisation. L'exercice est difficile. A la différence de la Chine, qui a su stopper la prolifération de sa population par des mesures dictatoriales, et qui en recueille aujourd'hui les fruits, l'Afrique, qu'elle soit blanche ou noire, ne dispose pas d'un pouvoir aussi résolu que le Parti communiste chinois. Il a maté les réflexes de la reproduction, profondément ancrés dans la tradition confucéenne. Au contraire, l'Islam et la polygamie, qu'il soutient, poussent à la procréation, sans souci de l'équilibre des ressources alimentaires. Les Occidentaux s'apitoient ensuite, à la télévision, sur les images de ces enfants décharnés, qui ont été mis au monde sous le slogan « Dieu y pourvoira ». L'inspiration d'Abraham dans le contexte de Fleming ! De là ces taux d'accroissement de 2 à 3%, démographiques et démagogiques.

On peut, on doit le répéter aux Africains. Mais ce sont eux, et eux seuls, qui auront à prendre conscience de la nécessité de procéder à ces manœuvres de prévention des naissances (et du sida) auxquelles se livrent les Occidentaux, sans peur ni honte. Qui veut atteindre leur niveau de vie doit réduire celui de la production de la vie. Tout le monde développé sait cela, du Japon au Québec. Les interventions dans l'économie, moins choquantes pour les men-

¹ Comme elle l'a fait elle-même depuis la déclaration de Robert Schuman.

talités, se doivent aussi d'éviter le soupçon, indéfiniment ressassé, d'être dictées par un colonialisme invétéré. L'aide financière, si elle est décidée, un jour, par ces rapiats d'Européens, ne pourra pas être accordée et distribuée autrement qu'au vu et au su des peuples africains. Il est impensable de paraître ressusciter le rapport maître à esclave. Si elle est répartie et surveillée par la communauté des Etats africains, flanqués, pour la bonne règle, par les représentants des donateurs, elle pourra être acceptée. Le plus important serait de transmettre le savoir, les méthodes, les clés de la productivité, à des jeunes cadres, désireux d'accéder enfin à la modernité. Cet effort d'instruction ne s'effectuera pas dans les universités européennes, où les talents africains apprennent si bien la leçon de l'Occident qu'ils ne veulent plus quitter celui-ci. On les comprend dans l'état médiéval où se trouvent leurs sociétés ! C'est sur place qu'il faut transmettre le savoir moderne. Au Caire, à Kinshasa, à Pretoria... Pas à la manière des instituts culturels, charmant les vieilles dames et les jeunes désœuvrés. Cela coûtera beaucoup plus cher, si l'on met en place un vrai magistère, adapté à chaque région particulière, mais c'est cela qui sera utile !

C'est l'égalité entre obligés, confortablement ingrats, et leurs bienfaiteurs, compréhensiblement grognons, qui a donné son originalité, sa justesse et son efficacité au Plan Marshall. Cette mission historique serait dévolue à la confédération des Etats, inspirée de l'Union européenne, que le Président Wade appelait de ses vœux dans le dernier numéro de *France-Forum*. Si cette « Union africaine » ne se met pas en marche, peut-on espérer que l'Union européenne pourra persévérer dans son être ? Elle subirait trop intensément le contrecoup des déchirements du continent voisin, même si elle tente de se claquemurer dans son indifférence, teintée de mépris.

Les immigrants ne sont pas nos ennemis. Déjà, une bonne partie des enfants et des personnes âgées est confiée à de douces mains africaines. Les restaurants, même étoilés, soutiennent leur réputation grâce à des assistants venus de l'Equateur. Sans parler de nos hôpitaux, de nos services de nettoyage, de nos chantiers de construction. Partout, les immigrants démontrent leur valeur, leur savoir-faire, leur zèle au travail. Mais ils continuent à se heurter à une profonde méfiance à l'intérieur de la société civile. Il reste nécessaire de développer par l'éducation et la discussion ce que Senghor appelait « un racisme antiraciste ». Certes l'immigration trop massive ne sera pas tolérée très longtemps. On vient de le voir en Grande-Bretagne, où l'irruption en deux ans de travailleurs polonais, dix fois plus nombreux que prévu, entraîne des mesures restrictives pour les prochains entrants dans l'Union. La mise en valeur, au bénéfice de leurs habitants, des immenses terres d'Afrique, nécessite des

investissements lourds et longs. Ce continent, beaucoup plus grand et riche potentiellement que l'Europe, défavorisé autrefois par le climat, verra au XXI^e siècle ses dons s'épanouir s'ils sont traités avec les moyens modernes. *Le premier de ces moyens est l'esprit, le deuxième est l'esprit et le troisième aussi.*

Cet effort immense apparaît réalisable si un nouvel d'Ataturk bouleverse les vieilles structures de clans, de tribus et de préjugés. C'est la seule voie possible et souhaitable. Elle requiert autre chose que de bonnes et doucereuses paroles. Avec la collaboration active des Africains, ce nouvel état d'esprit permettra de dégager la meilleure branche de l'alternative à l'immigration, c'est-à-dire à la fuite de sa patrie. Ces flux de population se dirigeront alors vers l'intérieur, vers une Afrique méritant d'être mise en valeur par ses propres enfants.

Si l'Afrique est l'avenir de l'Europe, c'est parce que l'Europe est l'avenir de l'Afrique.

Charles DELAMARE

MALTHUS

"L'émigration est absolument insuffisante pour faire place à une population qui croît sans limite. Mais envisagée comme un expédient partiel et à temps, propre à étendre la civilisation et la culture sur la face de la terre, l'émigration paraît utile et convenable. Et si, d'un côté, on ne peut démontrer que les gouvernements sont tenus de l'encourager de manière active ; de l'autre, c'est non seulement de leur part une criante injustice, mais encore une mesure fort impolitique, de la défendre ou de la prévenir "

Essai sur le principe de la population - Livre III - ch.V

Lettre de la Mer Noire

par Jean-Marie DAILLET

L'Afrique va entrer profondément dans l'Europe. Cette dernière n'a pas d'autre choix que "d'européaniser les Africains".

Istanbul, 16 septembre

La Mer Noire me fascine depuis les années 30. Parmi des propos de table voués, moins de quinze ans après ce que l'on avait appelé la victoire de 1918, à l'évocation de la Grande Guerre et à l'avènement récent d'Adolf Hitler à la tête de l'Allemagne, j'apprenais des noms de villes exotiques : mon père, après avoir combattu à Verdun, s'était porté volontaire pour l'Armée d'Orient et s'était retrouvé à Salonique, puis à Sofia, Bucarest, et finalement, en mai 1919, à Odessa (avec retour par « Constantinople »).

Je garde la lettre manuscrite de 13 pages adressée par le lieutenant Marius Daillet à ses parents, au retour de la mission qu'il avait conduite, avec une section automobile du Train des Equipages, à Odessa. Il s'agissait de rapatrier en France, via la Roumanie, pays allié, les derniers soldats français restés dans ce grand port d'Ukraine encore aux mains des « Blancs » alors que l'Armée rouge l'encerclait. Des Anglais, des Polonais, des Grecs, des Américains, troupes résiduelles que les Alliés occidentaux avaient trop longtemps laissées en appui des dernières unités russes anticommunistes, étaient hâtivement évacués par bateaux. Le commandement français s'était contenté d'une colonne de camions battant pavillon tricolore qui avait étonné maint village ukrainien, et enchanté les assiégeants bolcheviks, qui laissèrent passer le convoi au cri de « Vive la Commune de Paris ! ».

Le jeune chef de mission avait tôt fait de regrouper les quelques dizaines d'hommes à récupérer, mais il fut pris de court par l'insurrection, déclenchée en plein jour, des communistes locaux ayant donné le signal du dénouement par l'assassinat d'un malheureux passant dont la cervelle s'était épanchée sur un trot-

toir du centre-ville. Le général commandant la place avait, in extremis, avant de se faire tuer le lendemain au combat avec tout son état-major, demandé à mon père d'emmener son plus jeune officier, dont l'épouse polonaise était partie avec leur bébé par le dernier train. Anatoly Kotzowski, vêtu d'un uniforme français, gagna sans encombre la Dobroudja, où son sauveur lui souhaita bonne chance.

Au printemps 1934, à l'occasion d'un congrès national d'officiers de réserve, Marius Daillet, fondateur à Rennes d'une petite industrie mécanique, débarque avec femme et enfant à la gare d'Orsay, dans le vacarme et les fumées, délicieux aux oreilles et aux narines d'un garçon de quatre ans, des hallucinantes locos à vapeur du réseau Etat. Il hèle un taxi, le chauffeur parle avec un accent slave. « Russe ? » - « Ukrainien, Monsieur » - « Tiens ! J'étais à Odessa, en mai 19 » - « Ah, Monsieur, j'y ai été sauvé par un officier français ». - « Kotzowski ! - « Daillet ! »

Ce soir-là, je ne fus pas couché de bonne heure : avant de nous reconduire au Cercle militaire, le miraculé d'Odessa nous offrit à dîner dans son appartement de Boulogne, avenue Jean-Jaurès. Il lui avait fallu deux ans pour retrouver sa femme et sa fille, réfugiées à Paris. Inoubliable, ma première soirée slave, accompagnée de balalaïka. 72 ans plus tard, j'accomplis enfin mon pèlerinage sur les lieux d'événements dramatiques encore plus mémorables pour mon père que les périlleux ravitaillements qu'il avait effectués pendant des mois, sous bombardement diurne et nocturne, des forts de Douaumont, Vaux, et la Pompelle, pare-choc contre pare-choc, sans éclairage, sur de mauvais chemins, future Voie sacrée.

Voilà ce que c'est qu'être le fils d'un couple issu d'une guerre mondiale : si pudique qu'ait été Marius le Taciturne, comme nombre d'anciens combattants sidérés d'avoir survécu au massacre, on est, dès l'enfance, imprégné d'une histoire personnelle et collective obsédante, envahissante, qui a produit des millions de victimes : tués civils et militaires, prisonniers, blessés, disparus, déportés, torturés, persécutés, veuves, orphelins. Ma grand-mère maternelle, tout de noir vêtue depuis que, le 5 mars 1915, son fils Jules Plenel, reçu deuxième à l'agrégation des Lettres en 1912, avait été enseveli à Mesnil-lès-Hurlus, village de Champagne à jamais effacé de la carte, pleurait souvent le soir, en compagnie de voisines elles aussi endeuillées par la perte d'un, deux et même trois fils. Elle me racontait l'enfance qu'elle avait vécue lors de la guerre de 70, et ce que sa propre grand-mère lui rapportait de la Révolution, de la Terreur, de la Chouannerie, de l'Empire. Ainsi, dans une famille bretonne, trois générations auront suffi à conserver, en tradition orale, des souvenirs précis de deux siècles de tourments vécus par le peuple français. Il aura fallu après la victoi-

re sur le nazisme, près d'un demi-siècle d'innovations efficaces et patientes comme le Plan Marshall, l'Alliance atlantique, la construction de l'Europe communautaire, puis la fin de l'Union soviétique en 1991, pour que nous respirions enfin une atmosphère de paix européenne durable, où la personne humaine puisse vivre sans l'angoisse qui nous avait hantés si longtemps que nous nous étions accoutumés à soumettre nos vies personnelles, familiales, professionnelles, à la primauté de la menace extérieure. Mon père était marqué par l'aventure balkanique, qui avait inspiré à son camarade Roger Vercelet un beau roman, *Capitaine Conan*, prix Goncourt 1934, mais ce patriote ne pouvait demeurer passif devant la montée des périls. Après sa mort en janvier 1944, nous apprendrons qu'en silence, il avait participé à la Résistance (réseau Honneur, et Patrie, dont un seul membre revint de déportation).

Ce soir, le fracas des armes, les errances et les souffrances, semblent révolus. La mondialisation dévalue l'exotisme. Nous contemplons à la nuit tombante la Corne d'Or et le Bosphore, du haut de l'hôtel Marmara, dont la terrasse domine le mieux, à perte de vue, l'immense agglomération stambouliote : minarets, dômes, palais impériaux, rive européenne et rive asiatique, trafic incessant des ferries coupant la route des gros porteurs, souvent pétroliers, se croisant de fort près, non sans risques majeurs, dans le chenal relativement étroit entre les balises, montant vers la Mer Noire ou descendant vers les Dardanelles. Notre ami Ari, jeune commerçant juif parfaitement francophone, souligne qu'après des querelles millénaires, ce haut lieu du commerce maritime international offre le passage à tout navire gratuitement, à la différence de Suez et de Panama. « Chaque jour, que de millions de dollars manquent à la Turquie ! » Ville antique et moderne, Istanbul n'a plus grand'chose à voir avec les photos panoramiques en noir et blanc qu'avait rapportées mon père : aujourd'hui capitale économique eurasiatique bien organisée, hypercosmopolite, occidentale autant et plus qu'orientale. Dans les petites rues tortueuses de Galata, les restaurants, à tout-touche, offrent toutes les cuisines du monde à une jeunesse turque occidentalisée, comparable à celle du Quartier Latin. Après dîner, surprise d'un concert baroque en la grande église catholique St-Antoine, où se produit, au cours d'une semaine Bach, le très jeune claveciniste - organiste Benjamin Alard, titulaire de l'orgue de Saint-Louis-en-l'Île. La nef est comble, le public jeune et enthousiaste. Sur le parvis, qui s'ouvre sur l'avenue Istiqlal – les Champs Elysées d'Istanbul – on ne s'est pas privé de vider quelques verres de vin local, offerts par le curé, vieux prêtre alsacien.

Le tour des plus fameuses mosquées nous a confirmé que les milliers de touristes déversés chaque jour par d'énormes paquebots blancs submergent un maigre contingent de musulmans en prière. Apparemment, les femmes voi-

lées sont très minoritaires. Pas trace de fanatisme religieux, mais foule chantante des supporters à la sortie d'un match de foot au stade de Galatasaray. A Topkapi, après les curiosités antédiluviennes du harem, le plus intéressant est, de loin, la galerie de portraits des sultans, vieillards enturbannés à la mine peu avenante : on ne s'étonne pas de la décadence au XIX^e siècle de cet empire immense, gouverné par des hommes sans envergure ni connaissance de leur temps. La Sublime Porte était vermoulue, le Grand Turc moribond. Le coup de grâce, si l'on peut dire, ce fut leur choix de l'alliance avec l'Allemagne de Guillaume II, lequel rêvait d'un chemin de fer Berlin-Bagdad qui ne fut jamais réalisé. Le démantèlement en 1919 de l'empire ottoman, malgré la défense efficace des Dardanelles par l'armée turque, n'a pas fini de développer ses séquelles, et pour longtemps encore, au Proche-Orient et en Asie centrale. L'omniprésence dans l'imagerie populaire du père de la Turquie moderne, Mustapha Kemal Atatürk, prolonge l'ambiguïté de la démocratie formelle mais inachevée, incapable de renier le génocide arménien et d'accepter l'eupérisation pure et simple de la partie hellénisante de Chypre, une laïcité intégralement égalitaire pour toutes les confessions, etc. Sujets tabous...

18 septembre, en mer

Embarqués au quai Karaköy sur un petit paquebot français, *Le Levant*, de la Compagnie des Iles du Ponant, confortable yacht pour 80 passagers, aux formes aérodynamiques de canot de course, nous avons parcouru de nuit ce boulevard maritime scintillant qu'est le Bosphore, entre Europe et Asie, relié par deux gigantesques ponts suspendus, peu après le palais impérial de Dolmabahçé, rive occidentale, l'Académie militaire, rive orientale.

Et nous voici dans cette Mer Noire, qui fut « rouge » par domination de la flotte soviétique jusqu'à la fin de l'URSS, en décembre 91. Longeant la côte Nord de la Turquie, nous apprenons d'un conférencier américain, le géologue Fred Hiebert, que les eaux de cet ancien grand lac sont montées, en quelques millions d'années, de quelque deux cent mètres, ouvrant ainsi à la Méditerranée le bassin initial, dont l'ancien rivage constitue, tout autour du périmètre actuel, un plateau sous-marin. Du port de Bartın, nous allons voir la petite ville de Safranbolu, capitale mondiale du safran, au caravansérail immense et bien aménagé. Les touristes y ont remplacé, dans les écuries et autour des abreuvoirs, chevaux et dromadaires. Un barde au costume de fête multicolore nous chante à pleine voix, en s'occupant d'une mandoline obèse, des romances dont sa mimique suggère les feux de l'amour. Dans une boutique de souvenirs sans valeur, je découvre un masque africain de toute beauté, visage contemplatif de Joconde noire, et l'emporte pour vingt dollars : le Soudan, il y a un siècle, était colonie turque.

21 septembre, Yalta et Sébastopol

Au petit matin, après une traversée chaotique, une mer d'huile, miroir mollement concave et connexe en alternance, reflète le bleu pâle du ciel à l'approche d'une côte quasi-méditerranéenne. Une ville aux maisons blanches étagées à flanc de montagne, dans les conifères, avec un petit port de plaisance : Yalta. Sur le quai, un orphéon militaire nous offre une joyeuse aubade, financée par un tronc incontournable où l'on est invité à glisser du billet vert.

Quelques hôtels récents, barres de béton sans élégance, prouvent qu'à l'ère du néo-capitalisme, on ne lésine pas sur l'investissement touristique, et que puisque les palmiers sont rares, on en rajoute... en plastique multicolore !

Du moins le site de Livadia a-t-il été respecté, voire restauré pour que le visiteur puisse revivre dans le décor et les meubles d'origine la trop fameuse conférence de février 1945 entre Churchill, Roosevelt et Staline, dont les fauteuils sont étiquetés à leur nom. Là s'est joué, pour près d'un demi-siècle, le sort d'une Europe centrale et orientale cédée par un Roosevelt malade et un Churchill affaibli à un Staline goguenard. « Partage du monde » à la légère, avec renvoi par les Anglo-Américains de 2 800 000 Soviétiques réfugiés dans les territoires qu'ils occupaient, en Russie, où 800 000 furent exécutés sur le champ, et 1 500 000 déportés en Sibérie.

Churchill et Eden doivent tout de même être crédités d'y avoir arraché au maître du Kremlin pour la France, un siège permanent au Conseil de Sécurité de l'ONU ; cela perdue, pour préparer l'enregistrement de l'Europe continentale, si elle devient une entité politique officielle.

A l'étage, les appartements impériaux, qui avaient été pillés, semblent avoir été en partie reconstitués à l'identique. On s'émeut du piano blanc de la tsarine, restitué récemment par un particulier, et de nombreuses photos de famille Romanov. Je photographie l'une des moins connues : les deux plus jeunes grandes-duchesses, Marie et Anastasia, entourant leur précepteur français, René Gilliard, que mes parents avaient rencontré à l'occasion d'une conférence qu'il avait donnée à Nancy au début des années 20, peu après le meurtre de toute la famille à Iékatérinbourg en 1918. Autre image intéressante : la reine Victoria, « grand-mère de l'Europe », entourée de ses descendants, parmi lesquels on note la moustache en crocs et le sombre regard de son petit-fils Guillaume II, le catastrophique empereur d'Allemagne, principal fauteur de la Première Guerre mondiale...

A Sébastopol, naguère cité interdite en tant que base principale de la Flotte soviétique de la Mer Noire, l'amirauté russe d'aujourd'hui loue à l'Etat ukrainien une partie du port, mais où est la puissante force navale d'antan ? Un seul sous-marin nucléaire d'attaque est visible au mouillage, avec quelques modestes bâtiments de guerre, un navire-hôpital : presque rien. Mais à peine sommes-nous entrés au restaurant pour déjeuner brièvement que surgit une bondissante escouade de marins en uniformes de la Flotte russe, chanteurs, danseurs et instrumentistes virtuoses, aussi drôles que talentueux. On en oublie son assiette. Troupe qui, naturellement fait la quête et vend des disques.

Un immense panorama circulaire, admirablement réaliste, illustre les 350 jours du siège de Sébastopol pendant la guerre de Crimée, gagnée par les Anglo-Français, mieux armés et mieux commandés. Après quoi, nous allons voir le vallon légendaire, aujourd'hui verdoyant, couvert d'un vignoble producteur d'un vin râpeux, où eut lieu la fameuse charge de la brigade légère qui fit, le 20 octobre 1855, la gloire des 661 cavaliers anglais jetés contre l'artillerie russe par un chef imbécile. Ici, Lord Cardigan fit inutilement tuer 102, et blesser 127, de ces braves, sans compter 58 prisonniers. Tennyson a célébré le désastreux fait d'armes en vers anglais célèbres, et que j'ose traduire ainsi :

Canons sur leur droite,
Canons sur leur gauche,
Canons face à eux,
Et de plein fouet ils sont frappés,
Criblés de balles et d'obus,
Et pourtant tout droit ils chargent
Droit dans la gueule de la Mort,
Droit dans la gueule de l'Enfer,
Oui, tout droit, les six cents.

Emergent à peine des vignes trois petits monuments nationaux. A pied nous marchons jusqu'au mémorial anglais. Je ramasse un caillou du champ de bataille de Balaclava, il y a 151 ans.

Balaclava, c'est aussi, aujourd'hui, un joli port de plaisance très touristique, aux maisons pimpantes – après avoir été une base de sous-marins nucléaires soviétiques, taillée en tunnel dans le roc : on en voit encore l'entrée, béante, à un jet de pierre.

Finalement, cette artillerie russe de 1855, vers laquelle Cardigan avait si étourdiment lancé sa brigade légère, n'était meurtrière qu'à faible distance. Son manque de portée fut d'ailleurs l'une des causes immédiates de la défaite russe, quelques mois plus tard. L'incroyable est que, 50 ans après ce revers,

l'état-major impérial n'en ait pas tiré la leçon, élémentaire : les canons de l'amiral Rodjestvensky avaient une portée bien moindre que celle des canons de son adversaire japonais, l'amiral Togo, qui, à Tsoushima, le 27 mai 1905, coula comme à l'exercice 35 des 38 navires de l'escadre russe, dont ne réchappèrent qu'un croiseur et deux torpilleurs ! Conséquences géostratégiques : prélude à la chute de l'Empire tsariste, et commencement de la fin de la suprématie occidentale en Asie du Sud-Est. Dans l'immédiat : entre autres manifestations populaires, la mutinerie, devant Odessa, de l'équipage du cuirassé Potemkine, dont 50 hommes tuent 7 officiers et 30 matelots loyalistes, en dit long sur l'impéritie des tsars. Nicolas Ier en mourut, et ses successeurs ne modernisèrent pas les armées dont on constatera le piètre état en 1914. C'est Nicolas II qui paiera le prix d'une aussi grave et chronique incurie, et avec lui tous les siens, tout le peuple russe et toutes les victimes du léninisme international...

22 septembre, Odessa

Le Levant accoste devant une très moderne gare maritime, juste au pied du célèbre escalier monumental qu'Eisenstein, dans *Le Cuirassé Potemkine* (1925), fait spectaculairement descendre par un landau d'enfant échappé à une maman blessée. La guide nous affirme que ce morceau de bravoure est purement imaginaire, pour faire joli dans un film-culte à la gloire des héros léninistes. Bon. Ce qui m'intéresse, moi, c'est retrouver l'hôtel Bristol où a, quelques jours logé mon père en 1919. Eh bien, me dit la guide, c'est tout simple : en haut, justement, du grand escalier. Un bel immeuble, en quart de cercle, à deux étages, et qui aujourd'hui n'est plus hôtel, mais restaurant, rebaptisé « Boulevard », et qui a gardé une décoration et une publicité très 1900, illustré de photos sépia de pulpeuses jeunes femmes d'époque. J'ai peine à imaginer - en cet endroit aujourd'hui très touristique, environné de casinos à presque toutes les portes - l'état de siège, les combats désespérés de la garnison blanche, les atrocités immédiates. Cette histoire n'a pas encore été écrite à ma connaissance. A deux pas, on montre un autre ancien hôtel, où, dès la chute de la ville, fut installé le soviet municipal. Une élégante promenade couverte de tilleuls - la ville a été créée par un duc de Richelieu au service du tsar, au début du XIX^e siècle -, conduit à la banque d'Etat, d'où l'on gagne aisément le musée des Beaux-Arts et l'Opéra, superbe, en phase finale de longue restauration. Ce vendredi, c'est jour de mariages, et de nombreux couples déambulent là, entre Opéra et Musée archéologique, en tenues de cérémonie très soignées : robes blanches brodées en corolle, habits noirs classiques. Plusieurs ont loué une limousine Lincoln noire ou blanche, modèle super-long car telle est la mode, ici : on se veut, surtout si l'on est tout jeune, extravagant à l'américaine, d'où le succès de ces voitures, plus voyantes enco-

re qu'à New York. Au milieu de ce luxe tapageur, un jeune violoneux, essaie, sans succès, de recueillir quelques centimes de hryvnia. Selon les statistiques de l'ONU, 40% de la population ukrainienne vivaient encore sous le seuil de pauvreté. Odessa, belle ville aux larges avenues, et où vivent aujourd'hui plus d'un million d'Ukrainiens, affiche une croissance réelle, un trafic portuaire en progrès, un appétit voyant de modernité occidentale. Elle est la brillante façade d'une nation qui peine à guérir quelques maladies redoutables, dont Tchernobyl est la plus connue. L'inflation et le chômage reculent, le tourisme attire déjà quelques 7 millions de visiteurs, chiffres en progrès chaque année. La Russie digère mal cette indépendance, et pleure la perte de la Crimée. Peut-elle se consoler avec Sotchi ?

Odessa espère l'adhésion de l'Ukraine à l'Union européenne, conclusion certaine, à terme, de ses malheurs. L'ami Kotzowski avait applaudi à la prise de la ville par les Allemands et les Roumains, en 1941... La tragédie impériale appartient, après tant de bouleversements, à une lointaine histoire. La Sainte Russie orthodoxe a canonisé Nicolas II, dont l'effigie auréolée en mosaïque resplendissait juste derrière la chorale qui chantait si magnifiquement, ce matin, dans la crypte d'une église.

23 septembre, Constantza-la-Romaine

Roumania, Romania : ici l'héritage romain est omniprésent. On est latin depuis la conquête de Trajan et Constantin, empereur d'Orient et d'Occident qui a légué son nom à ce très grand port pétrolier et gazier, de taille et d'activité comparables à celles de Marseille. Devant l'ancien hôtel de ville, musée archéologique plein de sculptures antiques parmi les plus belles de l'Empire, se dresse la statue d'Ovide, poète qui y fut exilé en l'an 9, pour des raisons mal connues. Le plus latin, au sortir du riche musée naval où s'aligne une collection d'ancres primitives en fer battu, c'est une allée de stèles aux messages touchants : « Moi, Caius Julius, édile de cette ville, je célèbre ma chère épouse Tullia, mère de nos quatre enfants. Voyageur, pense au temps qui s'écoule et, surtout, porte-toi bien ». Merci, Caius.

Le cercle militaire, construit vers 1900, avait chaleureusement accueilli mon père : il héberge aujourd'hui les officiers d'une flotte qui aligne quelques frégates relativement modernes et un beau voilier-école qui, chaque année, défile de Rouen au Havre parmi les vieux gréements du monde entier.

J'ai en tête les *Sonates roumaines pour violon et piano*, de Georges Enesco, que j'ai entendues en 1953 à la salle Gaveau, jouées en présence du maître par Yehudi Menuhin et sa sœur Hephzibah, couple magnifique d'artistes chaleu-

reux. La Roumanie, de vicissitudes en tragédies politiques, a vu s'exiler en France plusieurs générations de personnalités attachantes, et qui ont apporté beaucoup à la culture française. Je pense à Ionesco, humaniste et généreux, et à Gérard Stephanesco, petit-fils du fondateur de l'Opéra de Bucarest, producteur des émissions télévisées *Chrétiens d'Orient* et dont le testament amical fut de nous guider, ma femme et moi, en 2004, à travers les plus beaux monastères orthodoxes de Roumanie, après audience du Patriarche Théoctiste, que j'avais rencontré au Vatican, en 2002, lors d'une canonisation.

Inoubliable est pour moi le voyage impromptu que j'effectuai, pour ainsi dire en avion-stop, le 27 décembre 1989, immédiatement après la chute et la mort du couple Ceaucescu, dans les rues enneigées et ensanglantées de Bucarest. La Roumanie nouvelle entre enfin dans l'Union européenne le 1er janvier 2007. Ainsi peut-on espérer que s'achèvent enfin ses épreuves.

24 septembre : Nessebar, Bulgarie

Bulgarie chérie ! Appelé par le Président de la République, François Mitterrand, qui m'offrait une ambassade, j'avais choisi ce pays où mon père avait été stupéfait d'être accueilli très amicalement, et en langue française, après l'armistice de fin septembre 1918 et l'abdication du roi Ferdinand, et surtout de sanglants combats sur le Vardar. Comme ses jeunes camarades, qui s'attendaient à une occupation difficile de ce pays allié de l'Allemagne, il avait été agréablement surpris d'être aussi bien reçu. Explication : « Notre roi s'est un peu trompé : il nous a embarqués avec les Allemands et les Turcs, alors que nous aimons les Russes et les Français ». J'ai la photo de l'événement, petite image sépia aux larges bords, où Marius Daillet a écrit, en marge : « Stroumitza, Bulgarie, 19.10.18 ». 75 ans jour pour jour après cet événement, j'avais accueilli en qualité de représentant de la France une frégate de notre marine dans le port de Varna. Stroumitza est aujourd'hui en Macédoine. Les frontières, si souvent modifiées au cœur des Balkans, seront-elles, demain, des obstacles, ou des points de libre passage, après intégration de la Bulgarie comme de la Roumanie, puis, inévitablement, des Croates, des Serbes, des Monténégrins, des Albanais, des Kossovars, des Macédoniens ? L'exemple, réussi, de l'intégration des Slovènes annonce ce nouvel, et définitif, élargissement. A Mme Kounéva, future commissaire bulgare au sein de la Commission européenne, je dis : « Bienvenue au club, où la Bulgarie a désormais un avenir à la mesure de son très haut niveau culturel, scientifique et technique ». On ne sait pas assez, en France, que la dernière dictée internationale de Bernard Pivot, au siège de l'ONU, avait vu gagner trois Bulgares sur cinq lauréats, dont le premier... Et se souvient-on de Boris Christoff, successeur de Chaliapine à l'Opéra de Paris dans le rôle de *Boris Goudounov*, et décédé

juste au moment où j'arrivais à mon poste, à Sofia, ce qui retarda d'une semaine la présentation de mes lettres de créances au Président Jélev ?

Aujourd'hui, Nessebar, sorte de petit Saint-Malo byzantin, est la proie des touristes. J'y achète, chez un brocanteur, une boussole de sous-marinier allemand marquée U235. Voir et revoir *Das Boot*, admirable film décrivant les angoisses de l'équipage d'un sous-marin envoyé dans l'Atlantique par l'amiral Doenitz. J'achète aussi, pour un plaisantin qui reste sceptique sur l'avenir bulgare, un *tee-shirt* marqué, en lettres flamboyantes sur fond noir, *KGB still watching you*. Allons ! La Bulgarie, le même jour que la Roumanie, adhère à l'Union européenne. J'adresse à Jéliou Jélev, ancien président de la République, et à Siméon de Saxe-Cobourg-Gotha, ancien Premier ministre, deux grands démocrates dont j'ai apprécié les efforts pour adapter la Bulgarie à l'Europe telle qu'elle est aujourd'hui, mes vœux de « joyeuse entrée », comme disent les Belges, dans une organisation européenne dont, par conviction, ces hommes d'Etat étaient, par avance, membres de désir. Les Roumains et les Bulgares, qui ensemble vont construire un grand pont sur le Danube, à Vidin, savent qu'ils n'ont d'autre avenir qu'euro péen.

Ainsi se termine un pèlerinage sentimental de dix jours, rêvé depuis trois quarts de siècle. Témoin des méandres accidentés du long fleuve européen qui se jette dans la Mer Noire, je me réjouis de son épanouissement en delta, lettre grecque, triangle d'or.

Jean-Marie DAILLET

La chronique des lettres

par Philippe SÉNART

- *Les mémoires de Maurice Druon*
- *Le Journal de Roger Bésus*
- *Persigny devant le Grand Juge*

M. Maurice Druon a commencé par planter dans ses Mémoires dont le premier tome vient de paraître ¹, un arbre généalogique à l'opulente frondaison. Elle recouvre, de la steppe sibérienne à la forêt amazonienne, la moitié du monde. Sur ce territoire comme sur l'empire de Charles-Quint, le soleil ne se couche jamais.

Les ancêtres maternels de M. Druon, tels ceux chantés par Heredia, sont venus « de Palos, de Moguer, routiers et capitaines », gentils hommes d'aventures dit-il, aborder aux rives de l'Amérique du Sud. Leur descendant, Odorico Mendes, est au XIX^e siècle un personnage important. Humaniste, traducteur d'Homère et de Virgile, homme public, il est l'ami de l'empereur du Brésil, don Pedro 1^{er}. Il a son monument sur la place d'une grande ville. Une plaque y a été apposée pour commémorer la visite de M. Druon au cours de l'un de ses voyages. La fille d'Odorico s'amouracha, comme dans un roman, de son précepteur, Antoine Cros. Médecins, peintres, poètes, inventeurs, les frères Cros, Antoine, Charles, Henri sont célèbres. Des marchands d'idées, on les appellerait dans le pays de Narbonne d'où ils sont sortis, des *ideious*. Antoine, le mari de Leonille Odorico, s'était de surcroît inventé un trône, celui d'Araucanie dont Jean Raspail a écrit le roman. M. Maurice Druon

est, selon l'expression de Gobineau, un fils de roi. Il manquait à cette famille (royale, au moins en talents), le seul dont M. Druon se déclare dépourvu. Un vent des Flandres lui a apporté par le mariage de sa grand-mère avec un autre « inventeur », issu, lui, d'une lignée de compositeurs, un grand air de musique.

Mais, c'est un autre vent soufflant en tempête de l'autre côté du monde, par delà l'Oural, du fin fond de l'empire Khazar qui est venu déposer sur le produit bâtard de l'Amazonie et de la Septimanie, la mystérieuse graine de la littérature d'où sont sortis Joseph Kessel et son neveu, Maurice Druon. C'est un roman russe. Il a commencé à Montpellier où la fille d'un riche négociant juif d'Orenbourg en Sibérie, étudiante en médecine, s'éprend à son chevet d'un autre étudiant en médecine, son compatriote, Samuel Kessel. On rêve dans ce roman de Paris, comme on rêve de Moscou dans les pièces de Tchekov. Les grands-parents paternels de M. Maurice Druon, Raïssa Antonovna Lerk et Samuel Kessel n'ont cessé de sillonner l'Europe dans un vagabondage fiévreux à la poursuite de leur rêve.

Il y a beaucoup de romans dans la vie antérieure de M. Maurice Druon, qu'il nomme son « en-deça ». Mais c'est par la comédie qu'il a été introduit dans ce qu'aurait pu être sa future vie. La rencontre de ses parents, l'arrière-petite-fille des navigateurs portugais et l'arrière-petit-fils des tribus khazars converties au jadaïsme a eu lieu au Conservatoire dramatique de Paris et c'est peut-être pourquoi M.

¹ *L'Aurore vient du fond du ciel*, éd. Plon/de Fallois.

Druon qui nous dit n'avoir jamais pu supporter d'entrer dans d'autres personnages que le sien n'a pas aimé une enfance où il semblait héréditairement voué au théâtre, alors surtout que la comédie a fini en tragédie, le suicide de son père. Placé par ses origines dans une croisée inextricable de destins, il a préféré les refuser tous. Il nous dit qu'il a voulu être son propre « géniteur », ne se tenir que de lui. Il n'est pas un héritier. « Je ne succède pas », déclare-t-il fièrement.

Pourtant, il a recueilli (à son insu) un héritage et c'est celui d'un étranger, « l'homme noble, loyal et fort », qui a épousé sa mère et dont un saint, saint Druon, illustre la famille au Moyen Age. Il porte sur lui la médaille de ce saint. Est-ce pour faire de la paix dans le sang tumultueux de ses ancêtres ? Toujours à la recherche d'ascendances, se détournant des siennes qui, exotiques et cosmopolites, ne lui ont procuré que de vaines ivresses, c'est dans le profond terroir français que M. Druon a choisi de planter un autre arbre généalogique, celui de son père adoptif. Etait-ce l'arbre de la sagesse, *prudentissima arbor* ?

Du village normand où Maurice Druon est né une seconde fois, un village comme les autres, avec église sur la place, le château, la mairie-école, le monument aux morts de la Grande guerre, il nous dit qu'il a beaucoup appris et, tout d'abord, l'attachement d'un fils de nomades à un sol. C'est un enfant non seulement bien implanté dans ce sol, mais aussi dans une lignée de bonne et ancienne bourgeoisie qu'un parcours classique a conduit à Paris, dans un grand lycée où il a fait ses humanités et à l'École des Sciences Politiques pour se préparer à servir l'Etat.

Mais, dans le sursaut d'un sang nourri de songes, M. Druon ne voulait être que « poète ». Cependant, la volonté de faire de l'ordre l'emporte en lui sur des rêveuses protestations. Son grand poète, c'est un héros du Pamasse, Henri de Régnier. Il a transmis le flambeau à Fernand Gregh dont M. Druon épousera la fille. Une autre lignée pouvait s'établir.

M. Maurice Druon, dans ce temps de troubles qu'est l'avant-guerre, semble être un jeune homme rangé. N'a-t-il pas mangé le fruit de l'arbre de la sagesse ! Mais pouvait-il échapper au dérangement général de cette époque. Les derniers chapitres de ces mémoires, *L'Aurore vient du fond du ciel*, ne sont qu'annonciateurs du crépuscule de l'Europe. C'est l'occupation de la Rhénanie par l'Allemagne, l'invasion de l'Autriche... Chaque fois, la III^e République, vivant dans une saison électorale permanente est impuissante (institutionnellement ?) à faire face à la montée des périls, et, aujourd'hui, M. Druon, déclare qu'il est partisan d'une « monarchie constitutionnelle ». Adieu à la Poésie. C'est en 1940, son dernier mot. Quel sens lui donner ? Quel avenir ouvre-t-il ?

*
* *

« Ma vie n'est pas une seule vie d'homme, elle est d'abord vie d'écrivain », a dit Roger Bésus. C'est pourquoi son *Journal* dont le septième et le huitième tomes viennent de paraître, et qui pèsera en poids de papier quand il aura été complètement publié autant que les dix-huit gros volumes de son œuvre romanesque, est, chez cet homme qui n'a vécu que pour écrire, un journal d'écrivain, je dirai

mieux, le journal d'une œuvre. « Je ne suis ni un mémorialiste, ni un diariste, dit Roger Bésus. Ces pages (de journal) n'ont de sens que liées à mes travaux d'imagination, elles les éclairent ». Les romans ne peuvent être lus sans le recours au Journal. Le Journal sans les romans manquerait d'intérêt. Ils forment ensemble un tout. Le dessein de totalité et d'unité qui est à la base de l'œuvre de Roger Bésus s'y accomplit.

*Les Visionnaires ne meurent jamais*² (tome VII du Journal) et *Un fragment d'éternité*³ (tome VIII) ont trait aux années 68-72 du dernier siècle. Dans ces années cruciales pour la France (la République des partis reprend le pouvoir après la mort de De Gaulle), Roger Bésus publie *Le Maître, Comprenne qui pourra, France-dernière*, il met en chantier *L'unique semence*. Ces livres inscrits dans ce qu'il a nommé « le triangle de la Politique de l'Histoire et de la Philosophie », marquent le sommet de son œuvre. Le personnage de Sommary, professeur de philosophie en Khâgne à Henri IV, y apparaît. Roger Bésus l'a envisagé d'abord dans sa relation avec ses élèves, puis il l'a érigé dans une chaire où son enseignement s'adresse à la société entière. De sa classe, puis de l'Institut créé à Cuxhaven dans l'estuaire de l'Elbe, à la limite de la terre et de la mer, sortiront, la philosophie au poing, ceux qui mettront le feu au monde moderne pour extraire de ses cendres un monde nouveau où tout ce que le monde moderne a renversé sera remis à sa juste place. « Le perspective d'avoir à me battre m'exalte », note Roger Bésus qui ne se sent à l'aise que dans la tempête.

Le peintre Ciry qui a fait son portrait, a dit : « C'est un condottiere ». Homme de la

² Éd. Bertout, 6, rue Gutenberg – 76810 Luneroy.

³ Id.

Renaissance, se déclarant lui-même un prince florentin, il est, en fait, un homme du XVII^e siècle. Contre le monde anti-naturel où nous devons vivre, contre l'inversion de toutes les valeurs qui s'y expriment sataniquement, Bésus prône, manieur de foudre, la subversion. Il est de ces romanciers terroristes que Raymond Abellis convoquait dans *Les yeux d'Ezéchiel sont ouverts*, pour mettre au point la destruction de ce monde. Mais ce n'est, proclame Bésus, que « dans un souci d'ordre, de beauté, de vraie grandeur ». On comprend que l'on ait dressé autour de ce prophète dont la voix, même criant dans le désert, est perturbatrice, un mur de silence. Après son roman *Pourquoi pas*, Bésus ne trouvera plus d'éditeur. Lui qui avait taillé son œuvre romanesque dans la pierre pour lui donner une figure durable, il continuera, en se faisant sculpteur comme Gobineau, à la fin de sa vie, à s'affronter à la même matière. Il ne sait s'imposer qu'à ce qui résiste. Belmondo, son maître, l'a comparé à Rodin.

En faisant le silence autour de Bésus, on voulait lui fermer la bouche et l'on savait ce que l'on faisait. Car il est, en prophète, un homme de la Parole. Il a parlé ses romans avant de les écrire, il les a parlés pour les écrire et il les a d'abord parlés avec lui-même, en les parlant avec ses personnages, dans chacun desquels il se mettait tout entier. Mais il lui fallait aussi d'autres interlocuteurs. S'il ne pouvait s'en trouver dans la critique parisienne, futile et inconsistante, pour laquelle, comme aurait dit Stendhal, il tendait ses filets trop haut, quelques-uns, de la grande critique, P.-H. Simon, Jacques Vier, R.-M. Alberès, ont engagé avec lui un riche dialogue. Il répondait à leurs articles par de longues lettres. Elles sont reproduites dans son Journal. Il écrivait aussi à de simples lecteurs. Il y a toute une partie de

son œuvre qui est cette correspondance. Il a écrit des milliers de lettres, d'une écriture haute et droite, bien appliquée, sereine, traçant, sur le papier, comme un soc de charrue, de longs sillons réguliers. Autodidacte qui avait la religion du savoir, il ne cessait de lire et d'apprendre mais pour enseigner. Il avait la vocation d'un maître d'école. Il a semé dans ces lettres à tous vents. Quelles récoltes à faire dans la correspondance de Roger Bésus si elle était publiée un jour !

L'homme, derrière l'écrivain y apparaît intégralement. Curieusement dans cette correspondance écrite à l'aube, Bésus dépose ses foudres. L'ange exterminateur dont le souffle puissant le soulève dans une sainte colère, y prend un moment de repos. Dans sa chambre bien quiète, au milieu de ses livres et de ses tableaux, Bésus écoute alors chanter le char-donneret dans l'un des trois cents arbres du parc qu'il a planté, autour de sa maison de Bierville, comme Chateaubriand à la Vallée-aux-loups. Entre la nuit et le jour, dans cet incertain passage, il y a une grande paix de la nature. Bésus a dit aimer les mouvements excessifs de celle-ci. Mais ce calme et furtif instant, il le savoure, il prend le temps d'y respirer un air de bonheur. « Quelle douceur ! », murmure-t-il. Elle s'exprime dans cette correspondance. Doux Bésus ! C'est l'autre face de ce visage tourmenté qui resterait à dévoiler.

*
* *

« Il attendait un biographe », écrit M. Jean Tulard dans son introduction au livre de M. Pascal Clément sur Persigny, « l'homme qui a inventé Napoléon III ⁴ ». Victor Fialin, dit

⁴ Ed. Perrin.

Persigny, fut l'un des auteurs du coup d'état du 2 décembre 1851, le restaurateur de l'Empire en 1852, après avoir été l'organisateur malheureux des équipées de Strasbourg et de Boulogne qui le conduisirent en prison. M. Pascal Clément est l'actuel garde des Sceaux du gouvernement de M. de Villepin bien connu pour avoir écrit un livre sur les Cent jours. Persigny attendait-il un biographe ou un juge ? Il comparait dans ce livre devant celui qui était appelé sous Napoléon Ier le grand juge de France.

Persigny a eu un rival dans la faveur de Napoléon III, Morny auquel Jean-Marie Rouart a consacré un brillant ouvrage, *Morny un voluptueux au pouvoir*⁵. « En politique, fait dire Balzac à Marsay dont Morny lui a fourni le modèle, la ligne droite est une ligne courbe ». Morny a suivi une ligne courbe, mais Persigny, une ligne droite. Fils d'un soldat de la grande armée, officier de cavalerie, journaliste, conspirateur, avant de devenir député puis ministre, il est l'enfant du siècle romantique dont le Mémorial de Sainte-Hélène a été l'Evangile. Mis en chansons par Béranger, cet évangile a été colporté dans le ballot de tous les commis-voyageurs de l'idée impériale, au temps où la France s'ennuyait. Attendait-on un prince sur son cheval, ou une idée ? « C'est une idée qui revient » déclare Victor Hugo, quand le prince de Joinville en ramène le catafalque de Sainte-Hélène aux Invalides. « A nous, l'idée napoléonienne », s'écrie Persigny. Il l'incarnera dans l'homme qui a le moins de chair possible, le napoléonide (?) aux yeux pâles dans le regard de qui flotte un rêve. C'est malgré lui qu'il l'a fait empereur. Persigny voulait relever le drapeau de Marengo et d'Austerlitz. En fait, le siècle romantique, dont

⁵ Ed. Gallimard.

il tirait son inspiration commencé à Waterloo et terminé à Sedan, déroule ses fastes au son du glas. « Dieu, mes enfants, vous donne un beau trépas », chantait dans les chaumières le Vieux Sergent de Béranger.

On connaît le fameux propos de Napoléon III. « Quel curieux gouvernement que le mien ! L'impératrice est légitimiste, Morny est orléaniste, Jérôme est républicain, moi je suis socialiste, il n'y a que Persigny qui est bonapartiste et il est fou ». Pas si fou, cependant, l'enfant du siècle romantique, du moins quand il est aux affaires ! Ministre de l'Intérieur, il accentue le caractère autoritaire de l'Empire avant d'en poursuivre la libéralisation, en se rapprochant d'Emile Ollivier. Il n'a pas été de ceux, déli-rants et inconséquents, qui ont poussé à la guerre contre la Prusse. « Quand on est insulté, s'écrie le député Birotteau sur les bancs du

Corps législatif, après la fausse dépêche d'Ems, on n'a pas à réfléchir ». Persigny, comme Thiers a prôné la réflexion.

Est-ce ce qui lui vaut, chargé de toutes les chaînes de l'Histoire, l'indulgence de son grand juge ? Mais il a été, aussi, comme celui-ci de nos jours, président du Conseil général de la Loire, et M. Pascal Clément qui a dû commencer à s'intéresser à lui, surtout à ce titre, en collègue, a consacré l'un des meilleurs chapitres de son livre au « notable de province » qui fleure bon, bien nettoyé de toutes les utopies, le « pays réel ». Le grand juge acquitte Persigny (avec des excuses ?) et il demande que son nom soit donné à une place ou à une rue de Roanne où il est né.

Philippe SÉNART

A PARAÎTRE PREMIER TRIMESTRE 2007

Christian Savès

« Eloge de la dérision »

Une dimension de la conscience historique

Ed. L'Harmattan, coll. Ouverture philosophique

L'immigration et l'Afrique

Interview de Jean-François PROBST

L'ancien secrétaire général du groupe RPR au Sénat et ancien conseiller d'Alain Juppé, Premier ministre, a répondu, sans entraves et sous sa responsabilité, à nos questions sur l'immigration et l'Afrique.

Albert KALAYDJIAN - *Immigration et Afrique. Est-ce qu'on a vraiment le sentiment que le terme « d'immigration » concernant la France est consubstantiel à l'Afrique parce qu'il semblerait que l'Afrique noire ou maghrébine est la première source aujourd'hui d'immigration dans notre pays ? Quel est votre sentiment sur ce sujet ?*

Jean-François PROBST – Consubstantiel, c'est bien le mot, car il y a un lien entre le Nord et le Sud, l'Europe et le continent africain mais, bien sûr, ce qui nous intéresse plus particulièrement aujourd'hui, la France et l'Afrique. Une consubstantialité d'abord, parce que nous, Français, nous avons d'abord eu beaucoup de compatriotes qui ont immigré de France vers l'Afrique, qui ont immigré en Afrique. Depuis une centaine d'années nous avons eu beaucoup d'Africains : d'Africains du Nord, blancs d'Africains subsahariens, noirs qui ont occupé des fonctions de travail, des fonctions de défense et des fonctions décisives, en France, dans l'armée, dans les postes civils et dans les entreprises.

Moi-même, je ne connais l'Afrique que depuis 1969. J'avais vingt ans lorsque j'ai mis la première fois mes « sabots » sur le continent africain, à Dakar, à Abidjan, à Lomé et à Cotonou, qui était à l'époque la capitale du

Dahomey du Président Zinsou. J'ai eu le coup de foudre pour l'Afrique, j'ai eu un coup au cœur, et on était déjà pourtant en 1969, neuf ou dix ans après l'Indépendance, après la décolonisation. Je crois que vous avez employé le bon mot « consubstantiel » parce que l'on ne peut pas traiter du problème de l'immigration, de la déferlante migratoire aujourd'hui en France et en Europe si l'on n'essaye pas de comprendre ce qui s'est passé dans les siècles précédents, en terme de colonisation, d'esclavage. L'on ne doit pas rougir de tout, se repentir de tout aujourd'hui, je ne suis pas de ceux qui s'auto-flagellent et je suis sûr que vos lecteurs de *France-Forum* ne sont pas tous des repentants permanents. La colonisation a apporté beaucoup de choses au continent noir et au Maghreb, l'esclavage malheureusement est une réalité qui existe encore aujourd'hui et les négriers d'aujourd'hui sont la plupart du temps des décideurs pour ne pas dire des chefs d'Etat d'aujourd'hui ! ce ne sont plus des gens de Nantes, de La Rochelle ou de Paris. Il y a cinquante-trois pays d'Afrique, on ne vit pas de la même façon à Brest ou à Naples ou à Barcelone ou Varsovie et, bien sûr, on ne vit pas de la même façon à Dakar, à Douala, à Abidjan et à Nairobi.

Il faudrait d'abord que les Français essayent de comprendre : Que sont les 53 pays

d'Afrique d'aujourd'hui ? Et pour finir sur cette première question je crois que Africains du Maghreb et Afrique noire et nous, Français d'Europe, nous sommes dans la même galère. Il nous faut ramer en même temps, ensemble, le Sud et le Nord. Ceci ouvre la porte à toutes les dérives, à tous les extrêmes, non seulement au racisme, à la xénophobie ou à l'ostracisme, mais aussi au manque de compréhension de ce que nous pourrions faire ensemble si nous étions constructifs. Je crois que nous avons plus intérêt à unir Paris à nos capitales africaines amies et pas seulement francophones, je veux parler de pays anglophones ou lusophones aussi, mais nous avons plus intérêt à le faire, nous, que laisser les Américains ou les Chinois le faire et utiliser les richesses humaines, intellectuelles, pétrolières ou minérales, forestières du continent africain.

A.K. - Dans l'histoire de l'immigration en France, il y a eu plusieurs vagues. La première vague, c'est une vague arabe. Elle commence sous le Second Empire, on oublie que Napoléon III avait été le roi de l'Algérie. Il y a eu tout au long de la fin du XIX^e siècle et du début du XX^e siècle une première immigration, dont on a oublié l'origine, qui était très présente. Ensuite, entre les Deux Guerres les choses sont restées assez stables, cette immigration maghrébine a repris au début des années cinquante et elle a précédé la déferlante noire dont vous parliez tout à l'heure car, le premier souvenir de la présence importante des Noirs en France, ce sont les régiments de tirailleurs sénégalais qui remontent sur Paris entre 1914-1915. Je crois qu'il faut bien dissocier l'immigration maghrébine plus ancienne de l'immigration de l'Afrique noire qui est tout de même plus récente. Est-ce que vous pourriez nous dire quelques mots là-dessus ?

J.-F. P. – Oui, plusieurs mots. Ma propre grand-mère maternelle vient du sud de l'Italie – de Naples – donc je suis très sensible en tant que Français de la deuxième ou troisième génération à tout ce qui a trait au phénomène migratoire. Bien sûr dans le XX^e siècle les mouvements migratoires sont venus plus d'Europe centrale – de Pologne, de Hongrie, de Tchécoslovaquie, notamment d'Allemagne – et par la suite, beaucoup plus d'Italie, d'Espagne et du Portugal mais, ce que vous n'avez pas tout à fait bien dit dans votre question et pourtant elle était historiquement tout à fait fondée, c'est que ces Maghrébins du XIX^e siècle ou ces Africains d'Afrique du nord ou d'Afrique noire du XX^e siècle, lorsqu'ils sont venus vers la France (il s'agissait de la France métropolitaine), ils étaient encore des Français jusqu'aux années 60. C'est-à-dire que les fameux tirailleurs sénégalais dont vous parlez et qui m'émeuvent beaucoup, je ne les vois pas beaucoup dans le film « Indigènes » mais moi je les ai vus beaucoup quand j'avais six/sept ans, Porte de Clignancourt à Paris ou à l'emplacement de l'actuelle et très belle Université qu'occupent beaucoup de jeunes gens promis à un grand avenir. Ces tirailleurs en réalité étaient des Guinéens ou originaires du Mali, de ce qui est le Sénégal aujourd'hui. Il y a eu aussi des Africains qui provenaient de l'Oubangui-chari, ce qui s'appelle la Centrafrique aujourd'hui. Il y avait dans l'armée qui nous a tant aidés contre l'Allemagne en 1914-18 ou contre le III^e Reich nazi du chancelier Hitler en 1939-45, des tirailleurs marocains, algériens, des spahis tunisiens. Mon autre grand-père maternel lui-même a fait son service national dans les spahis, il a été à Fom-Tataouine dans le sud de la Tunisie parce qu'il savait monter à cheval.

Là, on n'était pas face à une vague migratoire, on était avec des compatriotes de l'Empire français, qui venaient porter haut les couleurs de la France, défendre la France et c'est vrai, on l'a assez rappelé quelquefois mais pas assez souvent, ils étaient aux avant-postes, notamment en 1944-45 quand il a fallu faire la fin de la campagne d'Alsace dans la neige et d'Allemagne et monter jusqu'à Berchtesgaden à droite et Berlin à gauche. J'ai beaucoup d'amis dont le père ou grand-père a été tirailleur sénégalais, comme on disait, armée d'Afrique, Deuxième DB, première armée De Lattre. D'ailleurs, si l'Algérie avait été aussi aux avant-postes, je ne pense pas que le président Bouteflika aurait refusé à M. Jamel Debbouze le visa, le jour de la projection du film « Indigènes » à Alger. Mais c'est une incidence.

J'en reviens à l'immigration, à ce qui intéresse notre génération, j'entends les hommes de soixante ans aujourd'hui et leurs descendants de deuxième, troisième, quatrième génération – moi, j'ai une fille qui a 11 ans – demain ou dans 10 ans elle viendra peut-être me dire « Papa, j'épouse Abdel, Mammadou ou tel ou tel monsieur qui vient de tel ou tel pays ! ». On est dans la mondialisation, la liberté de circulation des hommes, des femmes, des biens et des services, je crois que toutes les barrières sont des péchés contre l'esprit. La barrière entre les Etats-Unis et le Mexique, le mur entre la Palestine et Israël, sont encore plus absurdes que le mur de Berlin autrefois. En revanche, il faut tout de même, et j'en reviens à votre question, essayer de comprendre pourquoi des effets de dépassement de seuil ou des effets d'excès... je reproche à monsieur Bouygues, au président de l'entreprise de Travaux Publics, au président des sociétés d'autoroutes des

années 1970 d'avoir forcé la main du président Pompidou et du président Giscard d'Estaing pour mettre en place ce regroupement familial, qui pouvait l'être sans excès mais là, on a dépassé les bornes. Je reproche bien sûr au président Mitterrand et à ses amis socialistes, M. Gaston Defferre et autres ministres de l'Intérieur qui ont suivi, d'avoir régularisé des cartes de séjour, de façon totalement débridée et anarchique. Je reproche à monsieur Zapatero d'Espagne, en même temps qu'il essaye de faire un accord clandestin avec les Turcs de régulariser des centaines de milliers de pauvres frères africains et ce n'est pas leur rendre service que de leur faire croire, au Sénégal, en Mauritanie, au Mali, en Guinée qu'en traversant la Méditerranée vers Lampedusa ou l'Atlantique vers les Canaries ou Ténériffe ils auront de la richesse, un travail et ce n'est pas non plus un service à rendre à tous ces Africains de leur faire croire qu'ils auront la CMU, le RMI, maintenant ce qu'on va appeler, je crois, le RME (revenu minimum d'existence), tout cela est absurde parce qu'il est évident qu'au fin fond d'une brousse africaine qui, aujourd'hui n'est plus française, tout individu qui entend qu'on va lui donner 350 euros sans rien faire, va venir en volant, à la nage, à pied, à cheval ou en voiture...

A.K. – Je vous interromps. Il faut regarder les journaux télévisés africains, notamment sur la chaîne TV5 monde, très tard le soir, pour se rendre compte à quel point ces pays-là ont un attrait de l'eldorado qu'est, de manière très mythique, la France. On voit des gens qui sont disposés, décidés à faire n'importe quoi, à donner toutes leurs économies pour monter dans une pirogue et aller vers les Canaries et rejoindre l'Europe.

J.-F. P. - Effectivement, la télévision, le cinéma, les DVD, Internet maintenant, changent tout parce que pour une jeune, une petite africaine de 15 ou 16 ans, un petit Africain du même âge, bien sûr sont attirés par les films, la violence, le sexe, la guerre promise par les Américains, le succès, les belles voitures mais la proximité de Dakar, d'Abidjan, de Douala ou de Brazzaville et même de Kinshasa, ça n'est pas Bruxelles, ça n'est pas Québec. C'est Paris, c'est Marseille, pour les plus anciens, il y a l'amour de la littérature française, il y a l'amour de la gastronomie française. Il n'y a que ceux qui ne connaissent pas l'Afrique qui peuvent dire que les Africains n'aiment pas la France. Aujourd'hui, c'est un lieu commun en Afrique de dire que la plupart des pays africains francophones voudraient redevenir français. Si, ils regrettent ce temps où ils voudraient justement voir revenir le bonheur, la joie, les fêtes, l'harmonie entre juifs, chrétiens et musulmans et cela vous le trouvez aussi bien au Maghreb, qu'au Maroc, en Algérie, en Afrique noire. J'ai été récemment dans des pays aussi divers que le Bénin ou le Cameroun, il y a un gros appétit de France. La télévision française parfois montre Paris, les entreprises, les transports, le logement et donne envie d'y aller pour un jeune africain. Le salaire, la santé, l'école pour les enfants, la santé gratuite : rendez-vous compte de ce que cela représente dans des pays où le moindre cachet d'aspirine nécessite quasiment un parcours du combattant pour être obtenu !

Il y a une envie d'aller en France, il y a le besoin d'aller en France parce qu'il n'y a pas de travail, il n'y a pas de richesse en Afrique. Si, il y a des richesses non exploitées et en ce moment, nos amis, nos frères africains, voient arriver des hordes de Chinois qui veulent leur voler leur pétrole, leurs diamants, leur or, leur

métaux précieux, leurs forêts. Les Chinois vendent à nos amis africains tout ce que la société de consommation moderne véhicule : bassines en plastique, les balais, les téléphones portables, les chaînes hi-fi pour les jeunes, donc, nous sommes en train, nous, de nous culpabiliser comme si on avait fait du mal à l'Afrique, on est en train, nous, de battre en retraite sur le plan de la coopération nord-sud, sur le plan de l'aide au développement, sur le plan de l'aide à la santé, aux écoles, et on trouve tout naturel, nos intellectuels de Saint-Germain-des-Prés, les existentialistes nouveaux trouvent absolument adorable que les Chinois ou les Américains des Etats-Unis puissent, si je puis dire, coloniser l'Afrique à la mode d'aujourd'hui.

A.K. – Il y a eu un reportage sur Arte récemment qui montrait que les Africains qui allaient en Chine pour faire des affaires obtenaient des produits moins chers qu'en Europe mais il y avait aussi des masques africains, des objets artisanaux particulièrement intéressants et ces Africains vendaient ces objets artisanaux beaucoup moins cher et appauvrirent ainsi l'artisan africain local, c'est-à-dire que c'était une sorte de néo-colonisation.

J.-F. P. - Effectivement comme vous dites de la Chine, les Chinois sont des capitalistes « sauvages » et je n'ai pas peur de le dire « racistes », cela ce n'est pas moi qui le dit, ce sont les étudiants africains qui ont eu des bourses pour aller étudier à Shanghai, à Hong Kong, à Pékin et qui sont encore plus maltraités en Chine qu'ils ne l'avaient été maltraités à la Lumumba Université de Moscou, sous le régime de Staline, de Khrouchtchev ou Brejnev. En réalité c'est que les Chinois sont, depuis des millénaires, des banquiers, des commerçants et, après une parenthèse de 70 ans de

maoïsme, ils sont redevenus plus capitalistes sauvages que jamais. Donc, ils veulent compter tout ce qui est en leur pouvoir, du sol africain, du sous-sol africain et ils veulent aussi faire du chiffre d'affaires en vendant les produits les plus modernes : de l'automobile, de la moto, de la hi-fi, de l'Internet, de la téléphonie aux Africains.

Effectivement, les Africains vont également vers les meilleures conditions de prix et sont prêts d'ailleurs à vendre des œuvres d'art merveilleuses à des Chinois. Les Chinois ne sont d'ailleurs pas les seuls, les Indiens, les Libanais, d'autres dont les intellectuels nous ont parfois montré du doigt. Je me souviens de ce qu'écrivaient les maoïstes à la grande époque, les maoïstes français contre la colonisation française, contre des détériorations des termes d'échanges... je crois qu'il va falloir revenir à un peu de sérieux. Nous avons un creuset culturel commun, vous avez employé le beau mot de « consubstantiel » tout à l'heure et nous avons de beaux symboles : prenons par exemple le président Senghor. C'était un honneur pour la France d'avoir honoré sa famille, d'avoir fait de ce jeune un étudiant à Paris, puis un agrégé, puis un grammairien qui sera le Père de l'indépendance de son pays mais qui, en même temps, sera Académicien français, mourra en Normandie (je déplore simplement que Jacques Chirac et Lionel Jospin aient omis d'aller à ses obsèques à Dakar). Voilà des erreurs qu'il ne faudra plus commettre parce qu'il est évident que nous devons être cousins avec les descendants de Senghor, sinon il y a un autre danger que celui des Chinois qui se profilent au-dessus de l'Afrique noire, c'est l'Islam, l'islamisme et le Djihad islamique. Vous voyez bien que tous les conflits actuels du Darfour où il y a un génocide, du nord de Centrafrique qui était

notre Oubangui-Chari français d'avant l'Indépendance, du nord de l'Ouganda, du nord de la Côte d'Ivoire, qu'est-ce que c'est, sinon la guerre prétendument sainte que mènent les mollahs, les imams et les guerriers de l'islam.

Par conséquent, nous, Européens, mais nous, aux avant-postes : la France, la francophonie doit essayer de travailler à un développement harmonieux du sud avec le nord, du nord pour le sud mais pas seulement par des hommes ou des aumônes parce que, là aussi, vous l'avez implicitement dit tout à l'heure, lorsque les Africains achètent de bons produits aux Chinois en ce moment, ce ne sont plus des « machins » qui viennent des Puces de Saint-Ouen, ce sont des produits neufs et de grande qualité – dans la Hi-fi, l'électroménager – qui arrivent de Chine. Je me mets à la place d'une ménagère africaine, elle en avait un peu assez de recevoir les vieux vêtements des chrétiennes françaises qui se disaient de gauche. La dame africaine elle voulait avoir une vraie machine à laver le linge ou la vaisselle, neuve, et pas un « machin » rouillé qui arrivait du port du Havre dans des containers de voyous algériens ou sénégalais aidés par des commerçants qui essayaient de se débarrasser des « machins » d'occasion. L'Afrique n'est pas destinée à être le réservoir du Secours populaire ou du Secours catholique, que l'abbé Pierre habille avec des oripeaux alors que les Africains veulent s'habiller avec du neuf....

A.K. – Est-ce que dans ces circonstances on peut imaginer, comme le dit le ministre de l'Intérieur, l'immigration choisie ?

J.-F. P. - Je conteste totalement les thèses de M. Sarkozy. D'abord je déteste l'idée de

ségrégation positive. Je suis pour la liberté, pour le métissage, je suis pour les mixités et les multi-culturalismes absolus ; seulement il ne faut pas non plus forcer les choses. « Choisi » cela ne veut pas dire, comme le disait M. Rocard, que la France accepterait la totalité des misères du monde. D'abord, si M. Sarkozy, lorsqu'il a été à Alger avait choisi d'obtenir du président Bouteflika l'arrêt des injures contre la France, si M. Sarkozy avait obtenu des autorités algériennes qu'on puisse construire des églises, investir, être remboursé de ce que l'on nous doit, ce serait intéressant... Moi, j'aime bien en diplomatie les réciprocitys réelles et, comme l'a dit excellemment M. Aznar récemment, je n'ai jamais entendu un Arabe s'excuser de nous avoir occupés pendant sept siècles en Espagne ! Alors, je ne veux pas être trop plaisant ou trop taquin, il y a guère d'hommes plus que moi à Paris qui connaissent les Africains, qu'ils soient du Maghreb, qu'ils soient Maures, qu'ils soient nègres, qu'ils soient d'Afrique noire, lusophones, anglophones ou francophones... on trouve tout de même des traits communs avec nous les Gaulois, c'est-à-dire qu'on est prêts à beaucoup de compromis, de bavardages, de palabres, de discussions à condition qu'ils soient positifs, mais il ne faut pas prendre des enfants du bon Dieu pour des canards sauvages ! On voit bien qu'en France, actuellement, nous avons une déferlante migratoire, nous voyons bien aussi que nous faisons des folies qu'on ne devrait pas accepter. Moi je ne peux pas accepter que des gens dorment dans la rue, dans le froid, je ne peux pas accepter qu'à partir du moment où des pauvres sont venus ici on les traite comme s'ils n'étaient rien du tout. Donc, je suis pour certaines régularisations, je suis pour certains choix, en tout cas je suis d'abord pour que les enfants, les femmes, les vieillards

soient bien traités mais en même temps je suis pour que le traitement des visas, au départ, dans les capitales africaines soit mieux organisé, je suis pour que l'Europe enrayer définitivement ces mouvements de clandestins en pirogues, dont certains meurent en pleine mer dans des conditions quasiment pires que ce qui se passait à l'époque de l'esclavage, je suis pour qu'on « tance » les chefs d'Etat pétroliers qui ont beaucoup d'argent et qui feraient mieux de le dépenser dans leur pays pour investir et développer leur pays plutôt que d'acheter de l'immobilier avenue Foch ou des hôtels particuliers dans le 7ème arrondissement de Paris et puis je suis surtout pour que nous engagions enfin, maintenant, une nouvelle politique de la France en Afrique, aussi bien au Maghreb, qu'en Afrique noire et dans l'Océan indien. Nous continuons à faire vaguement un petit peu d'assistance, d'aide, de coopération et nous nous ridiculisons. Nous venons de nous ridiculiser en Côte d'Ivoire, des pays très amis comme Madagascar, le Cameroun, le Sénégal, la Guinée, Conakry, vont connaître des crises et nous serons aussi impuissants que face à la situation ivoirienne. Lorsqu'il y a eu une crise en Côte d'Ivoire, les plus ridicules ont été le Quai d'Orsay et le ministère de la Défense qui se sont « battus » l'un contre l'autre, aussi bien à Paris que sur le terrain. Il faut arrêter tout cela ! Il faut que le ministère de la Coopération redevienne un vrai ministère, il faut que nos ambassadeurs en Afrique soient un « corps d'élite » à partir de gens qui connaissent vraiment le continent africain, qui connaissent vraiment la réalité, la brousse, les campagnes africaines, les provinces africaines et il faut que, nous, les Européens, nous nous soudions (les anciennes puissances coloniales - britannique, portugaise, française, belge) pour travailler ensemble. Aujourd'hui

par exemple il vient d'y avoir le résultat des premières élections démocratiques intervenues dans ce qu'autrefois on appelait le Zaïre, avant le Congo belge, ce n'est pas à vous, Albert Kalaydjian que j'apprendrai, puisque je crois que vous avez quelques origines belges, que ce grand quasi continent, qui est grand comme sept fois la France, a été offert en cadeau à la fin du XIX^e siècle au roi Léopold II, c'est pourquoi la capitale de cette colonie belge s'appelle Léopoldville. Aujourd'hui nous sommes dans un nouveau pays, une République démocratique du Congo, qui n'avait rien de démocratique jusqu'à présent, jusqu'à la fin de Mobutu qui était un affreux maréchal dictateur ridicule et sanguinaire. Là il y a eu des élections entre M. Jean-Pierre Bemba et M. Laurent-Joseph Kabila.

Kabila aurait gagné, cela a été annoncé officiellement, à 58%. Ce qu'il faut maintenant, c'est que la démocratie fonctionne et que la concupiscence des grandes puissances internationales, avides de diamants, de forêts, de bauxite, de manganèse, s'arrête aux portes de la démocratie, que les Etats-Unis fournissent l'Afrique du sud, que les diamantaires d'Anvers et leurs protecteurs israéliens et que d'autres essayent de respecter cette grande puissance nouvelle. Il faut espérer qu'il y ait des investissements, qu'il y aura du développement parce qu'il y a de la place pour beaucoup de jeunes belges, pour beaucoup de jeunes français, de toutes origines et de toutes obédiences pour aller travailler à Kinshasa, la capitale, (« Kin la belle » comme on l'appelle : huit millions d'habitants y vivent jour et nuit. Et dans toutes ces provinces où il y a à faire sur le plan de l'agriculture, de la pêche, de l'artisanat, de l'industrie, alors ça c'est l'avenir de l'Afrique centrale, ça c'est l'avenir de la

coopération euro-africaine ou afro-européenne et en plus, c'est un peu un morceau de la réponse à la question que vous me posiez tout à l'heure : qu'est-ce qui fait que nous, nous sommes mieux placés que les Chinois ou les Américains ? Nous parlons la même langue. Beaucoup d'Africains ont une culture francophone extraordinaire ; et cette année, c'est quand même une joie de voir que le Prix Goncourt et le Prix de l'Académie française ont été donnés à un Américain d'expression française et que le Prix Renaudot a été attribué à un Congolais, justement, qui écrit une langue admirable en parlant du porc-épic.

Alors, est-ce qu'il faut être pessimiste ? Non. Est-ce que les chrétiens-démocrates doivent être optimistes ? Oui, mais pas seulement. Est-ce qu'ils doivent être volontaristes ? Oui. Qu'est-ce qu'on a perdu ? On a perdu la présence de nos missionnaires, de nos Pères blancs, de nos bonnes Sœurs qui vaccinaient, de nos enseignants qui alphabétisaient. Mais, il y a des restes fantastiques. Je reviens à la télévision, on a la capacité grâce à France Télévisions, TV5, la future chaîne francophone, de parler aux Africains mais il faut aussi les écouter. Il faut, par conséquent, également écouter les Africains qui vivent en France, dans nos banlieues, dans nos villes. Dans nos communes les plus immédiates de Paris il y a des associations de Sénégalais, de Camerounais extraordinaires, il y a une gastronomie extraordinaire, il y a des peintres et des sculpteurs, des musiciens fabuleux et les jeunes ne s'y trompent pas. Si vous allez dans les boîtes de nuit, ce que ne fait malheureusement pas Mme Girardin ou ne faisaient pas Mr Darcos ou Mr Wiltzer, ils verraient qu'entre Français et Africains il y a une capacité à la joie, à la danse et même... à la consommation d'alcool merveilleuse ! Le

champagne. Les Africains aiment le « Bordeaux », beaucoup de médecins africains ont le souvenir d'avoir étudié non seulement à Dakar mais aussi au service de santé de Bordeaux. Alors, il faut aussi que nos élus français aillent en Afrique, mais pas seulement pour faire des petits voyages mais pour engendrer de fortes coopérations. Souvenez-vous que le Président Monory avait jumelé Loudun et Ouagadougou. Ça a été un succès extraordinaire, ça c'est du concret, ça c'est du terrain ! Et puis, on souhaite que le futur président de la République française reprenne le bâton de pèlerin, non pas pour s'acoquiner avec des chefs d'Etat pétroliers, moitié voyous, moitié escrocs, mais pour faire du travail de développement durable parce que l'on parle du réchauffement de la planète, on parle de l'avenir de l'après-pétrole, on parle des énergies nouvelles mais la première des

choses c'est de commencer à travailler avec nos voisins du sud de la méditerranée, du Maghreb, mais surtout avec l'Afrique noire. On ne se contente plus de piller la forêt comme le font les Chinois, de pomper le pétrole comme le font les Américains. On refera, on redressera l'Afrique.

A mon sens le président de la République de demain devrait prendre à son Cabinet, non seulement un « nègre » pour faire un long discours, mais une avocate africaine, un conseiller social africain et un adjoint au conseiller diplomatique originaire du Maghreb, de l'Afrique noire ou de l'Océan indien.

Jean-François PROBST

était interviewé par Albert KALAYDJIAN

TAHAR BEN JELLOUN

“La France n'a pas de problème majeur avec l'immigration dans son ensemble. Elle a un problème avec son passé colonial en général, et le passé algérien en particulier. Ce qui se passe depuis le début des années 90 en Algérie ne peut se comprendre (en partie, parce que beaucoup de massacres échappent à tout entendement) si on ne relit pas l'histoire de la conquête de l'Algérie”.

“Hospitalité française”, Ed. du Seuil, 1997

Naître, c'est immigrer

par Jean-Marie DAILLET

Je suis né le 24 novembre 1929, à Rennes, d'une maman fière d'être « bretonne originaire de cinq départements » que comptait alors la Bretagne, qu'un technocrate planificateur parisien amputa, dans les années 50, de la « Loire-inférieure » et donc de Nantes, la capitale de la Duchesse Anne. Or, 43 ans plus tard, j'osai présenter ma candidature à la députation dans la Manche, département normand limitrophe d'Ille-et-Vilaine, la frontière administrative qui les sépare ne se pointillant pas sur les cartes, au milieu de la frontière naturelle entre Bretagne et Normandie. Les Bretons reprochent, de génération en génération, au fleuve côtier le Couesnon d'avoir « dans sa folie, mis le Mont en Normandie ». Mes futurs électeurs ne me l'envoyèrent pas dire : « Vous n'êtes pas du pays », « vous êtes un homme du dehors, *un horsain* ». Il y eut même, l'avant-veille de ma première élection (après 15 ans de présence sur le terrain), un opposant qui, devant une salle comble, me qualifia de « parachuté ». Je remerciai l'auteur de ce compliment : « Ce n'est pas ici, Monsieur, que l'on oublie les parachutistes qui nous ont libérés ! » Il est vrai que ces immigrés-là s'étaient d'abord heurtés à la mitraille crachée par le Mur de l'Atlantique, forteresse dont les derniers blockhaus dégringolent encore année après année, au pied des falaises, entre Honfleur et Saint-Vaast.

A propos de murs destinés à interdire à l'étranger d'envahir le territoire, c'est un

marché en pleine renaissance, grâce au président George W. Bush, qui a obtenu, avant de perdre la majorité au Sénat et à la Chambre des Représentants le 7 décembre dernier, que les parlementaires lui votent un premier crédit de 2 milliards de dollars pour construire 1.200 km d'un mur de 9 mètres de haut le long de la frontière des Etats-Unis avec le Mexique. Ce n'est évidemment qu'un début, car cette seule frontière, pour être incontournable par voie terrestre, mesure en fait plus de 3.000 km. Tant qu'à faire, il faudra aussi un mur au Nord, côté Canada. Et puis, ériger un barrage contre le Pacifique, comme disait Marguerite Duras, et garnir la côte Est d'un mur américain de l'Atlantique. Là, nous avons eu de bons spécialistes en France, entre 1942 et 1944, époque où le chômage avait diminué, chez nous, grâce à des millions d'hommes villégiaturant en Allemagne et à cette riche idée de rendre infranchissable la côte française aux Anglais et aux Américains. Beaux contrats en perspective, peut-être, pour nos grandes entreprises : Martin Bouygues, par exemple, pourrait soumettre un dossier à la Maison Blanche.

La presse quotidienne des Etats-Unis a fait un sort au mur du Vauban américain. L'un des meilleurs cartoonistes des USA a représenté cet ouvrage d'art en construction, modèle israélien, avec un ouvrier installant sur le faite un réseau de barbelés, et le contremaître, en bas, en peine de maintenir l'œuvre, souriant à deux chômeurs au teint basané qui sont venus voir le chantier.

« Vous cherchez du boulot, les gars ? ». C'est vrai que ce projet va être utile aux sans-travail/sans papiers du Mexique, ouvriers faméliques à qui on fera la B.A. de leur offrir un salaire très inférieur à celui des travailleurs syndiqués, citoyens des Etats-Unis ou immigrés légaux. Une bonne affaire pour tout le monde, en somme, et le plus grand chantier du siècle : le pourtour des USA, c'est plus de 12.000 km, sans compter l'Alaska, Porto-Rico, etc.

A New-York, on devra rouvrir Ellis Island, ce qui fera revivre toute l'administration qui, jusqu'au milieu du siècle dernier, traitait les millions d'Européens fuyant les pogroms, la guerre, la misère, le fascisme, le communisme, le nazisme, tout à côté de l'îlot où se dresse la statue de Bartholdi, offerte par la France aux Etats-Unis pour le centième anniversaire de la Révolution, *la Liberté éclairant le monde*. M. Bush devrait tout de suite prendre cette mesure et devant toutes les télévisions, prononcer un discours original et poignant : « Ce n'est pas sans émotion... merci encore à la France, à toute l'Europe, qui ne nous envoyaient plus assez de pauvres, de réfugiés, de persécutés à convertir au rêve américain, à l'exemplaire toute première Démocratie du monde, figure de proue de la Civilisation, puissance dont la vocation est de guider les peuples, comme elle l'a fait avec tant de succès au Vietnam, au Chili, en Argentine, en Bolivie, en Amérique centrale »...

La France pourrait aussi contribuer au projet Bush en lui offrant les restes de ligne Maginot, qui pourraient être démontés et remontés, comme les fameux Cloîtres catalans qui furent bel et bien reconstruits pier-

re par pierre à Manhattan, et qui se visitent, comme au Nord de Pékin l'on visite la Grande Muraille. Le groupe ACCOR pourrait installer des *Sofitel*, des *Novotel*, des *Mercur*, des *Ibis* et des *Formule 1* à proximité du Mur, tous les 50 kilomètres, avec miradors dûment armés en jumelles et mitrailleuses. Ce serait l'occasion de décentraliser Las Vegas, et naturellement de multiplier les établissements pénitentiaires, car on manque encore de prisons au pays où la population carcérale est la plus nombreuse au monde. Un tourisme carcéral, ce n'est pas nouveau, mais cela peut se développer : dans le port de San Francisco, j'ai fait en bateau le tour d'Alcatraz, et quelques privilégiés ont, çà et là, bénéficié d'une visite guidée de ce fameux pénitencier où vécut Al Capone.

Pour en revenir aux immigrés, le fait – historique – est que presque tous les habitants actuels de l'Amérique du Nord, Centre et Sud ont été, sont ou seront descendants d'immigrés, ou immigrés récents. Chacun sait que l'hispanisation des Etats-Unis est en marche et d'aucuns calculent qu'en 2050, l'espagnol y sera aussi répandu que l'anglais. Le 300 millionième citoyen américain, d'où vient-il ? On ne le dit pas parce que c'est peut-être un immigré clandestin, un passe-muraille à la Marcel Aymé. A l'aéroport international de Miami, plaque tournante des Amériques, on entend parler l'espagnol et le français autant, sinon plus, que l'anglais. J'y ai, un jour, été transporté par un aimable chauffeur de taxi qui s'appelait Louis Lafrance et, bien sûr, était né haïtien. Dans les grands hôtels new-yorkais, tout le personnel de service parle le français multicolore des frères et sœurs de Toussaint-

Louverture et d'Aimé Césaire. Au Parlement du Québec, j'ai été reçu naguère par un député noir, qui avait fui Papa Doc. J'ai connu un maire de Miami qui, devant la Chambre de Commerce de Versailles, avait présenté en français un exposé sur l'économie floridane : c'était un métis originaire de Port-au-Prince. Et le nouveau maire de Los Angeles est, pour la première fois, un Latino.

Péril noir, jaune, péril thermique, péril nucléaire, péril tous azimuts. Le péril nous environne. On se gargarise de la mondialisation et l'on se fait peur avec l'immigration galopante. Trop tard : ce sont des réalités qui, déjà nous dépassent. Bernard Stasi, qui avait fait scandale à droite en publiant *L'immigration, une chance pour la France*, vient de m'annoncer une prochaine récédive, en collaboration avec un spécialiste.

Je ne dis pas que l'immigration sauvage ou clandestine ne pose pas de problèmes importants, mais que, justement, il faut apprendre à les traiter posément, sans faire de démagogie

en surenchérissant dans la dénonciation inutile, la législation répressive, les promesses intenables, la rodomontade ridicule. Cela bat son plein en période électorale.

« Françaises, Français ! Européennes, Européens ! Ne nous contentons pas de murmurer, murons ! Qu'un sang impur abreuve nos sillons, comme l'exotisme contamine nos microsillons !

Le ridicule ne tue pas, c'est clair. Je n'irai pas jusqu'à dire que je le regrette, mais il y a des discours qui, au moins, devraient discrediter à jamais ceux qui les tiennent et qui prennent des millions de citoyens pour des pleutres, des demeurés, des... sous-hommes, comme dit Frêche.

Et si l'on nous prenait enfin pour ce que, tous et toutes, nous sommes ? Des immigrés de naissance. J'en ai terminé, avec, en somme, une tirade des nés.

Jean-Marie DAILLET

Ravenne revisitée

par Jean-Pierre PRÉVOST

S'il y a un endroit où l'on peut se persuader que l'Europe n'a pas de frontières, c'est bien à Ravenne, cité italienne proche de l'Adriatique connue pour ses inoubliables mosaïques, qui exhume peu à peu les traces emmêlées des Romains, bien sûr, mais aussi des Goths et de l'Orient byzantin. Venise aussi, me dira-t-on. Mais il s'agit-là d'une tout autre histoire.

Venise, qui était encore une simple possession de l'Empire byzantin lorsqu'elle choisit son premier Doge en 697, ne rêva dès l'origine que de conquêtes, de richesses et de puissance à la différence de Ravenne, dernière capitale de l'Empire romain d'Occident lorsque Honorius, vint s'y réfugier en 402, à l'abri des lagunes et des marais qui l'entouraient, proche d'un port, Classe, fondé par Jules César, permettant de joindre aisément Constantinople.

Était-ce dû au site, au climat ou aux hasards de l'histoire mais Ravenne ne fut jamais qu'une capitale administrative et, un moment, commerciale avec l'arrivée en 493 du grand Théodoric, chef des Ostrogoths, à qui les Byzantins qui le retenaient en otage confièrent le royaume d'Italie à reconquérir puis, ses successeurs éliminés comme hérétiques, - ils étaient ariens -, capitale à nouveau cette fois de l'Empire romain universel sous Justinien pour devenir enfin le siège de l'Exarque représentant de Byzance pour l'Occident jusqu'à l'arrivée des Lombards en 751.

Merveilleusement préservée, grâce à ce manque d'ambition, la ville est en quelque sorte une étoile à demie enfouie sous les cendres de l'oubli, méditant silencieusement sur sa grandeur passée, fondatrice de notre civilisation. Son âge d'or est, à vrai dire, bien lointain, le IV^{ème} siècle qui paraît à des milliers d'années lumières du monde moderne ! A cette époque le pape, sujet de Constantinople, luttait encore pour assurer sa suprématie sur le Patriarche byzantin, à la tête d'une Eglise qui se voulait universelle, tout entière tournée vers la révélation du Dieu unique et trinitaire.

J'avais visité Ravenne, une première fois, voici déjà trente ans, après avoir lu d'Yves Bonnefoy une merveilleuse méditation sur la mort et l'immortalité intitulée : « Les tombeaux de Ravenne » (*L'improbable, Mercure de France*). J'y avais reconnu, malgré les embarras de la circulation, les immeubles noircis par la pollution et les monuments fermés pour travaux, ce que décrit si bien le poète : « Si cette ville est joyeuse, c'est qu'inclinée près des tombes elle se mire et se convient ».

Le prétexte d'une exposition sur « Les saints, les banquiers, les rois » me fournit, intrigué par ce titre, l'occasion de la revisiter. Quels changements ! Quelle surprise ! Ravenne a fait peau neuve et révèle désormais toute sa splendeur et son importance. Avec cette élégance italienne inimitable

dans l'aménagement urbain et l'architecture, ses édiles ont su remodeler le centre de cette ville devenue une importante cité industrielle en rendant piétonnes pratiquement toutes les artères, de la plus grande à la plus petite, qui conduisent d'un monument à l'autre (on en dénombre une vingtaine). Tout a été restauré, ravalé et les touristes qui font ici trois petits tours et ne séjournent guère sont en quelque sorte noyés au milieu de la population locale. Il suffit pour s'en rendre compte de se promener un samedi après-midi dans la Via Cavour aux commerces luxueux où les vélos nombreux zigzaguent habilement au milieu d'une foule heureuse, bavarde et opulente.

Mais ce sont les monuments, les églises, des plus modestes telle l'église des ariens devenue la paroisse orthodoxe où se retrouvent les immigrés des Balkans à la magnificence de San Vitale, dont l'architecture s'inspire de Sainte Sophie avec les célèbres mosaïques de Théodora et de Justinien, monuments qui furent principalement l'œuvre de Théodoric... et d'un mystérieux banquier, spéculateur ou agent de Byzance dont on ne connaît que la signature, un nom grec écrit en latin, Julien l'argentier, et la générosité. Les tombeaux bien sûr sont omniprésents. Depuis les sarcophages parsemés autour des églises jusqu'aux mausolées, celui massif de

Théodoric et celui si mystérieux de la malheureuse Galla Placidia, impératrice assassinée par son frère, qui ôtent à la ville toute frivolité et lui donnent, pourrait-on dire une dimension inattendue, telle l'échelle de Jacob dressée vers le ciel.

Fouilles et restaurations n'ont pas fini de révéler toutes les richesses de la ville et de son port, Classe, qui au VIème siècle, était le poumon économique de l'Italie. On y comptait davantage de banquiers qu'à Rome, assurant l'essentiel du trafic avec l'Orient. Ravenne, cité fondatrice, assura en fait la médiation entre la civilisation de l'Antiquité tardive dont Henri Marrou s'employa à faire redécouvrir toute la richesse (Décadence romaine ou antiquité tardive, *Le Seuil* 1977) et la chrétienté médiévale fécondée par les splendeurs byzantines et la redécouverte des écrits de la Grèce antique.

Dans un modeste tombeau qui fait penser aux tristes chapelles privées de nos cimetières, quasiment caché au flanc de l'église San Francesco, reposent les restes de Dante. L'auteur de la Divine Comédie ne pouvait trouver de lieu mieux choisi pour mourir que cet endroit où les tombeaux sont aussi source de vie.

Jean-Pierre PRÉVOST

AMMIEN MARCELLIN

"Jour et nuit, en vertu de l'autorisation impériale, les Goths entassés sur des barques, des radeaux et des troncs d'arbres creusés étaient transportés au-delà du Danube... Quantité d'entre eux, vu la trop grande presse, s'efforcèrent de passer à la nage et furent engloutis. Et tout cet empressement, tout ce brouhaha pour aboutir à la ruine du monde romain !"

Ammien Marcellin, (330 à 400)

cité dans "La civilisation en solde" - Ch.Delamare

Ravel, roman de Jean Echenoz

Contre qui Jean Echenoz a-t-il parié qu'il saurait tirer un roman - un roman vrai - du peu que l'on sait de la vie de Maurice Ravel, le moins romantique, le moins romanesque, des compositeurs ?

Pari gagné. A la Ravel, si l'on peut dire. C'est, en effet, aussi fort que le célèbre *Boléro*, « ce petit truc en ut majeur dont il ignore qu'il fera sa gloire » internationale au moment où, sur son piano de St-Jean-de-Luz, il esquisse une mélodie orientalisante et décide, pour répondre avec retard à une commande de son éditeur, de la répéter encore et encore, cette danse d'odalisque serpentine, en l'enrichissant chaque fois d'un nouveau timbre instrumental, crescendo jusqu'à l'explosion finale.

C'est un vrai tour de force que de retracer, en moins de 120 pages imprimées gros, les dix dernières années de la vie très discrète de ce musicien qui, au comble de la célébrité, s'en va au printemps 1927, à bord du *France* du moment, faire aux Etats-Unis une tournée triomphale, au cours de laquelle il reverra George Gershwin et refusera de lui donner des leçons.

Ravel nous est conté par le menu, dans toute son originalité, désinvolte, autiste, intransigeant, l'auteur ayant minutieusement répertorié tout ce qui a pu, au compte-gouttes, être à l'époque livré par les amis, les rivaux, les femmes, les interprètes,

les critiques, les échetiers, sur le solitaire de la « petite maison compliquée » de Montfort-l'Amaury. Le fameux buste, dû à Léon Leyritz, et que l'on admire au foyer de l'Opéra Garnier, montre une figure de proue, une étrave aiguë faite homme, mais il importe de savoir, pour mieux comprendre le musicien, que son visage d'ascète surmontait un corps d'adolescent, jugé trop frêle (1m61, 45 kg) par les recruteurs militaires de 1914, qui, sur son insistance patriotique, en firent par dérision un conducteur d'énorme camion. Ce fut, si l'on schématise à peine, un enfant prolongé, au mental comme au physique, ce Basque franco-espagnol maniaque, collectionneur en vitrines de petits jouets, de boîtes à musiques, de figurines exotiques, de bibelots nains et, en armoires, d'une foule de costumes, de cravates, de chaussures, de bretelles, de pyjamas, qui le suivent outre-Atlantique. Un dandy, à tous les sens du terme, et dont l'élégance vestimentaire n'a d'égale que son souci de ne jamais paraître travailler, alors que toute son œuvre, des *Valses nobles et sentimentales* à *L'enfant et les sortilèges*, aux deux *concertos pour piano* et à *Tzigane* pour violon solo, est le fruit d'une élaboration méticuleuse, d'une richesse mélodique et orchestrale sans égale jusqu'à ce jour. Ravel, le magicien, « rien dans les mains, rien dans les poches ».

Il y a quelques semaines, dans une modeste boutique de village, aux Etats-Unis, j'ai acquis, pour 3 dollars 95, un CD

rarissime, intitulé *Ravel joue Ravel*, sans la moindre référence discographique, tel un enregistrement piraté. On y entend Ravel, pianiste notoirement médiocre, exécuter presque platement, sans le moindre effort de virtuosité, sa *Pavane pour une infante défunte* et quelques extraits de la *Sonatine* et du *Tombeau de Couperin*, et l'on comprend alors que cet extraordinaire ingénieur des sons ait voulu orchestrer lui-même la plupart de ses morceaux pour le piano, afin de leur conférer toutes les couleurs instrumentales que procure un grand ensemble philharmonique dirigé par un chef inspiré (Münch, Monteux, Rosenthal, Boulez, Karajan) avec toute la stéréophonie spatiale que le clavier seul n'arrive à égaler que sous les doigts d'un Vlado Perlemutter, d'un Robert Casadesus, ou d'un Philippe Entremont, parmi les ravéliens les plus raffinés d'hier et d'aujourd'hui.

Echenoz est, lui aussi, inspiré. Il vient, en somme, compléter par cette amusante ballade, truffée d'anecdotes savoureuses, désopilantes parfois, la profonde analyse musicologique d'un Vladimir Jankélévitch. Voici enfin Ravel incarné, si maigre et si métalliquement pur qu'il se soit voulu, dans ses caprices, ses admirables colères : contre le dédicataire du *Concerto pour*

main gauche, Paul Wittgenstein, amputé du bras droit et qui s'était permis d'enjoliver à son goût la partition ; contre Toscanini, coupable d'avoir dirigé, selon son italianissime tempérament, c'est-à-dire « deux fois trop vite et *accelerando* », le *Boléro*, et qui eut l'audace de lui répliquer qu'il ne connaissait rien à sa propre musique...

Conseil d'ami : lisez donc cette réjouissante et précise biographie des années dernières de Maurice Ravel tout en écoutant le *Concerto en sol* ou le *Quator à cordes*, et puis surtout, allez à Montfort-l'Amaury, sonnez à la porte de la maison « drôlement foutue ». Vous y serez probablement seul avec la vestale des lieux, car si chaque jour dans le vaste monde, des milliers d'auditeurs écoutent *La Valse* (viennoise), la *Rhapsodie espagnole*, *Daphnis et Chloé* (archigrecs), presque personne ne visite ce gîte méconnu, et mal entretenu, d'un enchanteur. La dernière fois que j'y suis allé, la pianiste bulgare, très ravélienne, Jenny Zaharieva, était tout émue d'être autorisée à jouer un peu de Ravel, sur le Gaveau désaccordé.

Jean-Marie DAILLET

Ed. de Minuit, 12€.

Notes de lecture

Au nom du tiers état
de François Bayrou

Depuis plus d'un quart de siècle la démocratie française souffre de l'alternance régulière au pouvoir de deux partis minoritaires en voix à chaque élection mais qui du fait de la coupure droite-gauche et de notre système électoral confisquent, à tour de rôle, tous les pouvoirs, tous les leviers de commande, sans parvenir pour autant à gouverner convenablement le pays, et une fois installés, cessent d'écouter les Français. Le pouvoir politique en connivence avec les autres pouvoirs, puissances d'argent et médias qui en dépendent, s'enferme dans une bulle et, tenant le peuple à l'écart, ne prépare pas notre pays à s'adapter à « l'on-de immense de la mondialisation ».

Tel est le diagnostic de François Bayrou, dans un livre au titre provocant, très Révolution Française, à partir duquel il trace les grandes lignes d'une réponse digne de la France, composé d'une introduction d'une cinquantaine de pages qui mérite d'être lue et relue, tant elle est riche de perspectives et de propositions et qui introduit à des morceaux choisis : dix discours prononcés à l'Assemblée et ailleurs, jalonnant l'actualité politique de ces cinq dernières années.

Qu'il s'agisse du débat de confiance du premier gouvernement Raffarin (3 juillet 2002) – « Vous êtes le dixième chef de gouvernement en vingt ans » -, de l'épisode oublié mais significatif de la loi électorale

régionale où l'UMP tenta d'éliminer tous les partis à l'exception de son compère socialiste en relevant le seuil pour se maintenir au second tour à 10% des électeurs inscrits, texte heureusement abrogé par le Conseil Constitutionnel (15 février 2003) – « Si les libéraux en viennent à combattre le pluralisme, alors ils se renient eux-mêmes » -, du refus du gouvernement de consulter le Parlement sur l'ouverture des négociations avec la Turquie (21 décembre 2004) – « La politique étrangère, cela regarde le peuple, et nous le représentons », du débat de confiance du onzième chef de gouvernement, l'actuel, après le « non » au référendum européen (8 juin 2005) – « Fallait-il qu'il soit mal, le peuple français et qu'on ne l'ait pas entendu » -, et enfin du débat sur la motion de censure concernant l'affaire Clearstream (16 mai 2006) - « La censure, elle est dans tous les esprits. La censure, elle est sur tous les bancs. La censure rentrée, la censure discrète, la censure chuchotée, la censure sournoise. Eh bien à cette censure sournoise, je préfère une censure franche » -, François Bayrou se place dans la lignée des grands orateurs républicains, de Gambetta à Jaurès, de Mendès France à Lecanuet, qui ont honoré le Parlement français par leur hauteur de vue et les perspectives offertes.

Dans ces interventions à l'Assemblée comme dans les cinq autres tirées de colloques et autres réunions, François Bayrou avance en effet des propositions constructives qui seront, espérons-le, au premier plan du débat lors de la prochaine campagne présidentielle.

Elles se résument en quelques lignes :

- d'abord rompre le carcan droite-gauche, accepter de se parler d'un bord à l'autre, de se reconnaître et de se rassembler chaque fois que c'est possible, se débarrasser en un mot de « cet apartheid » qui pourrit la vie-politique française ;

- en second lieu redonner toute sa place au Parlement si méprisé par le pouvoir exécutif depuis tant d'années : « Là où le Parlement est respecté là est la démocratie » ;

- pour cela faire en sorte que la représentation nationale soit représentative de tous les Français, femmes et minorités comprises, en établissant un système électoral mixte, comme en Allemagne, où la moitié des députés sont élus dans les circonscriptions et l'autre au scrutin de liste, de telle sorte que toute formation qui obtient 5% des suffrages, soit environ plus d'un million de voix, puisse être représentée ;

- accepter en conséquence que les partis extrêmes siègent à l'Assemblée. « Je préfère les combattre à visage découvert, franchement plutôt que de voir ces idéologies funestes et dangereuses cheminer souterrainement et que tout d'un coup la démocratie française ne puisse plus s'exercer » ;

- interdire enfin aux députés de cumuler leur mandat avec d'autres mandats électifs afin qu'ils puissent, comme dans toutes les grandes démocraties modernes, se consacrer totalement à leur mission de législateur et au contrôle de l'exécutif et de l'administration.

En opérant ces réformes et en remettant en place les contre-pouvoirs, il sera possible de redonner la parole au peuple et de le rassembler. « Comme le général de Gaulle autrefois, comme tous ceux qui ont fait de la France ce qu'elle est, comme Henri IV, je crois que les seuls projets qui valent sont les projets rassembleurs, réconciliateurs ».

On dit que chaque élection présidentielle offre sa surprise aux Français. Si la prochaine campagne permet à une telle parole d'être entendue, alors oui une surprise devient possible !

Jean-Pierre PRÉVOST

Ed. Hachette Littératures, 16 €.

Napoléon : l'esclavage et les colonies **de Pierre Branda et Thierry Lentz**

« La Révolution n'est pas un bloc. Elle contient de l'excellent et du détestable » disait Edouard Herriot. Le temps du bicentenaire napoléonien a vu resurgir des critiques, à vrai dire en gestation depuis de nombreuses années sur l'héritage historique de l'Empire.

Très à la mode dans les années 50 et 60, les années de la reconstruction et du gaullisme, l'histoire napoléonienne a subi des déconvenues après 1968. Considérée avec méfiance par une partie du monde universitaire, il a fallu tout le talent du professeur Jean Tulard pour qu'elle retrouve droit de cité ou plutôt de coexistence pacifique dans ce milieu. Inlassablement des sociétés d'histoire comme le Souvenir Napoléonien et la Fondation Napoléon ont maintenu et donné une certaine ampleur à des hommes de recherche.

Le chef de la maison impériale depuis 1996, le prince Charles Napoléon a lui-même pris la plume et fait œuvre d'historien à plusieurs reprises sur la famille Bonaparte en inscrivant l'action de cette dernière dans une perspective révolutionnaire. Si une certaine historiographie hostile réduisait le bonapartisme au coup d'Etat du 2 décembre 1851 perpétré par son

neveu, elle n'avait pas été jusqu'à taxer Napoléon 1er de racisme. Thierry Lentz, le directeur de la Fondation Napoléon, en jeune expert de l'histoire impériale, a voulu relever le gant et défier les zéloteurs du devoir de mémoire qui voudraient bien que les Français rougissent du 18 Brumaire et d'Austerlitz.

Associé à Pierre Branda, il a donné une vision impartiale et une approche rigoureuse sur le sujet. Saluons tout d'abord la qualité de la bibliographie et des annexes due à Chantal Lheureux-Prévot qui éclaire la politique coloniale de la France entre 1799 et 1815 et illustre le peu de places concédé aux affaires coloniales dans leurs études générales sur le Consulat et l'Empire.

Soulignons ensuite la qualité d'analyse de ces deux historiens qui resituent dans le contexte du 18^e siècle finissant, la politique de Bonaparte, car tout se joue entre 1800 et 1803 sous le Consulat. L'Europe se voit comme le centre du monde et la guerre européenne s'exporte aux colonies. La Révolution a longtemps hésité, les Jacobins, c'est-à-dire la gauche de l'époque, a mis du temps avant d'abolir, en théorie, l'esclavage par la loi du 4 février 1794.

La guerre avec l'Angleterre en limita considérablement les effets et il fallait ménager les colons au risque de perdre toute influence dans l'Atlantique. En Martinique et dans les colonies à l'est du Cap de Bonne Espérance, la loi de 1794 ne fut jamais appliquée. Le pouvoir, issu du 18 Brumaire, était un pouvoir de gauche, républicain, hostile à un rétablissement monarchique souhaité par une partie des Français sous le Directoire. Il voulut rétablir l'ordre dans les colonies, à St- Domingue, dans les Antilles et comme plus tard, un gouvernement de gauche en Algérie, donna le primat à la répression.

Aux consignes de rigueur, les généraux répondirent par une férocité blâmable. A cette férocité répondit un soulèvement populaire et ce fut la première défaite d'une armée napoléonienne. Et le Premier Conseil donna des gages aux colons dans le contexte de l'époque. Ce fut la loi du 20 mai 1802 qui maintint l'esclavage là où il existait encore mais qui rétablit la funeste traite des Noirs.

L'auteur explique et ne réfute rien. Il ajoute cependant qu'il ne faut pas pour autant faire de Bonaparte un esclavagiste. Georges Washington était un planteur avec de nombreux esclaves et Thomas Jefferson, le père de la Constitution américaine, un partisan convaincu de ce système économique. Bonaparte n'était rien de tout cela, il laissa faire plutôt qu'il ne fit, mais l'Empereur eut des remords de s'être laissé circonvenir. Tardivement il est vrai, mais avant beaucoup d'autres, Napoléon 1er défit ce qu'avait fait Bonaparte. De retour de l'île d'Elbe et du Palais des Tuileries le 29 mars 1815, l'Empereur des Français décréta l'abolition de la traite des Noirs et la confiscation des cargaisons et bateaux esclavagistes. Quelques mois plus tard, à St Hélène, l'Empereur se confia à Las Cases : « le système colonial que nous avons vu est fini pour nous, il l'est pour tout le continent de l'Europe, nous devons y renoncer ».

Il fallut à la France passer par trois rois, un autre empereur et trois républiques pour que s'efface l'idée de colonisation. Napoléon était le produit de son époque, un fils du Siècle des Lumières. La France doit accepter cette part maudite de son histoire sans en faire un bouc émissaire.

Albert KALAYDJIAN

Ed. Fayard, 25 €.

Les tourments de la mémoire

Le parcours de **Sarah Vajda** désoriente, paraît-il, nombre d'esprits conformistes. Ce qui est flatteur et ne serait pas grave, n'était leur capacité de nuire à tout ce qui relativise leur prestige emprunté. Cela a commencé par une thèse sur *Le Solstice de juin*, s'est poursuivie par une biographie de Maurice Barrès ¹, le maître inavoué de presque tous les grands auteurs du XX^e siècle, puis de Jean-Edern Hallier ², le roman de sa vie plus que la vie d'un romancier. Au long de ces démarches, l'auteur tente de se frayer un chemin jusqu'à l'âme incertaine de la France, où réfléchir la sienne.

Avec *Amnésie*, l'auteur interroge son propre destin qu'elle ne parvient pas à détacher des fantômes qui hantent sa mémoire ; elle recourt au roman policier, dans une atmosphère de corrida sévillane et de Semaine Sainte : « Le roman de ces amants français venus mourir à Séville à l'aube de la Semaine Sainte embrase la monotonie des jours. (...) Ils se sont cru à Mayerling ou au bord du Léman. (...) La tragédie est toujours une pièce de boulevard sans portes qui claquent. » La vie est un secret, un grand secret, et le mystère des filiations où nous sommes invités à pénétrer ne fait que le creuser : être amnésique, c'est en fin de compte se souvenir désespérément.

On croit pénétrer dans Brocéliande et l'on se retrouve à Auschwitz, sang et boue. Plus le passé s'éloigne, plus les témoignages s'enchevêtrent, plus l'imagination travaille la mémoire, plus l'écart se creuse entre la vie des individus et celle des peuples : « Le plus terrible

avec la vérité, c'est que quand on la cherche, on la trouve toujours. » C'est alors que « de ce chaos surgit, inattendu, un sens ». En 1940, Drieu disait : « Pauvre France chérie, le temps des patries est fini ». Il se trompait, sinon pourquoi souffririons-nous tant ? « Un jour, Marie, je vous parlerai du mythe des deux France et vous enseignerai comme le personnel de Vichy fut pacifiste avant d'être français et comme la gauche a effacé le souvenir des royalistes et des patriotes de la Résistance pour couvrir ses hésitations et ses errements d'une faucille et d'un marteau, entourer le drapeau tricolore d'un liseré rose. »

Simone Weil, Alain, Gide même, sont convoqués au tribunal où ne furent jugés que Brasillach et Céline, et quelques autres tout de même. Il s'agit maintenant d'exorciser le passé plutôt que le condamner, mais comment ? La rencontre imaginaire avec Brasillach dans sa prison de Fresnes est pathétique. L'amnésie n'oublie personne : « Tu vas mourir de onze balles dans la peau aux barrières du Paris prolétaire que tu as tant aimé. Dans un instant tu crieras : Vive la France quand même ! La croyais-tu plus française en européenne et si gay à tes yeux sous un maître étranger ? (...) En apparence, seuls les juifs ont été décimés, mais en réalité mille ans sont entrés avec eux dans la fumée des crématoires. Tu as péché contre l'espérance française. » On ne devient pas fasciste pour redresser la France, « mais seulement pour échapper à la vie quotidienne. » D'une innocente démarche, sombrer dans le pire.

Est-ce que les morts sont morts ? Pas ceux-là : « Ils n'ont pas lâché le monde. Ils se cramponnent. Des vaincus, eux ? Et s'ils étaient des tyrans, justement, nos maîtres, nos vrais maîtres ? Sait-on ce qu'ils pensent, ce qu'ils

¹ Flammarion éd., 2000.

² Flammarion éd., 2003.

veulent ? Le désordre universel, s'ils en étaient la cause ? » A la fin, ce n'est plus ni Barrès ni Montherlant qui hantent Sarah Vajda, c'est un talmudisme claudélien, la lettre de Prouhèze, le destin des Coufontaine, l'éternel retour et *Vive la France quand même !* « Quand le cœur se déchire, il faut bien laisser voir ce qu'on y cachait » : où est la terre promise ? La terre promise, c'est Véronique, qui naît miraculeusement, quoi qu'en ait l'auteur, dans la mort de sa mère.

La tragédie de chacun est commune à l'humanité entière ; ni le roman familial ni l'histoire ne saurait justifier le moindre renoncement, la moindre acceptation, non plus que la moindre rancune. La lignée de Véronique n'est pas détruite, puisqu'elle est née : « Amnésie, mère des guerres, mère des génocides, en secret tu métamorphoses de jeunes révolutionnaires en âmes affolées d'absolu. Tu les emportes dans la nuit. Il n'existe qu'une nuit et cette nuit a nom nuit de la Croix. Le judaïsme ne connaît, remède à l'horreur, que la poursuite systématique de la vie. Amnésie, fille de la République française, tu imposes aux gardiens de ton phare de rompre l'Alliance et de courir vers une autre lumière. Véronique est ta fille ». Oui, mais un enfant se fait toujours à deux et sortir de l'endogamie n'est ni une faute ni une rupture. L'auteur le sait bien, dont les dernières lignes sont : « Ce livre est un conte à oublier sous peine de mort, qui, oublié, causerait bien des morts ». L'étonnante densité de ce livre en fait oublier la souffrance.

Philippe de SAINT ROBERT

Sarah Vajda, *Amnésie*, Ed. du Rocher, 17,90 €.

La démocratie providentielle de **Dominique Schnapper**

Dominique Schnapper a consacré son œuvre à s'interroger sur la citoyenneté. Comment faire participer tous les membres de la société à un projet qui soit véritablement démocratique et répondre aux besoins de reconnaissance des populations particulières ? Question qui, parmi d'autres, est au cœur du problème de l'immigration.

« La démocratie providentielle » se veut une démarche de sociologue : « soumettre les interrogations des philosophes sur la société démocratique à l'épreuve du savoir que fournissent les enquêtes », et procède à une analyse de l'Etat-providence et de ses effets sur la citoyenneté.

L'Etat-providence a pour vocation de s'étendre sans limite, dans la mesure où les besoins auxquels il s'efforce de répondre sont illimités. Dominique Schnapper parle d' « impatience devant les limites ». L'égalité des chances fait place à l'égalité des résultats. Cette logique pousse l'Etat interventionniste à devenir particulariste ; il multiplie les catégories et les allocations, il devient intervenant culturel et sportif. Il rend ainsi le citoyen de plus en plus dépendant et rend de moins en moins perceptible la distinction entre sphère publique et sphère privée qui est un des fondements de la citoyenneté républicaine. Une bureaucratie envahissante accroît les particularismes et les structure : le ministère de l'Agriculture devient celui des agriculteurs, le ministère de la Culture, celui des milieux de la production artistique. Les métiers de l'assistance sociale se multiplient. Cette évolution n'est pas sans conséquences : en intervenant de plus en plus dans les relations sociales, l'Etat les banalise, d'où la

crise des métiers tels que ceux de la création artistique ou des professions libérales. La classe ouvrière voit s'affaiblir son sentiment de solidarité-dignité.

La pression de la démocratie providentielle met en danger la République, société politique abstraite conçue pour transcender par la citoyenneté les enracinements concrets et les fidélités particulières. En confondant public et privé, on retire au secteur public son rôle unificateur : on n'y pénètre plus pour dégager la volonté générale, mais pour y affirmer des particularismes. La citoyenneté devient un facteur de différenciation, voire de division. C'est là l'une des causes des interrogations actuelles sur la laïcité et sur le multiculturalisme.

Dans ce contexte apparaît le rôle de l'Union européenne, interventionniste et donc acteur de plus en plus influent de l'Etat-providence. Se trouve ainsi posée la question de l'Etat et de la nation : faut-il envisager de les dissocier ? Faut-il, avec Habermas, séparer l'identité nationale, avec ce qu'elle comporte de dimensions culturelles, de la participation civique fondée sur la raison, l'Etat de droit et les droits de l'homme, qui relèverait du niveau européen ? Une telle dissociation est-elle possible ?

Dominique Schnapper aborde bien d'autres questions, par exemple le rôle d'Internet dans la pression croissante en faveur de la démocratie directe. Elle cite aussi le cas du Canada où, dans la politique en faveur des minorités, l'égalité participation des immigrés aux institutions politiques a toujours pris le pas sur la préservation des cultures ancestrales : il y a des limites à la tolérance et à la diversité ; il faut « favoriser l'expression des valeurs communes au sein de sociétés pluralistes ».

La force du livre s'appuie sur l'exploitation de statistiques vérifiées, de faits avérés, sur des argumentations démontrées et non assénées. Il débouche sur des conclusions plutôt pessimistes : le caractère irréversible des évolutions en cours. On aimerait, pour pouvoir en faire un reproche à l'auteur, disposer d'arguments aussi étayés que les siens.

Gérard VANIER

Ed. NRF Essais Gallimard, 2002, 19,90 €.

La faute de M. Monnet
de Jean-Pierre Chevènement

Le premier intérêt de ce livre compact et passionné est de retracer le parcours extraordinaire de Jean Monnet. Lorsque la guerre de 1914 éclate, il est réformé. Il est frappé par la concurrence ruineuse que Français et Britanniques se font sur les marchés tiers pour y acheter vivres et matières premières. Il préconise la constitution de pools communs d'achat. Il vend cette idée au Président du Conseil qui le charge de la réaliser. La guerre finie, il devient secrétaire général adjoint de la SDN. Déçu, il entre dans une grande banque américaine. Il se fait charger par Daladier d'acheter des avions américains. Après la défaite de 40, il transfère ces achats à la Grande-Bretagne. Churchill le nomme fonctionnaire britannique et l'envoie en mission aux Etats-Unis. Les Américains ayant débarqué en Algérie, Roosevelt l'envoie à Alger où il organise l'équipement de l'armée d'Afrique en matériel américain. Il devient membre du Comité Français de Libération nationale constitué par de Gaulle. Dès 1943, il pense l'après-

guerre et réfléchit à la nécessité d'une entité européenne contrôlant les matières premières qui avaient permis à l'Allemagne de faire la guerre. Huit ans plus tard, il inspire à Robert Schuman l'idée d'une Haute Autorité du charbon et de l'acier. Il négocie les clauses de ce nouvel organisme, qu'il va présider. Lorsque les Américains veulent recréer une armée allemande, il propose une alternative qui devait être la Communauté Européenne de Défense. C'est un échec. Il lance le Traité d'Euratom qui devait permettre le transfert à l'Europe des technologies nucléaires américaines. Dans le même temps, Spaak négocie le traité créant la Communauté économique européenne, dont les institutions s'inspirent de celles de la CECA : une Commission qui propose, un Conseil des ministres qui décide, un Parlement, une Cour de justice. Ce sont les institutions actuelles de l'Union européenne, entre-temps élargie à 25 membres.

Chevènement dénonce la finalité fédéraliste donnée par Monnet à ces institutions : « L'échec politique éclate aujourd'hui : Jean Monnet a démobilisé les nations mais ne les a pas remplacées. Le grand marché n'a pas engendré une conscience ni une volonté politiques... Impossible de passer comme insensiblement de l'économie à la politique ». Chevènement reconnaît néanmoins que les institutions européennes ont engrangé des acquis considérables :

- un socle de règles communes,
- une politique de la concurrence, même si elle n'a pas permis de préserver des champions européens,
- une politique commerciale commune,
- une politique agricole commune dont il faudra renouveler les formes,
- des fonds structurels visant à aider les

pays périphériques,

- surtout, la monnaie commune que partagent douze pays : l'Euro.

C'est, écrit-il, « le cœur économique et industriel de l'Europe ». La nécessaire réorientation de la politique monétaire revient d'abord à l'Allemagne et à la France, qui doivent forger entre elles un nouveau compromis historique. Chevènement préconise d'abord un bref traité institutionnel qui reprendrait, comme le prévoyait le projet de Constitution, une règle de double majorité (majorité des Etats et majorité de 65% de la population).

Dans le même temps serait négocié avec l'Allemagne d'abord, avec les autres pays de l'euro ensuite, l'instauration d'un gouvernement économique de la zone euro, dotant celle-ci d'une politique monétaire et de politiques budgétaires et fiscales faisant d'elle un espace keynésien véritable. Ceci suppose une inflexion de la politique allemande appelée à privilégier autant le développement économique de la zone euro qu'une compétitivité sur les marchés tiers de plus en plus fragilisée par la dépréciation du dollar et la montée de l'Asie dans la production des biens d'équipement. C'est, écrit Chevènement, « la seule perspective de relance européenne qui se laisse entrevoir à l'horizon des prochaines années ». Encore faudrait-il que l'Allemagne s'en laisse persuader. En refermant cette stimulante brochure, on se demande si la « faute » de Monsieur Monnet n'est pas plutôt celle de ses successeurs actuels.

René FOCH

Ed. Fayard, 10 €.

Elèves sous influence de Barbara Lefebvre et Eve Bonnivard

L'Occident ne cesse d'instrumenter contre lui-même. La France n'est pas en reste, elle qui, sous la pression des médias en mal de valoriser tel journaliste ou universitaire érigé aussitôt en expert, s'autoflagelle en matière de colonisation. L'Education nationale est gagnée par la peur. Ainsi l'on voit une inspectrice d'histoire et géographique de Créteil invitant à la modération dans l'emploi du vocable « terroriste » face « à un certain type de public, car une notion de résistance peut parfois être incluse dans le terrorisme ».

Les auteurs, respectivement enseignante et journaliste, ont dépouillé vingt-cinq manuels de 3e à la terminale, en passant par l'enseignement professionnel et le bac pro. Le résultat est éloquent. Cet ouvrage est, contrairement à ce qu'avance *le Monde*, nullement polémique. Il établit un constat, à savoir que la responsabilité de tout ce qui ne va pas incombe à l'"impérialisme", jamais aux régimes d'obédience islamique ou communiste. Le terrorisme est traité, dans la plupart des manuels, comme un symptôme et non comme une stratégie de guerre. On lui trouve des excuses car c'est la lutte du faible contre les Etats-Unis, alors que l'ex URSS passe au second plan : un manuel d'Hachette indique que "c'est par la force que [les Etats-Unis] veulent imposer leur loi. Cet ordre-là n'en est pas un (...), un ordre imposé de la sorte au mépris même des alliés les plus proches, fait le lit de l'antiaméricanisme le plus primaire. Il devient urgent de contenir la puissance américaine". Un autre manuel, publié chez Hatier, considère que les Etats voyous ne sont qu'une invention pour justifier l'interventionnisme militaire ; les coupables deviennent les victimes tandis que

celles-ci sont désignées en tant que coupables voire responsables...

Naturellement, les auteurs de ces manuels puisent à bonne source, à savoir les obsédés de l'antiaméricanisme, tels Pascal Boniface ou *le Monde diplomatique* et son Ignacio Ramonet, l'homme de Castro, M. Védrine, l'hebdomadaire *Marianne*, qui compare l'Amérique à la Russie de Poutine, *Politis* et, en tête, *le Monde*, plus révérend que référent. Des Etats-Unis procède le mal universel ! Le 11-Septembre, c'est la conséquence de l'impérialisme : "Les manuels, soulignent les deux auteurs, invitent l'élève à relever les prétextes politiques mis en avant par les terroristes mais omettent leur objectif ultime, à savoir soumettre le monde au règne d'un Islam radical". Pour le manuel Magnard, "les USA sont aussi devenus la cible d'Etats et de mouvements qui refusent l'hégémonie américaine sur le monde". Comme si ce terrorisme n'était concentré que contre la seule Amérique, les enseignants participent d'une indéniable forme de désinformation, visant à occulter que l'Europe, y compris pour les pays non engagés en Irak, demeure une cible du terrorisme islamique.

Comment s'étonner ensuite que des élèves réalisant un journal de lycée dans l'Isère comparent le terrorisme à la résistance : "Que veulent les terroristes, écrivent-ils ? La liberté ? L'indépendance ? Remettre les Etats-Unis à leur place en ce qui concerne le Moyen-Orient, peut-être ? Ils se révoltent contre l'agresseur, ça c'est pas vraiment con... C'est vrai ! qu'ont fait les résistants pendant l'occupation de 39-45 ? (...) Le terrorisme apparaît quand un peuple souffre et qu'il n'y a plus d'autre solution que de se faire exploser la tronche". Ce commentaire rejoint un autre manuel Magnard pour lequel l'attitude des Etats-Unis justifie le dji-

had. Ces enseignants véhiculent les clichés en vogue dans la France des années 2000. On relève dans un livre des éditions Bertrand-Lacoste la place dévolue à un Bové (dix lignes) mais on ne dit rien de ses condamnations. Helmut Kohl et Antoine Pinay ont droit à moins d'égards.

La France a tenté, selon les enseignants, de préserver son indépendance face à l'envahisseur américain par une politique étrangère pro-arabe qualifiée d'exemplaire et qui n'aurait pas d'adversaire désigné ! Seule "l'hégémonie des USA depuis 1945 (...) atteint la France non seulement dans son rayonnement mais dans son cœur même" (Nathan). Le manuel Magnard n'hésite pas à considérer que les Etats-Unis combattent illégalement en Afghanistan, base avancée des talibans, alors que leur intervention est le résultat d'une décision du Conseil de sécurité. C'est probablement ce que le subtil M. Mexandeau qualifie d'"atlantisme pédagogique". Seul un manuel Hachette se distingue parfois du langage convenu.

Une prochaine édition actualisera la bibliographie avec les ouvrages de MM. Revel et Rigoulot consacrés à l'antiaméricanisme et préférera pour Léon Blum le qualificatif d'envoyé en mission aux Etats-Unis au lieu d'ambassadeur extraordinaire (p. 209) qui, dans la terminologie administrative, laisse supposer qu'il a été le représentant officiel de la France.

N'étaient ces vétilles, il y a lieu de souligner l'intérêt constant, la clarté, la rigueur, l'originalité, bref l'honnêteté intellectuelle de cet ouvrage qui devrait faire prendre conscience qu'il est peut-être encore temps de réagir.

Vincent LALOY

Ed. Audibert, 2005, 15 €.

Dietrich Bonhoeffer, le martyr

L'épopée de ce pasteur luthérien, né en Février 1906, dans une famille de la grande bourgeoisie prussienne, mérite d'être connue des Français, elle montre que face au nazisme, des chrétiens allemands se sont dressés pour témoigner de leur foi, de l'amour du Christ pour tous les hommes, de leur attachement à la liberté et à la dignité. L'auteur de cette biographie ¹, Ferdinand Schlingensiepen, qui a eu accès à de nouvelles sources à travers la publication des oeuvres complètes de Bonhoeffer et de ses correspondances, situe remarquablement dans le déroulement tragique de la période, la belle physionomie du pasteur, du théologien, du professeur écouté des étudiants auxquels il montre les voies nouvelles d'un christianisme ouvert, en dialogue avec tous les pays d'Europe et à l'écouté du monde.

Refusant de rallier l'Eglise luthérienne officielle des chrétiens allemands que son chef Ludwig Müller entraîne à pactiser avec le nazisme, il rejoint l'Eglise confessante des Pasteurs Dibelius et Niemöller. Par ses relations familiales, il connaît les aspects sordides et criminels du régime hitlérien et décide à partir de 1938 de prendre contact avec la résistance et rejoint le groupe de l'Abwehr dirigé par l'amiral Canaris. Dénoncé, arrêté et emprisonné à Tegel, déplacé au camp de concentration de Buchenwald, ils est assassiné au cours de la nuit du 8 au 9 mars 1945 avec ses camarades de réseau, après une parodie de procès. Son frère Klaus et son beau-frère Hans von

¹ Ferdinand Schlingensiepen, *Dietrich Bonhoeffer (1906-1945)*, Salvator, 438 p. (chronologie), 29,50 euros. Matthieu Arnold, professeur à la Faculté de théologie protestante de Strasbourg a repris et commenté quelques prières de Bonhoeffer dans *Prier 15 jours avec Dietrich Bonhoeffer*, Nouvelle Cité, 2006, 12,50 euros

Dohnanyi sont fusillés quelques jours plus tard. Il laisse une oeuvre théologique importante et novatrice, mais l'exemple de sa vie donnée connue dans toute l'Allemagne après l'effondrement du nazisme a été l'un des éléments de la reconstruction spirituelle de son pays. Un livre richement documenté, sobrement éclairé par quelques clichés d'époque, écrit avec une grande sensibilité et une chaleureuse sympathie pour son héros.

Jean CHÉLINI

Partir
de Tahar Ben Jelloun

Partir, c'est le nouveau roman de Tahar Ben Jelloun, l'écrivain franco-marocain qui a obtenu le Prix Goncourt il y a bientôt vingt ans avec *La nuit sacrée*. Depuis, il multiplie les succès. Ce livre est un exode. D'abord parce que l'auteur délaisse le conte, son genre narratif par excellence. Finie la révélation des vérités lancées sur le mode de l'incantation, oubliés les djinns qui peuplaient *La nuit sacrée* et les *Amours sorcières*. L'auteur tourne la page. S'il quitte un style, il abandonne aussi un monde et une époque. Ici il s'empare d'un thème d'actualité : l'immigration vers l'Europe des jeunes Marocains, y compris les plus diplômés. Partir est une obsession pour ces jeunes. "Quitter cette terre qui ne veut plus de ses enfants, partir pour sauver sa peau même en risquant de la perdre", écrit-il. Et tous les moyens sont bons.

C'est l'histoire d'Azal, de Kenza et de Miguel, trois jeunes, habités par la haine de soi, tentant de s'évader de la prison de leur quotidien et de prendre possession de leur destin qui conduirait à leur salut. Son personnage princi-

pal, Azal, qui plait aux filles et qui le leur rend bien, plutôt que de traverser le détroit de Gibraltar, à la merci des passeurs corrompus, va suivre à Barcelone un riche espagnol homosexuel qui lui fournit le visa tant convoité.

La ville de Tanger où débute le roman n'a pas été choisie au hasard. C'est un lieu historique de rencontres et d'échanges entre les deux rives de la Méditerranée. L'Europe est là toute proche et la tentation encore plus grande, presque palpable. Le soir, les jeunes marocains désœuvrés voient s'allumer, les lumières de la côte espagnole comme autant de signaux d'un possible eldorado. Mais le bonheur est rarement au bout du voyage pour les candidats à l'exil. Tout n'est pourtant pas perdu, un beau personnage de femme incarne l'espoir, elle s'appelle Kenza. Elle survivra au mirage du départ. Ce roman en dit plus que toutes les enquêtes sur l'émigration, ici et là-bas ... Pourtant ceux qui partent savent que l'Europe les rejettera, qu'ils y retrouveront « les vexations et humiliations » qu'ils fuient dans leur pays. Mais rien ne les empêche de vouloir « brûler le détroit » pour « faire quelque chose de (leur) vie ». Et le dernier chapitre, intitulé « Revenir », laisse peu d'espoir.

Dans un style sec et fragmenté, où le réalisme n'a plus rien de magique, l'auteur lève le voile sur un monde des mille et une nuits éclairé par une lune de fiel. En plein débat en Europe sur l'intégration des immigrés, l'auteur décrit en 40 chapitres les causes de l'émigration : le chômage, l'hypocrisie, la corruption ou la banalisation de la prostitution. D'autant plus que certains démons islamistes ont, eux, traversé depuis longtemps la Méditerranée ...

Georges LEROY

Gallimard, 17,50 €.

Les auteurs

Boutros BOUTROS-GHALI, *ancien Secrétaire général de l'ONU*

Pierre de CHARENTENAY, *rédacteur en chef de la revue Etudes*

Jean-Marie DAILLET, *ancien ambassadeur de France*

Charles DELAMARE, *rédacteur en chef de France-Forum*

Oumar H. DICKO, *ministre des Maliens de l'Extérieur et de l'Intégration africaine*

Jacques DUPÂQUIER, *membre de l'Institut*

René FOCH, *directeur général honoraire à la Commission européenne*

Jean-François JAMET, *ancien élève de l'Ecole Normale Supérieure (Ulm) et de l'Université de Harvard*

Albert KALAYDJIAN, *chargé d'études à la Fondation Robert Schuman, conseiller municipal de Saint-Ouen*

André LE GALL, *écrivain, ancien élève de l'ENA*

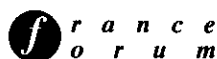
Jean-Pierre PRÉVOST, *ancien journaliste, ancien avocat*

Jean-François PROBST, *consultant international, ancien secrétaire général du groupe RPR au Sénat*

Christian SAVÈS, *politologue, écrivain*

Philippe SÉNART, *critique littéraire*

Gérard VANIER, *ancien élève de l'ENA, ancien Haut fonctionnaire*



Directeur de la publication : **Charles Delamare** — Gérant : **Catherine Bruno** — Comité de rédaction : **Jean Chélini, Jean-Marie Daillet, Charles Delamare, Albert Kalaydjian, Jacques Mallet, Jean-Pierre Prévost, Gérard Vanier** — Secrétariat-abonnement : **Thérèse Desplanques** —
Maquette : **Jean Plonka** — Rédaction : 133 bis, rue de l'Université, 75007 Paris - Téléphone :
01.53.59.20.60 - Fax : 01.53.59.20.59 - e-mail : france-forum@udf.org — Commission paritaire :
0108 P 83488 — Impression : Roto Presse Numéris - 36-40, bd Robert Schuman, 93190 Livry-Gargan.

L'immigration, fruit de la mondialisation

Immigration et mondialisation - Interview de Boutros Boutros-Ghali PAR FRANCE-FORUM

Migrations, diaspora et pays d'origine L'expérience malienne PAR OUMAR H. DICKO

L'immigration : comment en parler PAR GÉRARD VANIER

Une alternative au « mur » de la Méditerranée PAR PIERRE DE CHARENTENAY

Quelques réflexions et données sur l'immigration en France PAR JACQUES DUPÂQUIER

L'Union européenne et l'immigration : les chiffres PAR JEAN-FRANÇOIS JAMET

Géopolitique et immigration : le grand bouleversement PAR CHRISTIAN SAVÈS

Le grand émoi PAR JEAN-PIERRE PRÉVOST

L'Afrique : avenir de l'Europe PAR CHARLES DELAMARE

Dossiers et études

Lettre de la Mer Noire PAR JEAN-MARIE DAILLET

La chronique des lettres PAR PHILIPPE SÉNART

Mots et humeurs

L'immigration et l'Afrique - Interview de Jean-François Probst PAR ALBERT KALAYDJIAN

Naître, c'est immigrer PAR JEAN-MARIE DAILLET

Le dictionnaire du sens interdit PAR ANDRÉ LE GALL

Sommaire détaillé page 3